



# Évaluation des risques et des vulnérabilités pays : **TOGO**

JUIN 2019

ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE





Photo de couverture : « Cascade de Kpime près de Kpalimé » par Jbdodane, accessible via Flickr (<https://bit.ly/2MI87rK>).

# Table des matières

Sigles et abréviations.....	4
Message du Président de la Commission de la CEDEAO.....	6
Déclaration du Vice-président de la Commission de la CEDEAO .....	7
Préface.....	8
Résumé analytique .....	9
Introduction.....	11
Processus de recherche.....	11
Terminologie et définitions conceptuelles.....	13
Questions de recherche .....	16
Description de l'échantillon.....	17
Analyse des données .....	19
Contexte du pays.....	22
Vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national .....	24
État de droit (pilier le plus vulnérable).....	27
Politique et gouvernance (deuxième pilier le plus vulnérable).....	32
Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable) .....	35
Population et démographie (quatrième pilier le plus vulnérable).....	44
Sécurité (pilier le moins vulnérable).....	50
Facteurs externes .....	55
Considérations liées au genre .....	57
Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : Observations par région .....	61
Région Centrale .....	61
Région de la Kara.....	68
Région Maritime .....	74
Région des Plateaux .....	80
Région des Savanes .....	88
Conclusion et recommandations.....	95
Annexe A : échantillon de données.....	99
Annexe B : Indice de vulnérabilité.....	105
Annexe C : Références complémentaires.....	107
Annexe D : Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine .....	108

## Sigles et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements et des conflits armés
ADCF	Association pour la défense et le Conseil de la femme
BAD	Banque africaine de développement
ANADEB	Agence nationale d'appui à la base
ANPE	Agence nationale pour la promotion de l'emploi
ANSAT	Agence nationale de la sécurité alimentaire
ASTOVOT	Association togolaise des volontaires au travail
UA	Union africaine
C-14	Coalition de l'opposition togolaise
CACIT	Collectif des associations contre l'impunité au Togo
CEDAW	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CHR	Centre hospitalier régional
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités des pays
OSC	Organisation de la société civile
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation
DPA	Direction des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
BIDC	Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
ITIE	Initiative pour la transparence des industries extractives
UE	Union européenne
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
FAIEJ	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FDS	Forces de défense et de sécurité
GD	Groupe de discussion
MGF	Mutilations génitales féminines
FNFI	Fonds national de la finance inclusive
VBG	Violence basée sur le genre
PIB	Produit intérieur brut
GF2D	Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement
GIS	Système d'information géographique
GIZ	Agence allemande de coopération internationale
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
HAPLUCIA	Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées

HCRRUN	Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
PDI	Personne déplacée interne
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
OI	Organisation internationale
EIC	Entretiens avec les informateurs clés
MIFA	Mécanisme indicatif de financement agricole
MP	Membre du Parlement
ONG	Organisation non gouvernementale
NZAID	Agence néo-zélandaise pour le développement international
OCDI	Organisation de la charité pour un développement intégral
OCHA	Bureau pour la coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ORESCOP	Organisation régionale et sous-régionale de la communauté peulh
PRADEB	Programme d'appui au développement à la base
PND	Plan national de développement
PCQVP	Publiez ce que vous payez
RESODERC	Réseau des organisations de développement de la région Centrale
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RPT	Rassemblement du peuple togolais
ALPC	Armes légères et de petit calibre
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNPT	Société nationale des phosphates du Togo
CVJR	Commission Vérité, Justice et Réconciliation
ONU	Nations Unies
UNIR	Union pour la République
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WACEM	Ciment d'Afrique de l'Ouest
WANEP	Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix
OMS	Organisation mondiale de la Santé



## Message du Président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère du monde, qui compte environ 366 millions d'habitants, et constituent une riche diversité humaine et topographique. Du littoral aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Togo, la CEDEAO abrite des familles, des communautés et des nations diverses.

Au cours de la dernière décennie, la région a connu des progrès significatifs dans l'amélioration du niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre l'abondance des ressources naturelles, du capital humain et des grandes opportunités, il se pose aussi des défis à relever tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces contre la sécurité causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les développements et les mutations observés à l'échelle mondiale, tels que les avancées technologiques, les migrations humaines et le changement climatique, ont introduit de nouveaux niveaux de complexité, qui posent de nouveaux défis en matière de planification stratégique et d'état de préparation, au moment où nous nous tournons vers l'avenir.

C'est à ce niveau que l'alerte précoce joue un rôle essentiel, en aidant la CEDEAO à comprendre les dynamiques changeantes, afin de renforcer la prise de décision et la réponse rapide au niveau régional et national. Les Évaluations des risques et des vulnérabilités pays (ERVVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO et pour servir de documents de référence, afin d'avoir une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États membres, de même que pour nos partenaires dans la région.

Par conséquent, j'invite les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour l'enracinement de la paix et du progrès dans l'intérêt des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou  
Président de la Commission de la CEDEAO

## Déclaration du Vice-président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière de finaliser le présent rapport d'ERVVP qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques liés aux événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, il s'agit là d'un exploit remarquable visant à stimuler l'architecture africaine de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO donnant le ton de l'élaboration d'un ensemble de données appartenant à l'Afrique qui peut être exploité pour améliorer l'analyse de la sécurité humaine et les prévisions précises dans le but d'aider les décideurs politiques à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes dans la région. Ces informations peuvent être utilisées comme base de référence pour la CEDEAO et ses partenaires, afin d'éclairer les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier en cette période où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est déployé au niveau national.

Les recherches de l'ERVVP exploitent les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) - recueillies par les chargés du suivi sur le terrain - en vue d'établir une base de référence nationale permettant d'assurer le suivi des modèles et tendances au niveau de tous les piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données, et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les résultats obtenus sont plus représentatifs en termes de géographie, de temps et de thématique pour chaque pays et doivent être mis à jour périodiquement.

La CEDEAO consolidera cette réalisation en appliquant les connaissances et compétences contenues dans le Manuel d'ERVVP. À cet égard, Ma conviction découle du fait que la formation de tout le personnel de la Direction de l'alerte précoce (EWD) dans le domaine de l'élaboration de l'Indice d'ERVVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et compétences du personnel technique du projet REWARD de l'USAID au profit de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de mener de manière indépendante les futures ERVVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour mener l'Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) d'impliquer les communautés dans les processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y ancreront des initiatives de développement et de paix, en s'attaquant aux risques et vulnérabilités de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse aux pays de la CEDEAO, la Commission est prête à accompagner chaque État membre dans la mise en œuvre des recommandations pratiques contenues dans le rapport d'ERVVP.

Finda Koroma  
Vice-président de la Commission de la CEDEAO

# Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a fait des pas de géant dans la pratique de l'alerte précoce axée sur les données, grâce à l'analyse qualitative et quantitative des incidents et des situations provenant de sources multiples avec l'avantage supplémentaire de disposer de données originales générées par le système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe dont dispose le Centre le placent dans une position avantageuse pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région de la CEDEAO, en couvrant les différents domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle essentiel dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine dans toute la région, notamment dans le cadre des systèmes de conflits dans les zones sahélo-sahariennes, du fleuve Mano, du Golfe de Guinée, du lac Tchad et de la Sénégalie, afin d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà d'une focalisation étroite sur les seuls conflits violents et conformément à son mandat consistant à promouvoir l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une optique de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être des populations conformément à sa Vision 2020. Ainsi, le présent rapport met-il en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience dans cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVVP représente un grand nombre de perspectives et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-uns. En conséquence, le rapport d'ERVVP sert de document stratégique pour donner un aperçu des défis de sécurité humaine dans chaque État membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent contribuer à y faire face.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique pour s'attaquer aux questions de sécurité humaine ainsi que pour fournir des informations à une multitude de parties prenantes, y compris les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé pour une collaboration tenant compte des conflits dans la région.

Dr. Abdou Lat Gueye  
Directeur de l'alerte précoce de la CEDEAO



# Résumé analytique

---

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives au Togo pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en mai 2019 au Togo afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Togo, des niveaux élevés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines Politique/Gouvernance et État de droit, tandis que des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines Économie/Ressources et Population/Démographie, et des niveaux plus faibles de vulnérabilité ont été constatés dans le domaine de la sécurité.

Parmi les défis à relever, citons la forte polarisation politique, la violence électorale et l'accès limité à la justice et la confiance du public dans le système judiciaire. Le chômage des jeunes, la migration économique et les disparités en matière de développement et d'infrastructure ont tous été considérés comme des facteurs de fragilisation de la sécurité humaine dans le pays. Beaucoup ont également évoqué l'histoire du sectarisme régional et le risque des effets de contagion de l'extrémisme violent des pays voisins se répandre au Togo, ainsi que les défis périodiques liés aux tensions entre les communautés et entre les agriculteurs et les éleveurs. Les questions environnementales comprenaient l'érosion des côtes et la dégradation de l'environnement dans le Sud, ainsi que les problèmes de gestion de l'eau et les migrations qui y sont associées dans le Nord.

Toutefois, il existe de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour une résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix au Togo. Les mécanismes locaux et traditionnels de résolution des conflits, les comités de paix et de transhumance, les institutions religieuses et les ONG, ainsi que les institutions judiciaires régionales et internationales, tous y jouent un rôle essentiel. Les femmes jouent un rôle important dans la vie sociale, politique et économique de la société togolaise. Le Togo dispose également de solides facteurs de résilience économique, notamment la présence de femmes et de jeunes entrepreneurs. Les programmes gouvernementaux

ont également permis d'améliorer l'accès au financement pour les groupes vulnérables.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Togo.

*Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps..*

# Introduction

## Processus de recherche

L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle en fonction de cinq piliers de la sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document de cadrage de 2016.<sup>1</sup> Ces piliers sont : 1) État de droit ; 2) Politique et gouvernance ; 3) Économie et ressources ; 4) Population et démographie ; et 5) Sécurité. Les conclusions du présent rapport décrivent comment les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Togo, à la fois au sein des cinq piliers et entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des moteurs sociaux, économiques, politiques et sécuritaires sous-jacents, mais s'expriment différemment selon le contexte, un cadre de sécurité humaine holistique a été utilisé dans cette évaluation, et sera utilisé pour les ERVP dans tous les États membres de la CEDEAO.

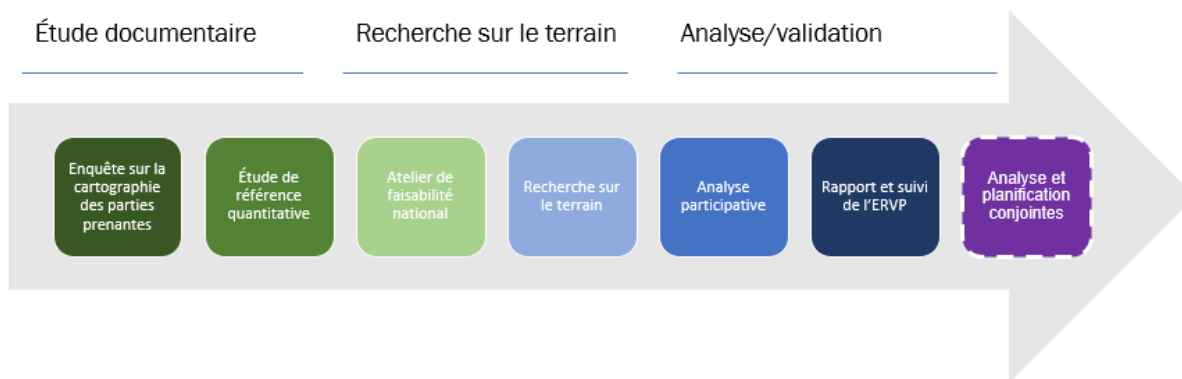
En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations liées au genre et les facteurs externes comme des questions transversales qui doivent être comprises pour une alerte précoce et une réponse efficaces.<sup>2</sup>

Comme le montre le graphique ci-dessous, les recherches ont été menées en trois phases principales : étude documentaire, recherche sur le terrain, et analyse puis validation.

### Phase 1 : Étude documentaire

L'étude documentaire comprenait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques liés aux événements et des facteurs de résilience sociale et institutionnelle.

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche a utilisé des données tirées de dizaines de sources, dont les rapports de situation



<sup>1</sup> Le document de cadrage de l'EWD a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus de l'ERVP, avec les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base des approches axées sur les meilleures pratiques telles que les

directives d'ECOWARN et le cadre de l'Agence néo-zélandaise de développement international (NZAID).

<sup>2</sup> Document de cadrage de l'EWD sur « L'évaluation des risques de cinq pays pilotes de la CEDEAO : Côte d'Ivoire, Mali, Libéria, Guinée-Bissau et Burkina Faso ».

d'ECOWARN (SitReps). En s'appuyant sur ces ensembles de données préexistantes,<sup>3</sup> un Indice de l'ERVP a été créé pour mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Togo.

Pour l'évaluation des risques liés aux événements, les données relatives aux événements, y compris celles des rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ont été triangulées avec les données du projet ACLED (Projet de localisation des événements et des conflits armés) afin d'estimer les lieux et le type de problèmes liés aux conflits au niveau infranational dans le temps. L'utilisation de sources multiples a permis de procéder à des validations croisées, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale et institutionnelle, une enquête a été déployée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir plus sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui travaillent à la gestion et à la réduction des risques et des vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (y compris des représentants d'institutions religieuses, des acteurs du secteur public, la société civile, les groupes de jeunes et des acteurs du développement, entre autres) ont également été invités à désigner les organisations avec lesquelles ils ont collaboré au cours des deux dernières années sur des questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une carte des réseaux des parties prenantes pour une analyse quantitative et pour identifier les points servant de levier, les sphères d'influence et le capital social. Fort de cette analyse, des experts

techniques clés ont été identifiés et ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

## Phase 2 : Recherche sur le terrain

La recherche sur le terrain a commencé par un atelier de cadrage à Lomé. À l'aide de la carte des réseaux des parties prenantes, des experts techniques hautement structurés en réseau ont été réunis en atelier pour valider les premiers résultats de l'étude documentaire et suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'atelier de cadrage a également été utilisé pour adapter et sensibiliser les questions de recherche plus vastes et les instruments et questionnaires d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et les groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les principaux acteurs et parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés au cours des deux prochaines semaines pendant les EIC et les GD. Ainsi, la phase d'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui devaient être davantage mises en contexte et validées sur le terrain, ainsi que l'échantillon de personnes interrogées à engager (qu'est-ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite mené une évaluation au sein du pays entre le 15 et le 20 mai 2019 avec des participants issus des régions suivantes : Centrale, Kara, Maritime, Plateaux et Savanes. L'équipe a interrogé les principaux acteurs des différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier de cadrage, qui ont été touchés par la violence et qui ont une connaissance du contexte et des capacités locales. L'équipe de travail sur le terrain comprenait des

---

<sup>3</sup> Les sources de données utilisées pour l'élaboration de l'indice de l'ERVP sont Global Integrity, *The Economist Intelligence Unit*, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données de localisation des événements et des conflits armés, la Banque mondiale, le Centre d'études de sécurité à ETH

Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, l'Échelle de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

représentants des directions de l'alerte précoce (EWD), des affaires politiques (DPA) et du maintien de la paix et de la sécurité régionale (DPKRS) de la CEDEAO, ainsi que des experts affiliés, dont les chargés du suivi sur le terrain de la CEDEAO. Les EIC et les GD menés au cours de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant les différentes perspectives sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle liés aux différentes questions liées aux conflits dans tout le pays. Ces transcriptions ont été colligées, rationalisées pour réduire les redondances et les imprécisions, et classées sous des rubriques pour analyse et hiérarchisation au cours de la phase 3.

### Phase 3 : Analyse et validation

Après que les données quantitatives, du SIG et d'enquête ont été validées et contextualisées sur le terrain, et que les données qualitatives ont été collectées, organisées et résumées, le présent rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Le présent rapport servira de base référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue de la prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Togo ainsi que des systèmes de conflit connexes plus vastes.

### Terminologie et définitions conceptuelles

Dans le présent rapport d'ERVP :

« **Vulnérabilité** » est définie comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des

jeunes, la pauvreté, l'inégalité, le climat, le népotisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur lié à un événement qui pourrait déclencher un conflit. Les facteurs de risque peuvent inclure des controverses ou des événements spécifiques, tels que des catastrophes qui peuvent survenir ou des élections.

« **Résilience** » est définie comme tout facteur social ou institutionnel susceptible d'aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il peut s'agir de dirigeants politiques, culturels et communautaires disposant d'un capital social important pour influencer la dynamique des conflits de manière constructive, notamment le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents du développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure des institutions ou des politiques qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou plus long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée selon le cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque liés aux événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge orientée vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et vulnérabilités (selon la flèche verte orientée vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est utile dans la mesure où il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) existant, qui est un outil stratégique pour renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les catégories de « **Prévention opérationnelle** », ou les mesures applicables en cas de crise, et de





«**Prévention structurelle**», ou les mesures visant à éviter la survenance ou la reproduction des crises, sont essentielles au CPCC. Le cadre de l'ERVP est aligné sur celui du CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par des mesures de prévention structurelle, et les facteurs de risque doivent être atténués par des mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour l'utilité et l'exploitabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

## Revue de la littérature

### Approche de l'alerte précoce centrée sur l'homme

Dans la littérature universitaire, l'alerte précoce des conflits sous l'angle de la sécurité humaine constitue un changement par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue tout au long des années 80 et 90. Historiquement, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, avec une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce était axée sur l'identification des éléments catalyseurs et des impacts des conflits civils sur les États. À l'époque, l'analyse s'est concentrée sur la terminologie de « l'effondrement » et de « l'échec » des États, en mettant l'accent sur l'incidence sur les pays ou régions voisin(e)s et en perpétuant un paradigme comparatif de pauvreté et de croissance économique limitée et de conflit, par opposition aux pays plus développés.<sup>4</sup>

Cependant, avec l'émergence d'une approche de la sécurité humaine et mondiale plus interconnectée dans les années 2000, les conceptions de la fragilité des États et de l'analyse des conflits ont évolué tant dans l'aide au développement que dans les approches politiques. Comme le décrit le Centre de ressources sur la

gouvernance et le développement social (GSDRC), « à un niveau très vaste, la fragilité est le résultat d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, les conditions économiques et structurelles, la faiblesse des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale) ». <sup>5</sup> Sans négliger le rôle de l'État en tant que vecteur clé de la gestion et de la prévention des conflits, l'approche centrée sur l'être humain s'intéresse avant tout à l'impact des facteurs démographiques, économiques, politiques et sécuritaires des conflits sur les individus et les communautés, ainsi qu'au rôle que jouent les différents facteurs sociaux et politiques dans la prévention des conflits. Par conséquent, le cadre de la sécurité humaine fournit une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine définit une approche de la sécurité centrée sur l'être humain en cinq principes : 1) *Centrée sur les populations, en mettant l'accent sur la protection des libertés humaines fondamentales* ; 2) *Multisectorielle*, englobant une vaste compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *Globale*, prenant en compte les différents types de sécurité des individus, de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *Spécifique au contexte, soulignant la nécessité d'analyser des contextes de conflit spécifiques et les causes profondes de l'insécurité* ; et 5) *Axée sur la prévention*, mettant en évidence les mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au niveau local grâce à des mécanismes d'alerte précoce.<sup>6</sup>

---

<sup>4</sup> La conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique [http://cega.berkeley.edu/assets/miscellaneous\\_files/109\\_-\\_ABCA\\_2015\\_Ines\\_Ferreira\\_Defining\\_and\\_measuring\\_state\\_fragility\\_\\_A\\_new\\_proposal\\_May15.pdf](http://cega.berkeley.edu/assets/miscellaneous_files/109_-_ABCA_2015_Ines_Ferreira_Defining_and_measuring_state_fragility__A_new_proposal_May15.pdf)

<sup>5</sup> Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (GSHRD) <https://gsdrc.org/topic-guides/fragile-states/>

<sup>6</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

L'accent mis sur les questions transversales et l'analyse et la réponse spécifiques à la situation sont au cœur du processus de l'ERVP et des objectifs plus larges de l'alerte précoce et de la réponse intégrées aux conflits par la CEDEAO et ses partenaires. Pour les ERVP, ce fait implique d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été élaborés pour mesurer la résilience et la fragilité, en allant de l'*Indice des États fragiles*<sup>7</sup> du Fonds pour la paix à l'*Évaluation des politiques et institutions des pays*<sup>8</sup> de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Banque Mondiale, en passant par l'*Indice de la gouvernance africaine*<sup>9</sup> de la Fondation Mo Ibrahim. Aujourd'hui, les principaux acteurs du développement international et les agences multilatérales telles que les Nations Unies, la Banque Mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui cherchent à s'attaquer aux éléments catalyseurs de la fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une Stratégie pour 2014-2019 visant à *Faire face à la fragilité et à renforcer la résilience en Afrique, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des États membres et en mettant l'accent sur « les situations fragiles plutôt que les États fragiles uniquement. »*<sup>10</sup>

Cependant, comme le note la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution unique, ni de « boîte à outils » prédéfinie pour faire face à la fragilité<sup>11</sup> ».

<https://www.unocha.org/sites/dms/HSU/Publications%20and%20Products/Human%20Security%20Tools/Human%20Security%20in%20Theory%20and%20Practice%20English.pdf>

<sup>7</sup> Indice des États fragiles, Fonds pour la paix

<sup>8</sup> Évaluation des politiques et institutions des pays (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

<sup>9</sup> Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

Les conceptions académiques et politiques plus anciennes de la « défaillance des États » ont utilisé une analyse centrée sur « les conceptions traditionnelles, centrées sur l'État, de la sécurité qui se mettait l'accent principalement sur la sécurité des États face à une agression militaire », comme le souligne un document de 2009 de l'Unité de la sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus vaste de la sécurité humaine, en « réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces anciennes et nouvelles pour la sécurité - de la pauvreté chronique et persistante à la violence ethnique, en passant par la traite des personnes, le changement climatique, les pandémies sanitaires, le terrorisme international et les ralentissements économiques et financiers soudains ». Ces menaces ont tendance à acquérir des dimensions transnationales et à dépasser les notions traditionnelles de sécurité qui mettent l'accent sur les seules agressions militaires extérieures ». <sup>12</sup>

En conséquence, une approche centrée sur l'homme, par opposition à une approche centrée sur l'État, revêt une grande importance pour analyser les risques et les vulnérabilités d'une société afin de mettre en place de robustes mécanismes d'alerte précoce et de réponse. La sécurité humaine fournit une approche holistique de la compréhension des différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit par le biais d'un conflit, de la santé, de l'alimentation, de l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP cherchent à s'appuyer sur les aspects plus dynamiques et interdépendants du risque et de la vulnérabilité, qui examinent les capacités et les

<sup>10</sup> Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) <https://www.afdb.org/en/documents/document/addressing-fragility-and-building-resilience-in-africa-the-afdb-group-strategy-2014-2019-48812>

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

<https://www.unocha.org/sites/dms/HSU/Publications%20and%20Products/Human%20Security%20Tools/Human%20Security%20in%20Theory%20and%20Practice%20English.pdf>

pressions au sein d'une société en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau de tous les principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine est une approche visant à aider les États membres à identifier et à relever les défis généralisés et transversaux qui menacent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leur population. »<sup>13</sup> Cette approche est également conforme à la Vision 2020 de la CEDEAO, qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion à travers la région<sup>14</sup> et met l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine dans les États membres.

## Questions de recherche

Fort des premières constatations du bureau, l'équipe a élaboré une série de questions de cadrage réparties entre les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions de cadrage n'ont pas été posées mot pour mot sur le terrain, mais ont plutôt servi de base à la conception des instruments des EIC et des GD. Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes destinées à susciter la discussion où les personnes interrogées pouvaient exprimer leurs opinions, leurs expériences et leurs perceptions sur la manière dont ils avaient été touchés par les vulnérabilités, les risques et les facteurs de résilience au Togo.

**Économie et ressources :** Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits de base a-t-elle eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables ? Cette situation a-t-elle été un facteur d'insécurité alimentaire ou de conflit ? Dans quelle mesure les événements nationaux, régionaux ou internationaux (par exemple, l'insécurité au Togo) ont-ils affecté l'économie ? Dans quelle mesure l'insécurité alimentaire est-elle une

préoccupation ? De quelle manière le changement climatique affecte-t-il ou les pressions environnementales affectent-elles les communautés locales ? Existe-t-il des disparités entre les zones urbaines et rurales en termes de fourniture des services ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans l'économie ? Quel rôle les activités économiques illicites (notamment la contrebande et le trafic d'armes ou de drogues) jouent-elles dans l'économie locale et nationale ? Quel rôle la gestion des ressources naturelles et le régime foncier jouent-ils dans la cohésion sociale ?

**Population et démographie :** Quel(s) impact(s) la migration (tant interne et vers l'Europe) a-t-elle eu sur le Togo ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ? Quel rôle les jeunes jouent-ils dans la vie sociale, économique et politique ? Une forte population disproportionnée de jeunes privés de leurs droits exerce-t-elle une pression sur les ressources urbaines ou les services publics ? Des tensions ou conflits existe-t-elles entre les groupes religieux ou ethniques ? Dans quelle mesure la géographie (ex : zones rurales opposées aux zones urbaines, ou Nord opposé au Sud) affecte-t-elle l'accès aux services sociaux et aux infrastructures ? Quelle est l'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quelle est la prévalence des mariages précoces, de la violence et des mutilations génitales féminines (MGF) ?

**Sécurité :** Quel rôle les forces de sécurité jouent-elles dans la gestion ou l'aggravation de la criminalité ? Sont-elles légitimes, représentatives et professionnelles ? Existe-t-il d'autres facteurs de conflit tels que les litiges fonciers, la succession ou l'héritage, ou la concurrence pour les ressources ? Quel rôle les communautés ou les acteurs non étatiques jouent-ils dans la fourniture de la sécurité ? Existe-t-il des tensions politiques, communautaires ou sectaires qui pourraient

<sup>13</sup> Assemblée générale des Nations Unies <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Opinion/A.66.29.0.pdf>

<sup>14</sup> CEDEAO <http://www.spu.ecowas.int/wp-content/uploads/2010/03/VISION-RFV-in-English-for-web.pdf>

constituer une menace pour la sécurité ? Dans quelle mesure les marchés illicites (par exemple, le trafic de drogue) ont-ils contribué aux problèmes de la criminalité et de la violence ? Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ? Quels ont été les impacts de l'insécurité dans la région au sens plus large (par exemple, l'activité de groupes extrémistes dans le Mali voisin ou l'insurrection de Boko Haram au Togo) sur les communautés locales ? Dans quelle mesure la radicalisation et l'extrémisme constituent-ils une préoccupation, en particulier chez les jeunes ?

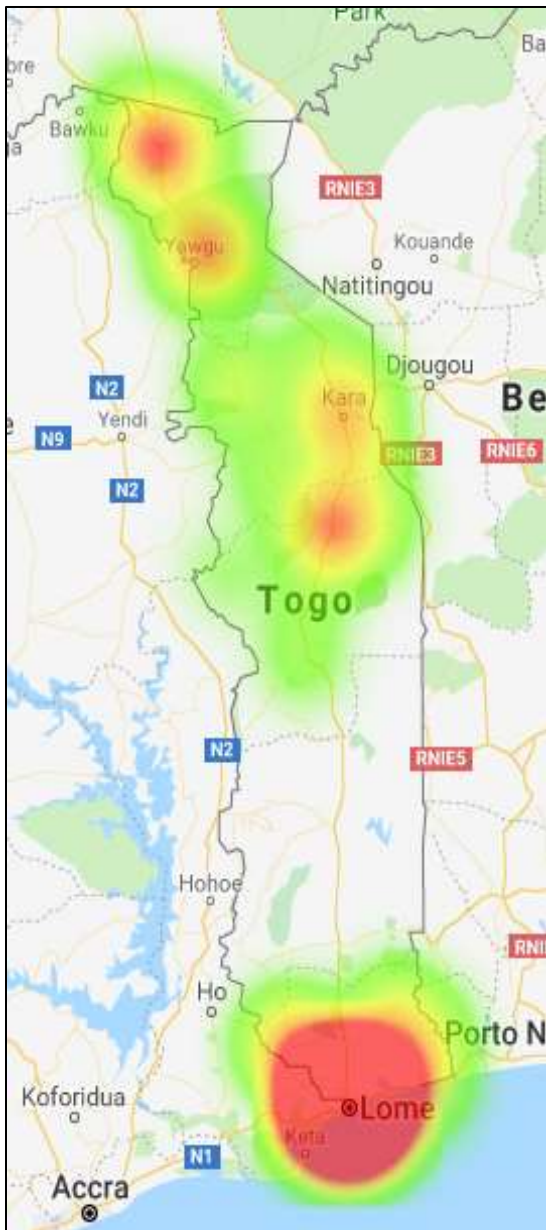
**Politique et gouvernance :** Quel(s) rôle(s) les femmes et les jeunes jouent-ils en politique et dans la prise de décision ? Quel(s) rôle(s) les groupes de la société civile, les médias et les mouvements sociaux jouent-ils en politique ? Dans quelle mesure la perception de corruption et du népotisme au sein du gouvernement érode-t-elle la légitimité des institutions de l'État et du processus électoral ? Dans quelle mesure le changement fréquent de politique au cours des dernières décennies a-t-il eu un impact sur la perception de la légitimité de l'État ? Les futures élections suscitent-elles des préoccupations ?

**État de droit :** Dans quelle mesure le pouvoir judiciaire est-il indépendant du pouvoir exécutif ? Quel rôle le pouvoir judiciaire joue-t-il en matière de justice et d'impunité ? Existe-t-il un accès aux services juridiques et judiciaires dans tout le pays ? Dans quelle mesure les communautés comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour rendre la justice ? Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ? Existe-t-il des mécanismes alternatifs/traditionnels de règlement des litiges ? Les populations ont-elles recours à la justice populaire ?

## Description de l'échantillon

Les données collectées et analysées pour la présente recherche comprenaient des centaines de SitReps d'ECOWARN, d'IncReps d'ECOWARN,

des données de localisation des événements de l'ACLED et une enquête de cadrage, ainsi que des transcriptions et des notes des GD et des EIC sur le terrain. Parmi les autres sources, intégrées pour former un indice de vulnérabilité (l'Indice de l'ERV), figurent les suivantes : Global Integrity, Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation des lieux et événements de conflits armés, la Banque mondiale, l'indice de transformation de la Bertelsmann Stiftung, l'échelle de la terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une ventilation complète figure à l'Annexe A.

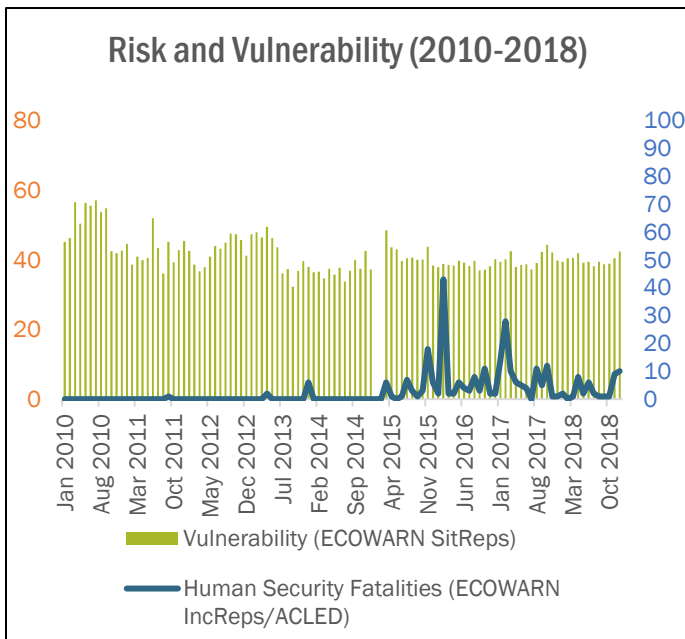


La carte des foyers de tension ci-dessus montre les points névralgiques qui ont enregistré les incidents liés à la sécurité humaine entre 2015 et avril 2019.



La carte montre les localités où le travail sur le terrain a été effectué en mai 2019.





Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe des y sur la gauche (0-60) indique le niveau de vulnérabilité avec un score de plus de 40 reflétant des niveaux élevés de vulnérabilité. L'axe des y sur la droite (0-50) indique le nombre d'incidents de sécurité humaine et de décès par mois.

### Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent que la vulnérabilité au Togo est restée relativement stable telle que mesurée en prenant une moyenne mensuelle de la note globale du SitReps de 2015 à 2019. Des pics de protestation ont été constatés en 2015, puis à nouveau en 2017 et 2018. En février 2016, plusieurs personnes ont été tuées lors d'une épidémie de méningite. Le 27 février, plusieurs personnes ont été tuées lors d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans la région des Savanes.

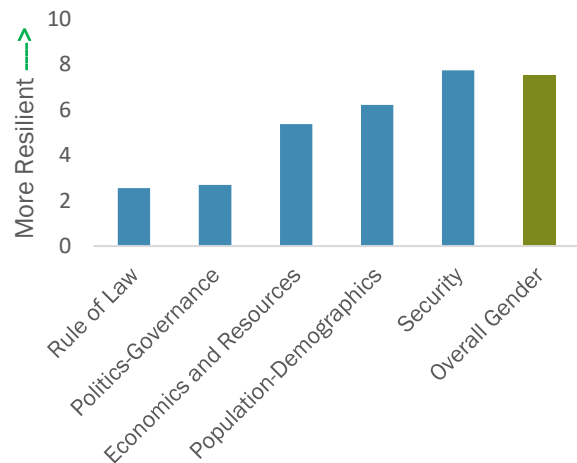
L'Indice de l'ERVPI indique qu'au Togo, les piliers de la sécurité humaine qui présentent les plus faibles niveaux de vulnérabilité sont l'État de droit et la politique ainsi que la gouvernance. Ces constatations ont été mises en contexte par les personnes interrogées sur le terrain. En général, la sécurité était relativement d'un bon niveau, par rapport aux autres pays de la région. Dans les cinq dimensions, le genre était également relativement renforcé par rapport aux autres pays de la région.

De 2015 à 2019, les données du SIG sur les événements montrent les points névralgiques, les modèles et les tendances au niveau infranational, y compris les incidents impliquant des affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans les Savanes et les manifestations dans les régions Centrale et Maritime.

Des recherches sur le terrain ont été entreprises pour qualifier et contextualiser ces constatations par le biais d'entretiens avec des informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD).

### Portée et limites de l'étude

#### Relative Vulnerability by Human Security Pillar



Le présent rapport cherche à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, du SIG et celles qualitatives de manière précise, significative et représentative. Toutefois, cette analyse est limitée par la période de cinq ans sur laquelle portent les données liées au(x) événements/SIG et les SitReps d'ECOWARN. Si certains cycles de conflit ne correspondent pas à ces paramètres, la capacité à analyser ces modèles dans le présent rapport sera limitée. En outre, cette recherche visait à assurer une représentativité dans l'échantillon des parties prenantes impliquées par le biais des EIC et GD. Dans la mesure où ces acteurs étaient

représentatifs, ils ont ajouté une contextualisation et une validation essentielles de la recherche documentaire. Dans le cas de cette recherche, des groupes de discussion respectivement avec des hommes, des femmes et des jeunes ont été organisés à Lomé et à Sokodé, tandis que des entretiens avec des informateurs clés, des personnalités et des experts techniques ont été organisés avec des personnes interrogées de chacune des cinq régions. Nous nous sommes efforcés d'inclure toutes les perspectives saillantes des différents groupes de parties prenantes (responsables administratifs, chefs traditionnels, leaders de femmes, société civile, responsables de la sécurité publique et chefs religieux). Chaque point de vue ayant été pris en compte, l'étude est représentative.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et à l'objectif de l'étude. Les rapports de l'ERVP soutiennent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). En particulier, les rapports de l'ERVP identifient les vulnérabilités au niveau de tous les piliers de la sécurité humaine afin d'éclairer la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, la prévention structurelle intègre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et la promotion de la culture de la paix ». Bien que le présent rapport puisse également être utilisé pour éclairer la prévention opérationnelle, qui inclut « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement préventif et le déploiement préventif en utilisant des moyens interactifs tels que les bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », il cherche principalement à identifier les principaux domaines de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational pour la planification stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires dans l'espace de paix et de sécurité. Toutefois, dans la mesure où la prévention opérationnelle peut être éclairée par les modèles et tendances des facteurs de risque liés aux événements mis en évidence dans le présent rapport, l'ERVP devrait servir d'analyse de base des dynamiques qui sont

suivies de près dans le temps. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique sur les questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVP éclairera également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui éclairent les analystes et les intervenants potentiels sur la hausse du risque de conflit selon un ou plusieurs indicateur(s) et proposera des recommandations sur la réponse à apporter. Les rapports de l'ERVP peuvent également être utilisés comme base pour éclairer des études de cas plus détaillées sur les risques, vulnérabilités et résiliences identifiés pour un pays qui suscite un intérêt ou une préoccupation.

Alors que de nombreux rapports qui cherchent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement au niveau national, la CEDEAO cherche à soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans toute la région. De ce fait, les rapports de l'ERVP prennent également en considération les dynamiques au niveau infranational. Il est essentiel de prendre en compte ces facteurs car ils aident les analystes et les intervenants potentiels à comprendre le contexte dans lequel des événements spécifiques (risques) se produisent, lequel peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, vulnérabilités et résiliences au niveau infranational peut également contribuer à éclairer les stratégies de collaboration au niveau local pour la prévention structurelle. En particulier, selon la définition du CPCC, prendre « des mesures pour éviter en premier lieu la survenance des crises ; en revanche, si elles se produisent, il s'agit d'éviter qu'elles ne se reproduisent. »

Enfin, comme l'a également noté le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest ont tendance à être fortement interconnectés, ce qui entraîne souvent des cycles de violence qui traversent les frontières et peuvent maintenir les pays dans un état de détresse pendant des décennies. Les rapports de l'ERVP, qui couvrent les quinze États membres de

la CEDEAO, sont également utiles pour éclairer et comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui prévalent de l'autre côté du fleuve Mano et du Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont non seulement influencés et interconnectés historiquement et culturellement, mais ils partagent également bon nombre des mêmes vulnérabilités structurelles qui sont à l'origine des risques et explosions de violence au bout du

compte, décennie après décennie. En conséquence, les rapports de l'ERVVP offrent l'occasion d'examiner non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques stimulant la vulnérabilité structurelle et le risque accru, mais également de contribuer à la mise en évidence de la nature des systèmes de conflit régionaux et à la nécessité de l'adoption d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

DRAFT

# Contexte du pays

Le Togo a obtenu son indépendance vis-à-vis de la France en 1960. Le premier président du pays, Sylvanus Olympio, a été tué en 1963 dans l'un des premiers assassinats visant un président de l'Afrique postcoloniale et remplacé par Nicolas Grunitzky.<sup>15</sup> En 1967, Gnassingbé Eyadéma a organisé un coup d'État contre Grunitzky et a pris le pouvoir.<sup>16</sup> Malgré plusieurs tentatives de coup d'État dans les années 1980, Eyadéma et son parti politique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT), ont dirigé le Togo pendant près de 40 ans, jusqu'à sa mort en 2005.

Si le Togo affiche une forte résilience et des capacités robustes en matière de performances économiques et d'égalité des genres, des défis subsistent toutefois dans les domaines de la représentation politique et de l'inclusivité. Eyadéma a dirigé le Togo comme un État à parti unique sous le RPT jusqu'en 1993.<sup>17</sup> Cette période a été marquée par des allégations de violations des droits de l'homme et de suppression de l'espace politique. Au début des années 90, Eyadéma a accepté d'ouvrir le pays à des élections multipartites et en 1992, une nouvelle constitution a été rédigée.<sup>18</sup> Cependant, en 1993, Eyadéma a dissous le gouvernement, ce qui a suscité de violentes protestations et la condamnation et les sanctions de la communauté internationale. Des<sup>19</sup> élections ont ensuite été organisées en 1998, et Eyadéma a été réélu.<sup>20</sup> En 2002, le législateur a

modifié la constitution pour supprimer la limitation des mandats présidentiels et faire passer les élections de deux tours à un seul.<sup>21</sup>

En 2003, des élections présidentielles ont de nouveau été organisées et Eyadéma est réélu.<sup>22</sup> Puis, à sa mort au pouvoir en 2005, l'armée togolaise déclare son fils, Faure Gnassingbé, président, une décision que la communauté internationale condamne comme un coup d'État.<sup>23</sup> En réponse à cette décision, l'Union africaine et la CEDEAO prennent des sanctions contre le Togo.<sup>24</sup> Sous la pression internationale et régionale, Faure Gnassingbé démissionne et se présente aux élections d'avril 2005.

Depuis lors, il y a eu des cycles de protestation et de réforme, en commençant par les pourparlers de réconciliation entre le Président Faure Gnassingbé et l'opposition en avril 2006. Dès le mois d'août, le gouvernement signe un accord visant à faire entrer l'opposition dans un gouvernement de transition.<sup>25</sup> La même année, les élections législatives se tiennent et accordent la majorité des sièges du Parlement au RPT. Faure Gnassingbé est réélu en 2010 et pour un troisième mandat en 2015.<sup>26</sup> Lors des deux élections de 2010 et 2015, les partis d'opposition dénoncent des cas de fraude, bien que les missions d'observation aient déclaré que les élections étaient libres et équitables.<sup>27</sup> En 2012, Gnassingbé transforme le RPT en Union pour la République (UNIR).<sup>28</sup>

<sup>15</sup> BBC <http://www.bbc.com/news/world-africa-14107024>

<sup>16</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/togo>

<sup>17</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/togo>

<sup>18</sup> BBC <http://www.bbc.com/news/world-africa-14107024>

<sup>19</sup> Ibid.

<sup>20</sup> Fondation internationale pour les systèmes électoraux <http://www.electionguide.org/elections/id/1763/>

<sup>21</sup> Washington Post <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/01/07/why-did-14-opposition-parties-just-boycott-togos-legislative-election/?noredirect=on&term=.a5dc92a13e62>

<sup>22</sup> Fondation internationale pour les systèmes électoraux <http://www.electionguide.org/elections/id/1899/>

<sup>23</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2013/togo>

<sup>24</sup> CNN <http://edition.cnn.com/2005/WORLD/africa/02/26/togo/>

<sup>25</sup> BBC <http://www.bbc.com/news/world-africa-14107024>

<sup>26</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/togo>

<sup>27</sup> CEDEAO <http://www.ecowas.int/elections-home/togo-election-2015/>

<sup>28</sup> Radio France Internationale <http://www.rfi.fr/afrique/20120415-togo-le-rpt-est-mort-vive-unir>

Plus récemment, en 2017, les protestations ont repris au sujet des réformes constitutionnelles qui incluraient notamment la limite du mandat présidentiel à 5 ans renouvelable qu'une seule fois.<sup>29</sup> Les protestations étaient concentrées dans la capitale Lomé et dans la ville de Sokodé, dans le nord du pays, mais se sont également étendues à d'autres régions du pays, notamment dans les zones du nord, auparavant considérées comme des bastions du gouvernement. Les forces de sécurité ont parfois répondu par la force aux protestations et le gouvernement a imposé des restrictions aux médias sociaux et aux plateformes de transmissions de messages.<sup>30</sup> Entre les mois d'août et de décembre 2017, on estime que 16 personnes, dont deux soldats, ont été tuées lors d'affrontements entre les manifestants et les forces de sécurité.<sup>31</sup> En février 2018, le gouvernement togolais et les leaders de

l'opposition ont accepté une médiation dirigée par le président ghanéen, Nana Akufo-Addo.<sup>32</sup> Le parti de Gnassingbé, l'UNIR, conserve sa majorité aux élections législatives de décembre 2018 après que la coalition d'opposition C-14, composée de 14 partis, boycotte le scrutin, ses demandes de réforme électorale n'ayant pas été mises en œuvre.<sup>33</sup>

Comme le montrent les profondes tensions politiques du pays qui ont donné lieu aux protestations en cours et continuent de les alimenter, le Togo est particulièrement vulnérable dans les domaines de la gouvernance et de l'État de droit, notamment en ce qui concerne les questions d'élections, de corruption, d'impunité pour les abus des forces de sécurité et de perception de partialité envers le parti au pouvoir au sein des institutions étatiques.

---

<sup>29</sup> Africa is a country <http://africasacountry.com/2017/09/the-end-of-the-eyadema-dynasty-in-togo/>

<sup>30</sup> The Guardian <https://www.theguardian.com/global-development/2017/sep/21/no-business-no-boozing-no-casual-sex-when-togo-turned-off-the-internet>

<sup>31</sup> News24 <https://www.news24.com/Africa/News/embattled-togo-leader-breaks-silence-in-new-year-address-20180104>

<sup>32</sup> AfricaNews <http://www.africanews.com/2018/02/21/togo-opposition-halts-protests-as-ghana-led-mediation-bears-fruits/>

<sup>33</sup> France 24 <https://www.france24.com/en/20181224-togo-presidents-party-wins-majority-parliament-provisional-results>



# Vulnérabilités, risques et résiliences au niveau national

En se fondant sur les recherches documentaires exploitant les ensembles de données d'ECOWARN et d'ACLED, les enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans des régions clés du Togo, des recherches sur le terrain incluant les EIC et les GD, ainsi qu'une analyse participative effectuée par l'équipe de recherche sur le terrain de l'ERVP, les risques, vulnérabilités et facteurs de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

## Vulnérabilités structurelles

### État de droit

- Lenteur des procédures de justice
- Perceptions de corruption, d'impunité et de partialité dans le système judiciaire
- Accès à la justice limité pour les populations pauvres et vulnérables
- Faible capacité du système judiciaire, notamment l'accumulation des dossiers
- Sous-effectif, manque d'équipement et conditions inhumaines dans le système carcéral

### Politique et gouvernance

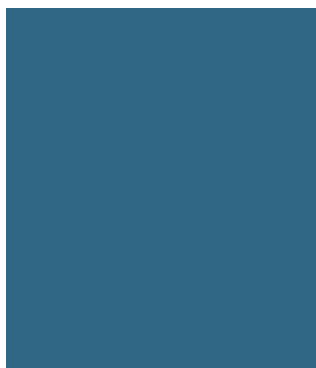
- Perception des processus politiques hautement polarisés
- Perception de népotisme, de préjugés et de favoritisme au sein du gouvernement et du secteur public, en particulier selon des critères ethniques et politiques
- Historique des élections irrégulières/reportées
- Sous-représentation des femmes au niveau ministériel
- Désengagement des jeunes des processus politiques

### Économie et ressources

- Perceptions de répartition inéquitable des ressources
- Troubles politiques ayant une incidence sur les investissements
- Perceptions de corruption
- Changement climatique et dégradation de l'environnement
- Pollution des cours d'eau et de la pêche
- Économie illicite

### Population et démographie

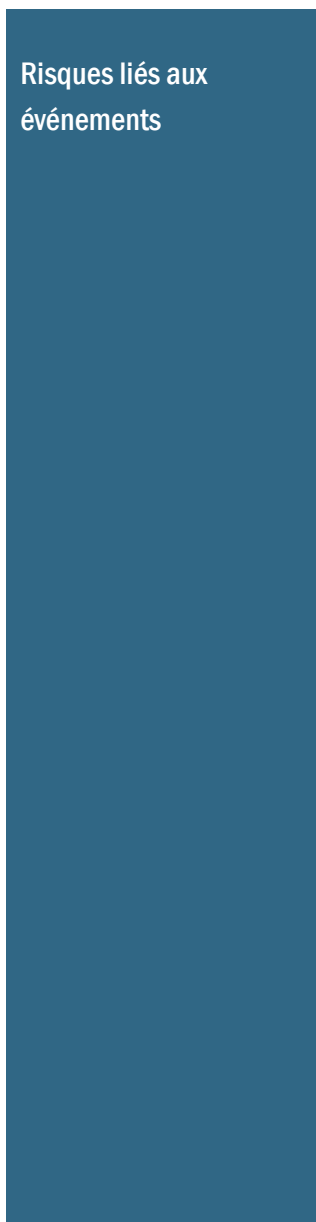
- Chômage des jeunes
- Disparités perçues dans les dépenses et les services de santé et d'éducation dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales
- Pressions sur l'environnement, telles que les pluies irrégulières et la sécheresse
- Explosion de la population de jeunes



- Piètre qualité des infrastructures dans les zones rurales, notamment les routes, les cliniques et les écoles

#### **Sécurité**

- Perception de partialité du secteur de la sécurité dans certaines régions
- Criminalité, y compris le trafic de drogue et la traite des personnes
- Violence politique au moment des élections et des campagnes
- Problèmes de conflits liés à la transhumance
- Litiges fonciers



### **Risques liés aux événements**

#### **État de droit**

- Incidents de corruption de la classe politique, y compris la corruption de la justice
- Incidents de recours excessif à la force, en particulier pendant les périodes de troubles politiques

#### **Politique et gouvernance**

- Incidents de corruption ou de mauvaise gestion
- Polarisations lors des élections
- Recours au discours de haine lors des campagnes politiques

#### **Économie et ressources**

- Pressions environnementales et effets du changement climatique
- Volatilité des prix
- Différends fonciers et frontaliers
- Programmes de microfinancement nationaux et internationaux

#### **Population et démographie**

- Tensions entre groupes ethniques du fait de la concurrence pour les terres
- Criminalité, en particulier la traite des enfants
- Grossesse chez les adolescentes
- Effets du changement climatique, tels que l'érosion des sols
- Effets environnementaux des pratiques d'extraction, comme la pollution des cours d'eau et les pêches

#### **Sécurité**

- Incidents de criminalité, y compris le vol et le banditisme routier
- Cas de violence basée sur le genre (VBG), y compris la violence domestique
- Accroissement des cas de trafic de drogues, de blanchiment d'argent, de vente de carburant frelaté et de traite des personnes
- Tensions dues à la transhumance

## Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

### État de droit

- Mécanismes alternatifs de règlement des litiges
- Institutions religieuses
- Chefs traditionnels
- Cour de justice de la Communauté de la CEDEAO
- Organisations de la société civile (WANEP-Togo, CACIT, ACAT, etc.)
- Police et gendarmerie (dans certaines régions)

### Politique et gouvernance

- Représentation des femmes à l'Assemblée nationale
- Partis politiques des femmes
- ONG d'éducation civique
- Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)

### Économie et ressources

- Femmes/jeunes entrepreneurs
- Programmes de microcrédit et de microfinancement pour les femmes et les jeunes
- ONG, OSC et ONGI
- Institutions financières multilatérales
- Fonds national pour la finance inclusive

### Population et démographie

- ONG et ONGI (c'est-à-dire Compassion International, Peace Corps, GIZ)
- Institutions religieuses
- Institutions multilatérales (BAD, CEDEAO, UE)
- Agence nationale pour la sécurité alimentaire du Togo (ANSAT)

### Sécurité

- Comités pour la paix et la transhumance
- Institutions religieuses
- Chefs traditionnels
- ONGI et ONG
- Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) (peut s'appuyer sur certains des mécanismes, recommandations et interventions associés qui ont pu se révéler prometteurs)

## État de droit (pilier le plus vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Perceptions de corruption, d'impunité et de partialité dans le système judiciaire</li><li>• Lenteur des procédures judiciaires</li><li>• Accès à la justice pour les populations pauvres et vulnérables</li><li>• Faible capacité du système judiciaire, y compris les retards dans le traitement des dossiers</li><li>• Sous-effectif, manque de ressources et conditions inhumaines dans le système pénitentiaire</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Incidents de corruption, y compris la corruption des juges</li><li>• Incidents de recours excessif à la force, en particulier pendant les périodes de troubles politiques</li></ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Mécanismes locaux et traditionnels de règlement des litiges</li><li>• Institutions religieuses</li><li>• Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)</li><li>• Cour de justice de la Communauté de la CEDEAO</li><li>• WANEP-Togo</li><li>• Police et gendarmerie (dans certaines régions)</li></ul>

### Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERVP, le Togo est le plus vulnérable dans le domaine de l'État de droit, avec une note globale de 2,5. Cette note est bien inférieure à la moyenne régionale de 6,3 et est la troisième la plus basse de la région.

En matière d'État de droit, le Togo est le plus vulnérable dans le domaine de l'indépendance de la justice (note de 1,0 avec une moyenne régionale de 4,8). Certes la Constitution togolaise reconnaît le droit à un procès public équitable, mais le pouvoir exécutif est perçu comme influençant fortement le système judiciaire et compromettant l'indépendance de la justice.<sup>34</sup> La Cour suprême et la Cour constitutionnelle sont également considérées comme partisans, notamment en raison de leurs décisions clés concernant les

élections et d'un arrêt de 2010 qui a exclu neuf députés de l'opposition du Parlement. En<sup>35</sup> outre, les nominations à des postes judiciaires influents sont souvent perçues comme tributaires des liens politiques et ethniques.<sup>36</sup>

Lors d'entretiens avec des jeunes d'une région, la perception du favoritisme dans la justice a été évoquée, en étroite relation avec l'appartenance ethnique et/ou l'affiliation politique. D'autres personnes interrogées ont relevé que les populations ne se donnent souvent pas la peine de passer par les mécanismes de justice formels tels que les tribunaux, même si elles y ont accès, ou ont connaissance du droit. Leur choix est dû à la conviction que, à moins que l'individu ou la famille ne bénéficie d'un statut ethnique ou politique privilégié, il ne bénéficierait pas d'un traitement équitable. Les décisions judiciaires concernant les droits de l'homme, comme la liberté d'expression

<sup>34</sup> Département d'État des États-Unis <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2016lid=265312#wrapper>

<sup>35</sup> Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI) <https://www.bti->

[project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI\\_2016\\_Togo.pdf](https://project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Togo.pdf)

<sup>36</sup> Ibid.

et de réunion, ont été notées par les personnes interrogées sur le terrain, en particulier, comme étant très politisées.

---

*« J'ai beaucoup d'amis qui veulent bien faire leur travail dans le système judiciaire, mais il y a une pression qui les empêche d'aller jusqu'au bout. La pression vient du gouvernement ».*

*- Chef religieux, Kpalimé, Région des Plateaux*

---

Le Togo est également vulnérable dans le domaine de la responsabilité et de l'impunité (note de 1,0, avec une moyenne régionale de 4,7). Le système judiciaire togolais est miné par la perception de corruption et d'insuffisance des effectifs et des ressources. Ce problème a également été relevé lors des entretiens sur le terrain, lors desquels les personnes interrogées ont indiqué que le système judiciaire est entravé par une accumulation des dossiers, ce qui signifie que la justice accuse souvent des retards et que de nombreuses affaires restent non résolues, en particulier pour les pauvres.

De même, dans les Savanes, les personnes interrogées sur le terrain ont également exprimé leur méfiance à l'égard du système judiciaire, et la conviction qu'il existait un parti pris systématique et bien ancré entre les institutions ayant pour mandat de faire respecter l'État de droit. Certains ont souligné les peines extrêmes qui ne correspondaient pas nécessairement au crime, tandis que d'autres ont fait remarquer que, par le biais de la corruption ou d'autres pratiques de corruption, certains juges sont affectés à des affaires jugées financièrement lucratives. Beaucoup ont convenu que si la loi elle-même impose l'indépendance du pouvoir judiciaire, dans la pratique, c'est rarement le cas.

---

<sup>37</sup> Freedom House, Rapport sur la liberté dans le monde, 2019 : Togo <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/togo>

<sup>38</sup> Transparency International, Enquête sur les populations et la corruption en Afrique, 2015

Par ailleurs, lors du travail sur le terrain au Togo, les participants aux EIC et aux GD ont noté que malgré la Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions connexes (HAPLUCIA) du gouvernement, lancée au début de l'année 2017, la corruption dans le système judiciaire est perçue comme étant très fréquente. En outre, selon Freedom House, les responsables en poste de la HAPLUCIA sont directement nommés par le président, ce qui soulève d'autres préoccupations quant à leur indépendance et leur neutralité.<sup>37</sup>

Dans une enquête sur les populations et la corruption en Afrique, menée par Transparency International en 2015, seuls 37 % des personnes interrogées issues du Togo ont déclaré avoir confiance dans le système judiciaire, et près de la moitié (48 %) ont estimé que les juges et les magistrats étaient corrompus.<sup>38</sup> Vingt-deux pour cent des personnes interrogées ont également déclaré avoir versé un pot-de-vin aux tribunaux au cours de l'année écoulée.<sup>39</sup> Au cours du travail sur le terrain, les participants aux EIC et aux GD dans plusieurs régions ont admis que quoiqu'ils puissent avoir accès au système judiciaire, celui-ci est perçu comme corrompu. Plus précisément, les personnes interrogées ont évoqué la perception selon laquelle seuls ceux qui ont le pouvoir politique, la richesse ou ceux qui appartiennent à certains groupes ethniques peuvent s'attendre à ce que justice leur soit rendue. La corruption était considérée comme courante, certains participants au travail de terrain ayant fait remarquer que même les personnes reconnues coupables d'un crime pouvaient éviter de purger une peine si elles soudoyaient le bon responsable.

En sus des retards, de la corruption et des pots-de-vin, un document d'orientation de d'AfroBarometer de mars 2017 a fait observer que parmi les plaintes les plus courantes concernant le système judiciaire, figurait le manque de maîtrise des rouages du système judiciaire, l'absence de

[https://www.transparency.org/whatwedo/publication/people\\_and\\_corruption\\_africa\\_survey\\_2015](https://www.transparency.org/whatwedo/publication/people_and_corruption_africa_survey_2015)

<sup>39</sup> Ibid.



conseiller juridique et le coût élevé des procédures judiciaires.<sup>40</sup>

---

*« Les populations se plaignent de la lenteur de la justice, les dossiers y durent 25, voire 30 ans, la justice est corrompue et politisée. Il est nécessaire de faire des réformes ».*

*- Représentant d'une ONG, Atakpamé, Région des Plateaux*

---

Dans les zones rurales où il est plus difficile d'accéder au système judiciaire formel, le droit coutumier prime souvent.<sup>41</sup> Le gouvernement togolais a récemment commencé à s'attaquer aux problèmes d'accès, de formation et de dotation en effectif en construisant de nouvelles cours d'appel et en rénovant d'autres, en recrutant davantage de juges et en formant des greffiers supplémentaires.<sup>42</sup> Malgré ces initiatives, qui ont débuté il y a plus de deux ans, bon nombre des personnes interrogées au cours du travail sur le terrain ont indiqué que, en particulier en dehors de la capitale et des grands centres urbains, il restait très peu de capacités à cet égard.

En ce qui concerne la responsabilité et l'impunité, le Togo a créé une Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) pour faire face aux violences ayant éclaté dans le pays entre 1958 et 2005.<sup>43</sup> À partir de 2009, la CVJR a recueilli plus de 22 000 témoignages de victimes de violence et a décidé de

tenir des audiences pour 523 d'entre elles.<sup>44</sup> Ce processus a débouché sur 68 recommandations visant à améliorer le système électoral, à réformer le système judiciaire, à faire participer la société civile, à régler les problèmes avec les forces de sécurité et à lutter contre l'impunité.<sup>45</sup> Ces recommandations ont conduit à des réformes du système judiciaire, notamment à un code de conduite pour les juges.<sup>46</sup> Cependant, beaucoup ont estimé que la Commission n'a pas réussi à atteindre son objectif de s'attaquer aux perceptions généralisées d'injustice ou d'impulser une large réconciliation, et les partisans de l'opposition critiquent l'impunité qui, selon eux, persiste malgré les efforts de la CVJR.<sup>47</sup>

Le système pénitentiaire est confronté à des défis, car de nombreuses prisons sont surpeuplées et les prévenus doivent faire face à des détentions préventives prolongées<sup>48</sup>. S'il existe un mécanisme permettant de libérer des détenus après avoir purgé la moitié de leur peine pour leur crime présumé en attendant le procès, une tenue de registre inadéquate fait souvent que ces cas sont négligés.<sup>49</sup> Les conditions de détention sont également mauvaises, les prisons ne fournissant pas de nourriture ou de soins médicaux adéquats<sup>50</sup>. Le manque d'assainissement, de ventilation et d'eau potable peut entraîner des maladies, dont le paludisme, au sein de la population carcérale.<sup>51</sup> Vingt-sept décès ont été signalés dans les prisons togolaises en 2016.<sup>52</sup>

---

<sup>40</sup> Afrobarometer

<http://afrobarometer.org/publications/ad147-togos-judicial-system-marked-popular-distrust-perceptions-corruption>

<sup>41</sup> Département d'État des États-Unis

<https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2016&id=265312#wrapper>

<sup>42</sup> Afrobarometer

<http://afrobarometer.org/publications/ad147-togos-judicial-system-marked-popular-distrust-perceptions-corruption>

<sup>43</sup> Freedom House, Rapport sur la liberté dans le monde,

2017 <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

<sup>44</sup> Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/HealingthewoundsofthepastforabetterfutureinTogo.aspx>

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme

<http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/TogoTheroadtoawardshumanrights.aspx>

<sup>47</sup> Freedom House

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Département d'État des États-Unis

<https://www.state.gov/documents/organization/265524.pdf>

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> Freedom House

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

## Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Le Togo a une note plus élevée en matière de représentation des femmes dans les institutions législatives et judiciaires (5,5) que la moyenne régionale (4,8). La Constitution togolaise prévoit l'égalité des genres, et en 2011, le gouvernement a adopté la politique nationale d'égalité et d'équité des genres.<sup>53</sup> Toutefois, le recours au droit coutumier et traditionnel (qui prévaut surtout dans les zones rurales) signifie souvent que, dans la pratique, les femmes sont confrontées à des discriminations dans des domaines tels que la propriété foncière et l'héritage<sup>54</sup>. En outre, si le viol, le harcèlement sexuel et les Mutilations Génitales Féminines (MGF) sont punis par la loi togolaise, il n'existe pas de loi spécifique criminalisant les violences domestiques.<sup>55</sup> La stigmatisation sociale, le manque d'intervention de la police et le faible niveau de maîtrise des protections juridiques dissuadent également les femmes de signaler les cas de violence.<sup>56</sup> Les femmes restent également sous-représentées au sein des institutions judiciaires. À titre d'exemple, en septembre 2017, seuls deux des 14 membres des chambres administratives et judiciaires de la Cour suprême étaient des femmes.<sup>57</sup>

Lors des entretiens sur le terrain, les personnes interrogées issues de plusieurs régions ont indiqué que malgré le manque de confiance dans le système judiciaire officiel, le faire de se rendre justice soi-même ou l'exercice par les citoyens de représailles contre les personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes sont relativement rares. On s'appuie également sur les mécanismes de justice familiale et traditionnelle, tant par le biais des structures familiales que des chefs de village, des anciens ou des dirigeants des institutions religieuses locales. Dans la région Centrale, les personnes interrogées ont parlé du rôle du Chef de quartier, qui est soit élu soit choisi par succession héréditaire et qui rend compte au chef de village. Le Chef de quartier ne peut pas arbitrer

formellement un litige mais peut jouer un rôle de médiation ou de conciliation.

À Kara, les personnes interrogées ont noté que le niveau de confiance dans la police et la gendarmerie augmente lentement, même si elles ont toujours le sentiment que les tribunaux sont généralement partiiaux. Les femmes interrogées ont relevé des cas où la police ou la gendarmerie avait été disposée à intervenir dans un conflit pour faire respecter les droits d'un citoyen, y compris les femmes. Comme dans la région Centrale, les personnes interrogées à Kara ont fait remarquer le déclin de la justice populaire ces dernières années, très peu d'actes lui étant attribuables, car la confiance dans la police et la gendarmerie augmente.

D'autres résiliences sociales et institutionnelles dans le secteur ont été notées par les participants aux EIC et GD, notamment la présence de pratiques de règlement alternatif de conflits au niveau local, souvent mises en œuvre par les institutions religieuses et les chefs traditionnels. Dans la région des Savanes, les participants ont accueilli favorablement de telles initiatives entreprises par l'Église catholique, qui permet également aux non-catholiques d'utiliser leurs services pour juger et résoudre des affaires de manière informelle.

Des institutions multilatérales telles que la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui exerce des compétences en matière de droits de l'homme et d'autres domaines, ont été citées dans plusieurs entretiens comme ayant joué un rôle essentiel, afin de combler certaines lacunes structurelles et procédurales du pays.

Dans la région Maritime, les personnes interrogées ont souligné le rôle des organisations de la société civile et des institutions gouvernementales dans la

<sup>53</sup> OCDE <http://www.genderindex.org/country/togo/>

<sup>54</sup> Ibid.

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Ibid.

<sup>57</sup> Cour suprême du Togo

[http://www.coursupremetogo.tg/juge/chambre\\_administrative](http://www.coursupremetogo.tg/juge/chambre_administrative)

sauvegarde des droits des prisonniers. En particulier, le Collectif des Associations Contre l'Impunité au Togo (CACIT) et la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) ont été identifiés. La première entité aurait défendu les intérêts des prisonniers détenus sans procès et la seconde a été reconnue pour son travail d'amélioration des conditions de détention.

D'autres participants issus des Plateaux ont noté le rôle que le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix au Togo (WANEP-Togo) a joué dans l'enseignement des compétences critiques en matière de règlement des conflits. Ces formations de base en matière de règlement des conflits, ont-elles indiqué, sont importantes pour aider à résoudre des questions litigieuses telles que les conflits fonciers avant qu'ils n'atteignent un niveau nécessitant l'intervention du secteur judiciaire formel.

Enfin, les personnes interrogées dans plusieurs régions ont également noté que le Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), qui a pour mandat

de promouvoir l'unité nationale par le biais de mécanismes de vérité et de réconciliation, est généralement perçu de manière positive. À Kara, le HCRRUN a indemnisé les victimes de l'injustice sociale pendant la crise politique du pays. Dans l'ensemble, le HCRRUN est considéré au niveau local comme une source potentielle de résilience sociétale et institutionnelle. Il a été mentionné à plusieurs reprises dans les entretiens sur le terrain, dans les régions comme dans les secteurs.

# Politique et gouvernance (deuxième pilier le plus vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Perception de forte polarisation du processus politique</li><li>• Perception de préjugés et de favoritisme au sein du gouvernement et du secteur public, fondés sur l'appartenance ethnique ou l'affiliation politique</li><li>• Historique d'élections irrégulières/reportées</li><li>• Sous-représentation des femmes au niveau ministériel</li><li>• Désengagement des jeunes des processus politiques</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Incidents de corruption ou de mauvaise gestion</li><li>• Polarisation des élections</li><li>• Recours au discours de haine pendant les campagnes politiques</li><li>• Élections de 2020</li></ul>
<b>Résiliances sociales et institutionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Représentation des femmes à l'Assemblée nationale</li><li>• Partis politiques des femmes</li><li>• ONG d'éducation civique</li><li>• Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)</li></ul>

## Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERVP, après le pilier « État de droit », le second pilier où le Togo est le plus vulnérable est celui traitant de la politique et de la gouvernance, avec une note de 2,7. Cette note est inférieure à la moyenne régionale de 3,97. Dans le cadre de ce pilier, le pays est le plus vulnérable dans le domaine de la gouvernance et de la légitimité perçue (2,24) et le plus résilient dans le domaine de la représentation des genres sur la scène politique (5,9).

Le Togo a obtenu une note de 4,2 dans le domaine des élections et de la participation au jeu politique, ce qui est inférieur à la moyenne régionale de 5,28. Les élections parlementaires de 2013 ont enregistré un taux de participation de 66,06 %, contre 84,92 % lors des élections précédentes.<sup>58</sup>

Bien que ces élections aient été organisées avec un certain retard, elles ont été jugées libres et équitables.<sup>59</sup> L'élection présidentielle de 2015 a connu un taux de participation de 60,94 %, taux légèrement inférieur à celui de 2010 (64,68 %).<sup>60</sup> Le principal candidat de l'opposition en 2015, Jean-Pierre Fabre, a contesté les résultats des élections qui ont vu Faure Gnassingbé se faire réélire avec 58,75 % des voix.<sup>61</sup> Cependant, la mission indépendante d'observation électorale de la CEDEAO a déclaré que l'élection était libre et équitable.<sup>62</sup> L'élection de 2015 a été plus pacifique que d'autres élections, en particulier celles de 2005 lors desquelles on estime à 400 à 800 le nombre de personnes tuées dans des violences politiques.<sup>63</sup> Les élections législatives de 2018 ont vu l'UNIR, le parti de Gnassingbé, perdre trois sièges malgré le boycott du scrutin par une

<sup>58</sup> Institut pour la démocratie et l'assistance électorale <http://www.idea.int/data-tools/country-view/279/40>

<sup>59</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/togo>

<sup>60</sup> Institut pour la démocratie et l'assistance électorale <http://www.idea.int/data-tools/country-view/279/40>

<sup>61</sup> Reuters <https://www.reuters.com/article/us-togo-politics-election-idUSKBN0NP1B720150504>

<sup>62</sup> Reuters <http://uk.reuters.com/article/uk-togo-election-idUKKBN0NH0T520150426>

<sup>63</sup> IRIN <http://www.irinnews.org/news/2005/09/26/un-report-says-least-400-people-died-political-violence>

coalition de 14 partis d'opposition appelée C-14 en raison de ce qu'ils ont décrit comme des règles du jeu inéquitables.<sup>64</sup> Les dirigeants régionaux ont qualifié le scrutin de « libre et transparent », qui a connu un taux de participation officiel d'environ 60 %.<sup>65</sup>

Certes, des élections parlementaires ont eu lieu en 2007, 2013 et 2018, mais des responsables locaux sont nommés par le parti au pouvoir depuis 1986.<sup>66</sup> Les élections locales devaient initialement avoir lieu en décembre 2018, mais elles sont maintenant prévues pour 2019, tandis que les élections présidentielles se tiendront en 2020.<sup>67</sup>

Lors des entretiens sur le terrain, les participants ont largement exprimé leurs préoccupations concernant les troubles et les violences potentielles à l'approche des élections présidentielles de 2020. Dans la région Centrale, les personnes interrogées ont exprimé un degré élevé de tension et d'incertitude quant à leur participation aux processus politiques en général, car on estime qu'elles sont très polarisées.

De même, dans la région Maritime, les personnes interrogées sur le terrain, évoquant l'issue de la crise politique de 2017-2018, ont parlé d'un sentiment de désillusion et de résignation au sein de l'opposition.

Dans un environnement où, selon les participants, tout peut être sorti de son contexte et servir de justification à la violence, beaucoup ont estimé que la ligne de conduite la plus sûre était de renoncer à toute participation au processus politique, y compris au vote.

Dans d'autres régions, comme celle de la Kara, les opinions divergeaient, certains estimant que le gouvernement devenait plus démocratique et inclusif, d'autres indiquant qu'il était très corrompu et basé purement et simplement sur le népotisme.

Comme pour les autres piliers au Togo, les opinions des personnes interrogées sur la question de savoir si le gouvernement local ou national était démocratique et inclusif, ou corrompu et basé sur le népotisme, semblaient être influencées par l'appartenance ethnique ou l'affiliation politique de l'individu interrogé. En général, la majorité des personnes interrogées pensent que le népotisme est très répandu au Togo, et l'affiliation à un parti permettrait un meilleur accès aux emplois gouvernementaux.<sup>68</sup>

Dans les Savanes, par exemple, les personnes interrogées dans le cadre de la recherche sur le terrain ont souvent parlé d'un clivage « nord-sud » dans le pays, qui donne lieu à une foule de préjugés ethniques et politiques, en particulier pendant les cycles électoraux. D'autres personnes issues de la région ont souligné la perception de mauvaise allocation des ressources en fonction de la ligne du parti ou de la fibre ethnique, le manque de coordination des processus décisionnels, la cooptation des dirigeants traditionnels et la négation de leur ancienne indépendance par le gouvernement.

Dans l'ensemble, on note une représentation inégale des ethnies dans les instances politiques et de sécurité, les habitants du Nord étant perçus comme les mieux représentés, et les groupes ethniques du Sud étant moins représentés aux postes électifs ou de nomination, en dépit de leur

<sup>64</sup> Agence France-Presse <https://www.voanews.com/a/togo-president-s-party-wins-majority-in-parliament/4713975.html>

<sup>65</sup> Ibid.

<sup>66</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

<sup>67</sup> World Politics Review [https://www.worldpoliticsreview.com/trend-lines/27387/the-movement-to-oust-togo-s-gnassingbe-dynasty-faces-an-](https://www.worldpoliticsreview.com/trend-lines/27387/the-movement-to-oust-togo-s-gnassingbe-dynasty-faces-an-uncertain-year)

<https://www.aljazeera.com/news/2018/09/togo-announces-referendum-legislative-election-dates-180918190412347.html>

<sup>68</sup> Département d'État des États-Unis <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/ind-ex.htm?year=2016lid=265312#wrapper>

poids économique. La rhétorique politique peut parfois être polarisée sur une base ethnique.<sup>69</sup>

En termes de liberté d'expression, dans plusieurs régions, en particulier dans celle des Savanes, les personnes interrogées ont parlé de la fermeture de l'espace médiatique et de la censure générale des opinions des partis d'opposition lors des élections législatives de 2018. Dans toutes les régions, les participants ont noté qu'il est courant, en particulier pendant les cycles électoraux, de réduire au silence ou réprimer l'opposition ou les opinions divergentes ; de plus, ils estiment que cela se reproduira en 2020, une situation qui pourrait entraîner un nouveau cycle de violence et de troubles populaires au moment des élections.

### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Comme au sein du pouvoir judiciaire, la représentation des genres sur la scène politique (5,9) est bien supérieure à la moyenne régionale (4,3). En janvier 2019, Yawa Djigbodi Tsegan de l'UNIR est devenue la première femme à prendre la tête de l'Assemblée Nationale du Togo.<sup>70</sup> Néanmoins, les femmes restent sous-représentées aux postes de décision politique, au niveau tant national qu'infranational. En 2019, seulement 15 (16,5 %) des 91 membres de l'Assemblée nationale étaient des femmes.<sup>71</sup> En 2013, le Togo a modifié la loi électorale pour exiger la parité hommes-femmes sur les listes de candidats à partir des élections législatives de 2018. En outre, le financement des partis politiques par l'État est désormais lié au nombre de femmes élues au sein de ces partis.<sup>72</sup>

Comme pour les autres questions relatives à la politique et à la gouvernance, les opinions divergent généralement sur la représentation et la participation des femmes, selon les régions. Dans la région Centrale, par exemple, les femmes ont déclaré être sous-représentées, voire non représentées du tout, dans la sphère politique. Les jeunes ont également indiqué qu'ils ne sont en général pas engagés dans la sphère politique ou en sont exclus. À Kara, certaines personnes interrogées ont souligné le fait que les femmes occupent 17,6 % des sièges de l'Assemblée nationale, tandis que d'autres ont relevé que très peu de femmes occupent des postes ministériels, ou ceux conférant un pouvoir et une influence politiques véritables.

Au niveau local, en particulier à Kara, les groupes de femmes ont noté que même si elles ne se voient pas confier des postes d'autorité formels, tel au niveau ministériel, elles sont néanmoins actives sur le plan politique et ont trouvé les moyens de s'organiser. Selon les personnes interrogées, un nombre croissant de groupes politiques de femmes jouent un rôle central dans la sensibilisation des électeurs à la citoyenneté et de participation politique. Kara a connu un niveau relativement faible de troubles, tels que des activités de protestation, pendant la crise politique de 2017, et les femmes ont estimé que leur rôle, et le rôle de la société civile en général, dans l'apaisement des tensions a été essentiel à l'atteinte de ce résultat. En outre, dans la région Maritime, le chef a indiqué que les femmes ont gagné en importance dans la structure de la chefferie, étant donné qu'elles peuvent désormais servir de conseillères à la cour royale.

---

<sup>69</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/togo>  
<sup>70</sup> Daily Mail <https://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-6627007/Togo-elects-female-head-National-Assembly.html>

<sup>71</sup> Au Togo <https://autogo.tg/6eme-legislature-au-togo-15-femmes-deputees-dont-11-nouvelles-elues/>

<sup>72</sup> Projet de quotas <http://www.quotaproject.org/country/togo>

# Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Troubles politiques ayant un impact sur les investissements</li><li>• Perceptions de corruption</li><li>• Changement climatique</li><li>• Pollution des cours d'eau et des pêches</li><li>• Économie illicite</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pressions environnementales et effets du changement climatique</li><li>• Insécurité alimentaire</li><li>• Volatilité des prix</li><li>• Conflits fonciers et frontaliers</li></ul>
<b>Résiliances sociales et institutionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Femmes/jeunes entrepreneurs</li><li>• Programmes d'octroi de microcrédits et de microfinancements aux femmes/jeunes</li><li>• Institutions religieuses</li><li>• ONG et ONGI</li><li>• Institutions financières multilatérales</li><li>• Fonds national pour l'inclusion financière</li></ul>

## Vulnérabilités et risques

Le Togo a une performance économique relativement forte dans tous les secteurs, par rapport aux autres pays de la région. Il s'agit de la troisième catégorie la plus vulnérable, enregistrant une note globale de 5,3, contre une moyenne régionale de 5,0. Le pays est le plus vulnérable dans le domaine de la productivité économique (2,1, contre une moyenne régionale de 4,3), et le plus résilient dans le domaine de l'éducation et de l'emploi des femmes (7,3, comparativement à une moyenne régionale de 4,98).

Le Togo connaît une croissance économique soutenue depuis la récession économique mondiale de 2008, avec une croissance du PIB de

4 % en 2010, de 4,8 % en 2011 et un pic à 5,9 % en 2012.<sup>73</sup> Elle a ensuite ralenti à 5 % en 2016 puis à 4,4 % en 2017, mais a rebondi à 4,7 % en 2018.<sup>74</sup> La Banque africaine de développement estime la croissance du PIB réel à 5 % en 2019 et à 5,3 % en 2020, en supposant que la crise politique soit résolue et que les investissements publics et privés reprennent.<sup>75</sup> Le taux d'inflation des prix à la consommation a également baissé, passant de 8,7 % en 2008 à 2,5 % en 2012,<sup>76</sup> chutant à 0,9 % en 2016 avant de remonter à 2 % à la fin de l'année 2018.<sup>77</sup> En outre, selon la Banque africaine de développement, outre la crise politique de 2017 qui a eu un impact négatif sur le pays, les conséquences d'un ajustement du ratio

<sup>73</sup> Enquête démographique et de santé  
<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>74</sup> Banque africaine de développement  
<https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/togo/togo-economic-outlook/> ; Banque mondiale  
<https://www.worldbank.org/en/country/togo/overview>

<sup>75</sup> Banque africaine de développement  
<https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/togo/togo-economic-outlook/>

<sup>76</sup> Enquête démographique et de santé  
<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>77</sup> Banque mondiale  
<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=TGO> ; Banque  
<https://www.worldbank.org/en/country/togo/overview>



dette/PIB (passant de 82 % en 2016 à une cible de 70 % en 2019), ont ralenti de manière significative la croissance du PIB réel au Togo (passant de près de 6 % en 2012, à 4,7 % en 2018).<sup>78</sup>

L'économie togolaise est largement tributaire du secteur primaire, l'agriculture, les industries extractives et la pêche représentant 36,8 % de l'économie.<sup>79</sup> Le secteur secondaire, représenté principalement par l'industrie manufacturière, a également ralenti, selon la Banque africaine de développement, en 2017. L'agriculture et la pêche fournissent la majorité des emplois au Togo, environ 70 % de la population dépendant de ces secteurs.<sup>80</sup> Le secteur tertiaire, plus précisément les marchés, représente 26 % de l'économie,<sup>81</sup> tandis que l'activité non marchande vaut environ 18,3 %.<sup>82</sup> Le secteur secondaire constitue 17,4 % de l'économie togolaise.<sup>83</sup> Les vulnérabilités de l'économie ont été attribuées à divers facteurs, notamment les coûts élevés de production, une diversité insuffisante de l'économie, une industrie sous-développée, un secteur privé non dynamique et une demande insuffisante.<sup>84</sup> De plus, comme indiqué ci-dessus, les conséquences de la crise politique de 2017 ont eu un répercussion négative sur l'économie, dans l'ensemble.

Le secteur agricole du Togo est considéré comme ayant le plus de possibilités de croissance,<sup>85</sup> et les bonnes conditions climatiques de 2016 ont contribué de manière significative à la croissance

de son PIB au cours de cette année-là, représentant 1,2 de ses 5 points de pourcentage.<sup>86</sup> Les produits agricoles constituent environ 20 % des exportations du Togo, dont les plus importantes sont le café, le cacao et le coton.<sup>87</sup> Les cultures destinées à l'alimentation sont principalement constituées de céréales et de tubercules<sup>88</sup> et la production animale comprend les bovins, les chèvres, les moutons, les porcs et la volaille.<sup>89</sup> Le gouvernement togolais a fait d'importantes interventions dans le secteur agricole, notamment le développement d'agropôles et la mise en place d'un mécanisme agricole et de financement, selon le rapport de la Banque africaine de développement sur les perspectives économiques de l'Afrique en 2019.<sup>90</sup> Parmi les autres domaines qui ont reçu la priorité du gouvernement figurent le secteur de l'énergie et les finances publiques, le premier incluant l'élaboration d'un plan pour l'accès universel à l'énergie dès 2025. Dans le domaine des finances publiques, le gouvernement a renforcé le fisc, en supprimant les exemptions fiscales et en rationalisant les politiques de marchés publics.<sup>91</sup>

D'après les entretiens avec les participants à la recherche sur le terrain dans la région Centrale, la culture du maïs, du manioc et de l'igname constitue la principale activité économique de la plupart des résidents. Les femmes sont très impliquées dans le secteur, notamment dans la production et la vente de céréales. L'élevage joue également un rôle dans le secteur agricole, bien

<sup>78</sup> Banque africaine de développement; <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/togo/togo-economic-outlook/>

<sup>79</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>80</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <http://www.fao.org/in-action/plant-breeding/our-partners/africa/togo/en/>

<sup>81</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>82</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>83</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Ibid.

<sup>86</sup> Banque africaine de développement <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/togo/togo-economic-outlook/>

<sup>87</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>88</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture <http://www.fao.org/in-action/plant-breeding/our-partners/africa/togo/en/>

<sup>89</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>90</sup> Banque africaine de développement, Rapport sur les perspectives économiques en Afrique, 2019 [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO\\_2019-EN.pdf](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-EN.pdf)

<sup>91</sup> Ibid.

que les participants aient noté qu'il nécessite un plus grand investissement de départ que dans d'autres domaines. Les participants au travail sur le terrain ont également mentionné que la transhumance, ainsi que l'importation de bétail du Mali, ont rendu l'élevage et la vente d'animaux moins rentables que d'autres activités. De nombreuses personnes interrogées ont indiqué que le changement climatique avait entraîné une pénurie d'eau au cours des dernières années, ce qui a des répercussions négatives sur les moyens de subsistance, en particulier dans le secteur agricole. Dans d'autres régions, le changement climatique a également été mentionné comme ayant un impact négatif sur les moyens de subsistance en général, et sur le secteur agricole en particulier. En outre, certaines personnes interrogées ont fait remarquer que les piètres infrastructures, en particulier le manque de routes, ou les routes emportées ou devenues impraticables à cause de la saison des pluies, entravent également leur capacité à acheminer les produits agricoles vers les marchés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

L'industrie extractive représente également un pourcentage important des exportations du Togo, le pétrole raffiné représentant 21 % des exportations en 2015, contre 11 % pour les phosphates de calcium naturels, 9 % pour l'énergie électrique et 6 % pour le ciment.<sup>92</sup> Le secteur minier représentait à lui seul 22 % des exportations du Togo en 2014.<sup>93</sup> L'extraction du phosphate est en grande partie détenue par l'État, mais les mines du secteur privé extraient également du calcaire, du fer, du marbre dolomitique et de l'or alluvial.<sup>94</sup> En 2014, il y avait 29 opérateurs miniers, mais l'exploitation minière à petite échelle et les types de minéraux extraits devraient tous deux augmenter.<sup>95</sup> Il existe cinq grandes mines à

l'échelle industrielle au Togo : WACEM extrait du calcaire à partir de deux gisements à Tabligbo ; la SNPT possède deux mines de phosphate à Hahotoé et Kpogamé ; MM Mining extrait du fer à Bassar ; SCANTOGO extrait du calcaire près de Tabligbo dans la commune de Yoto ; et POMAR extrait du marbre près du village de Pagala dans la commune de Blitta.<sup>96</sup> En 2014, le gouvernement cherchait un investisseur pour un important gisement de fer à Bandjeli.<sup>97</sup> Certains problèmes sont apparus dans le secteur minier, notamment la mauvaise gouvernance, le déficit de capacité, le manque de clarté sur le rôle des autorités, les données insuffisantes provenant de l'industrie extractive et la « piètre responsabilité d'entreprise » de la SNPT.<sup>98</sup>

Dans la région Centrale, l'extraction des ressources a été une source de tension particulière, les résidents locaux protestant contre la présence d'une compagnie d'extraction d'or appartenant à des Chinois tout au long de l'année 2018. Lors d'entretiens avec les personnes interrogées dans le cadre de la recherche sur le terrain, les résidents se sont non seulement plaints des faibles taux de dédommagement, mais ils ont aussi déclaré que les opérations causaient une dégradation de l'environnement dans la région. En octobre 2018, afin d'apaiser les tensions et de mettre un terme aux menaces de protestations et de vandalisme, le gouvernement a lancé une campagne de sensibilisation dans la région Centrale aussi bien que dans celle des Plateaux, où se trouvaient également des exploitations aurifères. Malgré cette tentative de rétablir le calme et de négocier une solution, les troubles ont continué. En novembre 2018, le gouvernement a demandé aux entreprises chinoises d'arrêter temporairement toutes les opérations d'exploration et d'extraction dans la région

<sup>92</sup> Atlas de la complexité économique  
[http://atlas.cid.harvard.edu/explore/tree\\_map/export/tgo/all/show/2015/](http://atlas.cid.harvard.edu/explore/tree_map/export/tgo/all/show/2015/)

<sup>93</sup> Banque mondiale  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/417861468187809852/pdf/PAD1072-PAD-P149277-IDA-R2015-0259-1-Box393233B-OUO-9.pdf>

<sup>94</sup> Ibid.

<sup>95</sup> Ibid.

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> Ibid.

<sup>98</sup> Ibid.

Centrale, jusqu'à ce que le problème puisse être résolu.<sup>99</sup> Bien que d'autres régions du pays n'aient pas nécessairement connu des niveaux d'agitation similaires autour de l'extraction des ressources naturelles, les impacts sont encore largement ressentis. À titre d'exemple, en partie à cause des activités minières, la région Maritime - qui possède les plus grandes réserves de phosphate de toute l'Afrique subsaharienne - a subi une dégradation environnementale et la pollution des cours d'eau. Au cours des entretiens, les résidents issus de la région Maritime ont fait état des impacts négatifs de l'extraction des ressources sur les moyens de subsistance, bien que cette région abrite la capitale Lomé et enregistre un niveau de vie relativement plus élevé que d'autres régions, notamment celles du Nord. Parmi les impacts spécifiques, figuraient le manque de poissons dans les lagunes et l'océan, ainsi qu'une concurrence accrue pour les terres arables.

Dans le domaine de l'inégalité économique, le Togo a obtenu une note de 4,96, ce qui est inférieur à la moyenne régionale de 6,0. Bien que l'économie togolaise soit en croissance et que le taux de pauvreté national ait baissé, passant de 58,7 % en 2011 à 55,1 % en 2015,<sup>100</sup> le coefficient GINI est passé de 42,21 en 2006 à 46,02 en 2011, ce qui indique une hausse des inégalités.<sup>101</sup> De plus, en 2011, la part des revenus détenus par les 20 % les plus pauvres de la population n'était que de 4,8 %.<sup>102</sup> La même année, les 10 % les plus riches détenaient 34,5 % des revenus.<sup>103</sup> L'inégalité entre les zones rurales et urbaines est également préoccupante ; qui plus est, une étude de 2016 a révélé que les taux de pauvreté en milieu rural et d'inégalité entre les zones rurales et urbaines se sont, en fait, accrus entre 2006 et

2011, alors même que les taux de pauvreté ont baissé au niveau national.<sup>104</sup>

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées dans plusieurs régions ont parlé de la hausse des prix des denrées alimentaires, du manque d'accès au microcrédit et des effets négatifs du changement climatique, autant de facteurs qui contribuent à enfermer les populations dans des cycles de pauvreté. À Kara, les personnes interrogées ont parlé d'un développement économique et d'investissements inégaux, les zones de Lomé et des environs de cette agglomération étant favorisées, pendant que les zones rurales languissent. D'autres ont souligné le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes, ce qui a conduit certains à se tourner vers les marchés illicites pour gagner leur vie. Les personnes interrogées ont également expliqué comment l'augmentation des niveaux de pauvreté et le manque d'opportunités, en particulier pour les jeunes, ont entraîné une hausse de la migration vers d'autres pays de la région, en particulier le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Dans les régions du centre du Togo, les personnes interrogées ont fait état de la perception selon laquelle la crise politique de 2017, la polarisation continue du jeu politique et le risque de troubles futurs ont conduit à une baisse des investissements étrangers dans la région.

Dans le domaine de la sous-alimentation de la population, le Togo a obtenu une note de 7,9. Bien que cette note soit supérieure à la moyenne régionale de 5,78, la sécurité alimentaire dans certaines zones continue à poser problème ; on estime à 4,9 % le taux de la population souffrant de malnutrition aiguë.<sup>105</sup> En 2010, 29,7 % des

---

<sup>99</sup> Togo First Online <https://www.togofirst.com/en/mining/3011-2125-togo-government-asks-chinese-mining-firm-jun-hao-mining-to-cess-all-activities-at-tchaoudjo>

<sup>100</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2eries=SI.POV.GINIcountry=>

<sup>101</sup> Banque mondiale [https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=](https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=TG) TG

<sup>102</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2country=TGQ>

<sup>103</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2eries=SI.POV.GINIcountry=>

<sup>104</sup> Ametoglo, M. et Guo, P. [https://mpra.ub.uni-muenchen.de/79705/1/MPRA\\_paper\\_79705.pdf](https://mpra.ub.uni-muenchen.de/79705/1/MPRA_paper_79705.pdf)

<sup>105</sup> Programme alimentaire mondial <http://www1.wfp.org/countries/togo>

enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition chronique et environ 30 % des enfants présentaient un retard de croissance dû à la malnutrition.<sup>106</sup> Les chiffres étaient les plus élevés dans la région des Savanes, où 43 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique.<sup>107</sup>

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées dans les différentes régions ont expliqué comment le changement climatique, qui a entraîné des pluies imprévisibles, ainsi que la fluctuation des prix des denrées alimentaires sur le marché, ont exacerbé l'insécurité alimentaire. Les agriculteurs et les petits producteurs se sont également plaints de l'impossibilité d'accéder à des petits prêts ou à des systèmes de microcrédit, et de la lourde taxation des petites entreprises, ce qui fait sombrer de nombreuses personnes dans la pauvreté et dans l'insécurité alimentaire qui en résulte. Parmi les autres questions mentionnées au cours de la recherche sur le terrain, on peut citer l'interposition des grossistes dans les chaînes de valeur, comme le cajou. Alors que les agriculteurs pouvaient auparavant vendre directement sur les marchés étrangers, la présence accrue des grossistes rend prohibitif l'accès des petits producteurs à ces marchés, ce qui a conduit beaucoup d'entre eux à la faillite et les a condamnés à la pauvreté.

Une autre question soulevée dans les régions visitées a trait aux droits fonciers et au régime foncier. Dans un pays aussi fortement tributaire de l'agriculture pour sa subsistance, la concurrence pour les terres est forte, surtout lorsque les agriculteurs et les petites entreprises agroalimentaires doivent faire face à la concurrence des grandes industries extractives ou des grossistes, qui peuvent se permettre d'acheter de grandes parcelles de terre arable. Dans la région Maritime, et dans sa capitale, Lomé, qui abrite plus de 10 % de la population totale du pays,

la pression démographique est forte et la concurrence pour les terres est féroce et coûteuse, à telle enseigne que seule(s) l'élite ou les personnes relativement aisées financièrement peu(ven)t accéder aux meilleurs terrains. Dans d'autres régions, comme celle de la Kara, bien que moins densément peuplées, la vente des mêmes parcelles à deux personnes différentes a été une préoccupation majeure exprimée par les personnes interrogées. En pareils cas, un vendeur promet et accepte le paiement de deux acheteurs différents pour la même parcelle de terre, souvent pour ensuite disparaître pendant que les deux parties s'enlisent dans un conflit foncier qui pourrait durer des années. De plus, selon les personnes interrogées, ces pratiques sont devenues de plus en plus courantes au fil des ans, alors que dans une région si fortement dépendante de l'agriculture, les droits fonciers sont fondamentaux. D'autres questions liées à la terre concernaient des litiges frontaliers en cours, une ou plusieurs parties exprimant souvent des griefs selon lesquels les tribunaux locaux avaient des partis pris fondés sur des considérations ethniques ou politiques, ou étaient susceptibles d'accepter des pots-de-vin ; dans ce cas, la partie qui pouvait se permettre de payer le plus voyait inévitablement le problème se résoudre en sa faveur. Même ceux qui revendiquent la propriété coutumière de la terre ont connu des difficultés, le coût des titres fonciers étant devenu si élevé que même ceux qui ont droit à la terre, ne peuvent en prouver légalement la propriété.

Comme dans plusieurs autres dimensions, le Togo est relativement fort dans le domaine du genre, de l'éducation et de l'emploi, enregistrant une note de 7,3. Cette note est bien supérieure à la moyenne régionale de 4,98. Si le taux d'achèvement des études primaires s'est accru, passant de 72,3 % en 2011 à 84,3 % en 2015, les taux d'achèvement des études<sup>108</sup> secondaires restent faibles

---

<sup>106</sup> Ibid.

<sup>107</sup> Ibid.

<sup>108</sup> Banque mondiale

<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=TGO>

(33,3 %).<sup>109</sup> Les données révèlent certaines disparités de genre, puisque le taux net de scolarisation dans le primaire en 2014 était de 94,3 % pour les hommes et de 88 % pour les femmes.<sup>110</sup> Dans l'enseignement supérieur, l'écart se creuse davantage entre les hommes et les femmes, avec 14,9 % d'hommes inscrits contre seulement 6,4 % de femmes inscrites en 2015.<sup>111</sup> Le taux d'alphabétisation des jeunes est de 88,9 % pour les hommes et de 81,4 % pour les femmes.<sup>112</sup> Toutefois, l'écart entre les genres est plus prononcé chez les adultes, avec un taux d'alphabétisation de 78,3 % pour les hommes contre seulement 55,3 % pour les femmes.<sup>113</sup>

Au Togo, les femmes travaillent principalement dans l'économie informelle ou dans le secteur domestique. Certes, le Code du travail togolais reconnaît l'égalité de rémunération pour un travail égal, mais cette protection du travail et d'autres ne s'appliquent qu'au secteur formel, ce qui signifie que de nombreuses femmes sont sous-payées et bénéficient de moins d'avantages et de protections.<sup>114</sup> En outre, malgré les protections juridiques en matière d'héritage et de propriété, de nombreuses femmes togolaises se heurtent à des obstacles en vertu du droit coutumier et ne peuvent accéder à la terre que par l'intermédiaire de leur mari ou de leur famille natale.<sup>115</sup> En raison de leurs salaires inférieurs, les femmes sont souvent incapables d'obtenir des prêts bancaires, bien que les programmes de microfinancements et de tontines soient populaires, en particulier dans les zones rurales.<sup>116</sup>

---

<sup>109</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

<sup>110</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=TGO>

<sup>111</sup> Ibid.

<sup>112</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

<sup>113</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=TGO>

<sup>114</sup> Développement et coopération <https://www.dandc.eu/en/article/women-togo-fight-equal-economic-opportunities>

Enfin, bien qu'ils n'apparaissent pas comme une catégorie explicite dans l'Indice de l'ERVP, les flux économiques illicites sont préoccupants au Togo. Selon des rapports des Nations Unies, le Togo est devenu une plaque tournante régionale du blanchiment de capitaux et du trafic de drogues (principalement la cocaïne et l'héroïne).<sup>117</sup> La piraterie et la pêche illégale au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest dans le golfe de Guinée sont également des problèmes récurrents.<sup>118</sup> Les personnes interrogées au cours des recherches sur le terrain ont confirmé ce fait dans toutes les régions, les ventes illicites de carburant frelaté en provenance du Bénin et du Nigeria étant fréquemment mentionnées, de même que les drogues et les devises illicites. À Kara, une personne interrogée a fait valoir que la traite des enfants était également devenue un problème dans la région, alimenté principalement par la pauvreté qui, selon les estimations de la Banque africaine de développement, atteindrait 70 % en 2010.<sup>119</sup>

### **Environnement**

Le risque d'inondation constitue une des principales menaces environnementales au Togo. Les inondations qui ont touché tout le Togo en septembre 2007 ont coûté la vie à plus de 20 personnes et fait 20 000 sans-abri.<sup>120</sup> Les inondations ont touché tout le Nord et la région des Plateaux où la crue du fleuve a détruit les maisons, les récoltes et tué le bétail.<sup>121</sup> Plus récemment, en juin 2015, la région a connu des pluies intenses et

<sup>115</sup> OCDE <http://www.genderindex.org/country/togo/>

<sup>116</sup> Ibid.

<sup>117</sup> Indice de transformation Bertelsmann Stiftung (BTI) [https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI\\_2016\\_Togo.pdf](https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Togo.pdf)

<sup>118</sup> Deutsche Welle <http://www.dw.com/en/west-africa-tough-battle-with-piracy/a-36018239>

<sup>119</sup> Banque africaine de développement. <https://www.afdb.org/en/countries/west-africa/togo/>

<sup>120</sup> BBC <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7537006.stm>

<sup>121</sup> Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/news-stories/africa/togo/the-floods-in-togo-continue-to-claim-victims/>

l'inondation a touché 46 000 personnes partout au Ghana, au Togo et au Bénin.<sup>122</sup> Les fortes pluies ont entraîné l'érosion dans les zones montagneuses, détruisant les maisons et les infrastructures, et entraînant des pertes en vies humaines et de biens dans les zones de basse altitude où l'eau s'accumule.<sup>123</sup> Les inondations de 2007 ont également provoqué des épidémies de paludisme, de diarrhée ainsi que de gastro-entérite<sup>124</sup> et de nouvelles inondations pourraient aggraver la prévalence du paludisme et des maladies d'origine hydrique comme le choléra.<sup>125</sup>

Le Togo est également vulnérable aux effets du changement climatique, en particulier aux modifications du régime des précipitations et à l'élévation du niveau de la mer. On prévoit que les différences de climat déjà existantes entre le nord et le sud du pays vont encore s'accroître dans les années à venir, avec une baisse des précipitations dans le sud et une augmentation dans le nord.<sup>126</sup> La baisse des précipitations dans le Sud entraînera probablement une surexploitation de l'aquifère sous Lomé, ce qui augmentera la salinité des eaux souterraines, tandis que l'augmentation des précipitations dans le Nord accroîtra la probabilité déjà élevée d'inondations.<sup>127</sup>

Le changement climatique entraîne également une résurgence des parasites et des maladies qui affectent les cultures et le bétail, ce qui pourrait, à son tour, avoir une incidence négative sur l'économie togolaise et la sécurité alimentaire dans tout le pays.<sup>128</sup> Le café et le cacao, deux des cultures d'exportation du Togo, sont confrontés à

l'invasion des miroirs et criquets, ainsi qu'à des maladies telles que la pourriture brune, le gonflement des racines et le flétrissement.<sup>129</sup> Les denrées alimentaires de base telles que les céréales, en particulier le maïs et le sorgho, auront plus de mal à pousser à mesure que les précipitations diminueront dans le Sud, et deviendront elles-mêmes plus vulnérables aux maladies.<sup>130</sup> Les pâturages peuvent également être touchés par les inondations ou le manque de pluie et on assistera à une recrudescence des maladies affectant le bétail.<sup>131</sup> Ces changements peuvent accélérer les tendances à l'urbanisation, les populations se déplaçant vers les villes lorsque les conditions d'exploitation agricole deviennent plus difficiles.<sup>132</sup>

Bien que le Togo ne dispose que de 56 kilomètres de côtes,<sup>133</sup> l'érosion côtière est également devenue un problème exacerbé par le changement climatique.<sup>134</sup> Le Togo, ainsi que toute la zone côtière de l'Afrique de l'Ouest, fait face à des défis

---

*« Il se pose le problème de l'avancée de la mer qui provoque l'érosion des côtes ; elle fait peser une grande menace sur les populations côtières. À titre d'illustration, la route reliant Aného à Lomé est la troisième à en subir les effets. Si la première a été engloutie par la mer, la seconde a, quant à elle, quasiment été rattrapée par la mer et abandonnée au profit de la troisième qui a été construite récemment ».*

*- Chef traditionnel, région Maritime*

---

<sup>122</sup> Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/news-stories/africa/togo/preparing-for-climate-change-across-francophone-africa> 69329/

<sup>123</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>124</sup> Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge <http://www.ifrc.org/en/news-and-media/news-stories/africa/togo/the-floods-in-togo-continue-to-claim-victims/>

<sup>125</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>126</sup> Ibid.

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> Ibid.

<sup>129</sup> Ibid.

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> Ibid.

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Banque mondiale <https://blogs.worldbank.org/nasikiliza/keeping-the-ocean-at-bay-combating-coastal-erosion-with-west-africas-sand-river>

<sup>134</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

côtiers tels que l'élévation du niveau de la mer, le réchauffement des eaux océaniques, et l'intensification des tempêtes et des inondations sur la côte.<sup>135</sup> Certaines zones du littoral reculent au rythme de 10 mètres par an.<sup>136</sup> Au Togo, les plages, qui attiraient autrefois les touristes, sont en train de disparaître, et les populations s'éloignent des villes côtières.<sup>137</sup> Le réchauffement des eaux a également modifié les migrations et les cycles de reproduction des poissons, ce qui a eu un impact sur les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs le long de la côte.<sup>138</sup>

Tout au long de la recherche sur le terrain, dans toutes les régions visitées, la dégradation de l'environnement a été notée comme ayant un impact négatif sur la vie des populations. Les inondations, l'érosion des sols, la contamination des cours d'eau due à l'extraction des ressources et les précipitations imprévisibles sont toutes devenues inextricablement liées aux difficultés économiques et à la pauvreté.

### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Malgré les pressions et les vulnérabilités notables, les personnes interrogées dans les régions ont trouvé des moyens de survivre et de tirer parti des facteurs de résilience sociale et institutionnelle existants. L'une de ces résistances, commune à toutes les régions visitées, tient au rôle des femmes dans l'économie. Les femmes tendent à avoir un meilleur accès aux programmes d'octroi de microfinancements et de microcrédits, et sont également des actrices clés du secteur agricole, en particulier. Dans la région Maritime, les femmes interrogées ont déclaré qu'elles mettent leurs ressources en commun en organisant des tontines, ce qui leur permet ensuite de faire des investissements plus importants. À Kara, un programme gouvernemental connu sous le nom de

Fonds National de Financement Inclusif (FNFI) permet aux femmes d'avoir un meilleur accès à la terre grâce à un système de prêts renouvelables. Lancé en 2014, le FNFI cible également les jeunes et a fourni un capital de départ à des artisans locaux, notamment en soutenant l'équipement pour l'artisanat. En mai 2019, il a lancé un appel aux femmes et aux jeunes intéressés par la fabrication de t-shirts, et a réservé des fonds pour ceux qui ont besoin d'acquérir du nouveau matériel pour la production d'objets artisanaux locaux. Avec un taux de recouvrement des prêts de 93 %, le gouvernement a décidé d'étendre ce programme. En avril 2019, par exemple, il a été annoncé que le gouvernement réserverait 25 % des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs dans tout le pays, contre 20 % l'année antérieure.<sup>139</sup>

Dans la région des Plateaux, les ONG se sont avérées essentielles au soutien aux économies locales, de même que les institutions financières multinationales et régionales, telles que la BAD et la CEDEAO. Par exemple, les personnes interrogées ont parlé de l'initiative d'une ONG qui fournit des machines à coudre à des jeunes filles en apprentissage auprès d'artisans et de femmes entrepreneurs. La BAD a également été citée comme une source de résilience en aidant les agriculteurs à obtenir des prêts auprès des banques pour l'achat de matériel agricole et de bétail qu'ils n'auraient pas pu obtenir par eux-mêmes. La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO a également été citée par les personnes interrogées comme jouant un rôle essentiel à la mise à disposition de fournitures agricoles et de bétail, ainsi que pour l'investissement dans les infrastructures, les écoles et les centres de santé.

---

<sup>135</sup> Banque mondiale  
<http://www.worldbank.org/en/programs/west-africa-coastal-areas-management-program>

<sup>136</sup> Ibid.

<sup>137</sup> Banque mondiale  
<https://blogs.worldbank.org/nasikiliza/keeping-the-ocean-at-bay-combating-coastal-erosion-with-west-africas-sand-river>

<sup>138</sup> Programme des Nations Unies pour le développement  
[http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo\\_snc.pdf](http://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/downloads/togo_snc.pdf)

<sup>139</sup> Togo First Online

<https://www.togofirst.com/en/economic-governance/0705-3086-national-fund-for-inclusive-finance-urges-youth-and-women-entrepreneurs-to-manifest-their-interest-for-public-procurements>



Les institutions religieuses ont été également fréquemment citées parmi les autres facteurs de résilience dans toutes les régions au niveau des ménages. Dans la région Centrale, les personnes interrogées ont noté le rôle que la mosquée locale joue souvent en aidant les membres de la communauté qui sont en situation d'insécurité alimentaire. À Kara, les personnes interrogées ont indiqué que des organisations nationales et internationales telles que Peace Corps et Water Charity apportaient un soutien important aux communautés en difficulté par le biais de diverses initiatives, notamment la construction de puits et la réalisation de forages. Parmi les autres ONGI et les ONG nationales mentionnées dans les régions, l'on peut citer le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB), l'Agence nationale d'appui à la base (ANADEB) et l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi

(ANPE). Une critique fréquente visant ces diverses initiatives tient toutefois au nombre limité des actions publicitaires ou de sensibilisation sur leurs activités ou au mode d'accès à leurs services.

Enfin, dans toutes les régions visitées lors du travail sur le terrain, les personnes interrogées ont parlé du rôle que les communautés de la diaspora jouent dans le soutien à l'économie locale. Incapables de se trouver un emploi au niveau local après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires, de nombreux jeunes émigrent à l'étranger vers des pays comme le Nigéria, la Côte d'Ivoire, le Gabon et la Libye. Depuis ces pays, ils envoient régulièrement des fonds pour soutenir leur famille. Selon la Banque mondiale, rien qu'en 2018, les envois de fonds depuis de l'étranger vers le Togo ont dépassé 400 millions de dollars EU et ont représenté 8,2 % du PIB global, plaçant le pays dans la liste des dix premiers pays africains qui reçoivent le plus d'argent de leur diaspora.<sup>140</sup>

---

<sup>140</sup> Groupe de la Banque mondiale  
<https://www.worldbank.org/en/news/press->

[release/2019/04/08/record-high-remittances-sent-globally-in-2018](https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2019/04/08/record-high-remittances-sent-globally-in-2018)

# Population et démographie (quatrième pilier le plus vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Chômage des jeunes</li><li>• Disparités perçues entre les milieux urbains et ruraux dans les dépenses et services sanitaires et éducatifs</li><li>• Pressions environnementales, telles que les pluies irrégulières et la sécheresse</li><li>• Forte croissance de la population jeune</li><li>• Piètre qualité des infrastructures dans les zones rurales, notamment les routes, les cliniques et les écoles</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Tensions entre groupes ethniques à propos de la concurrence pour l'acquisition des terres</li><li>• Traite des enfants</li><li>• Grossesse chez les adolescentes</li><li>• Effets du changement climatique, tels que l'érosion des sols</li><li>• Effets des pratiques extractives non durables ou dangereuses, telles que la pollution des cours d'eau et des pêches</li></ul>
<b>Résiliances sociales et institutionnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• ONG et ONGI (c'est-à-dire Compassion International, Peace Corps, GIZ)</li><li>• Institutions religieuses</li><li>• Institutions multilatérales (BAD, CEDEAO)</li><li>• Agence nationale pour la sécurité alimentaire du Togo (ANSAT)</li></ul>

## Vulnérabilités et risques

La quatrième catégorie où le Togo est le plus vulnérable est celle de la population et de la démographie, avec une note globale de 6,23, qui est supérieure à la moyenne régionale de 4,77.

Le Togo est un pays diversifié sur le plan ethnique et religieux, aucun groupe ethnique ne constituant la majorité de la population. Il y a près de 40 groupes ethniques au Togo, dont les plus nombreux sont les Ewe, les Kabye, les Wachi et les Mina.<sup>141</sup> Bien que le gouvernement togolais ne recueille pas de données ethniques ou religieuses dans le cadre de son recensement, l'Université de Lomé a estimé en 2004 que 33 % de la population togolaise pratique l'animisme traditionnel, 28 % sont catholiques romains, 14 % sont musulmans

sunnites, 10 % sont protestants (y compris les méthodistes et les luthériens), 10 % sont d'autres confessions chrétiennes et 5 % ne sont affiliés à aucune obédience.<sup>142</sup> Les communautés chrétiennes se trouvent en grande partie dans le Sud, tandis que les musulmans vivent principalement au Centre et au Nord.<sup>143</sup> Historiquement ; la religion n'a jamais été une source de conflit ; les mariages entre personnes de groupes religieux différents ne sont pas rares, et de nombreuses personnes assistent à d'autres services religieux lorsqu'elles y sont invitées.<sup>144</sup>

Dans la catégorie « Population et démographie », le Togo est le plus vulnérable en termes de répartition par âge (note de 6,1, avec une moyenne régionale de 5,26). En 2016, le Togo avait une population de

<sup>141</sup> CIA World Factbook  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/to.html>

<sup>142</sup> Département d'État des États-Unis  
<https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2015religiousfreedom/index.htm?year=2015&id=256081>

<sup>143</sup> Ibid.

<sup>144</sup> Ibid.

7,6 millions d'habitants,<sup>145</sup> et la population augmente à un taux d'environ 2,5 %.<sup>146</sup> En conséquence, le Togo a une forte population jeune, 42 % de la population ayant moins de 15 ans et seulement 3 % de la population ayant plus de 65 ans.<sup>147</sup> En raison de cette répartition de la population, le chômage des jeunes constitue un défi, en particulier dans les zones rurales.<sup>148</sup> Une étude de 2011 a montré que 62,1 % des jeunes en milieu rural et 37,9 % des jeunes en milieu urbain étaient au chômage.<sup>149</sup> À mesure que la population jeune augmente, des problèmes tels que l'analphabétisme et le chômage pourraient se poser, exerçant ainsi une pression croissante sur le développement.

Au cours de la recherche sur le terrain, la question du chômage des jeunes a été relevée dans toutes les régions. Dans la région des Plateaux, les personnes interrogées ont noté que l'on a tendance à supposer que les jeunes trouveront un emploi dans le secteur public après avoir obtenu leur diplôme, rien que pour se rendre compte de la dure réalité qu'il y a bien moins d'emplois que de postulants. L'emploi dans le secteur privé a tendance à être beaucoup plus limité et ce secteur fournit encore moins de possibilités d'emploi que le secteur public. Comme indiqué dans d'autres sections, il existe également une perception dominante dans certaines régions selon laquelle les emplois dans l'administration, même à des échelons inférieurs, ont tendance à être réservés aux personnes appartenant à certaines affiliations ethniques ou politiques, et les jeunes sont donc souvent dissuadés de postuler dès le départ.

Dans la région Centrale, les personnes interrogées ont indiqué la prévalence d'un taux élevé d'abandon scolaire chez les jeunes en raison de l'incapacité des parents à s'acquitter des frais de scolarité. Ces jeunes, qui n'ont pas suivi d'études

secondaires, se trouvent alors plus vulnérables à l'obligation de trouver un emploi dans l'économie illicite ou d'émigrer à l'étranger pour profiter d'autres opportunités. En outre, certains ont relevé le phénomène de la traite des personnes visant en particulier les jeunes filles qui n'ont pas été scolarisées ou qui ont dû abandonner leurs études, à destination des pays comme le Gabon, à la recherche d'opportunités d'emploi, lesquelles pourraient s'avérer trompeuses.

De même, à Kara, les taux élevés de chômage des jeunes ont fréquemment été mentionnés comme une vulnérabilité majeure. La délinquance juvénile serait très répandue dans la région, et de nombreux jeunes choisissent d'émigrer à l'étranger à la recherche d'autres opportunités, dans les secteurs tant formel qu'informel (et illicite). Selon les personnes interrogées, cette tendance s'est renforcée et a inspiré d'autres jeunes à suivre la dynamique.

Dans la région Maritime, les personnes interrogées ont évoqué l'interaction entre les pressions environnementales et les défis économiques auxquels les jeunes sont confrontés. Historiquement, les jeunes de la région se sont engagés dans l'extraction commerciale du sable et la pêche. Toutefois, la première activité a été interdite en raison de ses effets négatifs sur l'érosion côtière, tandis que la pêche a été touchée par la pollution et les effets de l'extraction de phosphate.

Il est vrai qu'une majorité de la population vit encore en milieu rural, mais la recherche d'opportunités économiques pousse de plus en plus de personnes vers les zones urbaines comme Lomé, où 23,9 % de la population vivait en 2014.<sup>150</sup> En 2013, 39 % de la population togolaise

<sup>145</sup> Banque mondiale  
<http://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=TG>

<sup>146</sup> Ibid.

<sup>147</sup> Banque mondiale <http://wdi.worldbank.org/table/2.1>

<sup>148</sup> Gouvernement du Togo  
[http://www.youthpolicy.org/national/Togo\\_2012\\_Youth\\_Employment\\_Report.pdf](http://www.youthpolicy.org/national/Togo_2012_Youth_Employment_Report.pdf)

<sup>149</sup> Ibid.

<sup>150</sup> Enquête démographique et de santé  
<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

vivait en milieu urbain<sup>151</sup> et l'Organisation mondiale de la Santé estime que ce taux passera à 42,5 % dès 2020.<sup>152</sup>

Lors des entretiens réalisés dans la région Maritime, par exemple, la question du chômage des jeunes était encore au centre des préoccupations de nombreuses personnes interrogées, mais compte tenu de la concentration des sociétés nationales et étrangères, notamment autour du secteur extractif, dans la région, il se dégageait la perception qu'il pourrait y avoir plus d'opportunités que dans les zones rurales. Néanmoins, même dans la région qui abrite la capitale, la tendance à l'émigration des jeunes à la recherche de meilleures opportunités est encore prédominante.

Des notes de 7,2 pour la fécondité et la mortalité maternelle et de 7,4 pour l'espérance de vie des femmes et le mariage précoce ont été attribuées également au Togo. Ces deux notes sont supérieures aux moyennes régionales de 6,09 et 5,9, respectivement. Au Togo, les femmes ont en moyenne 4,7 enfants<sup>153</sup> et l'âge moyen d'une femme au Togo lorsqu'elle a son premier enfant est de 21 ans.<sup>154</sup> Le taux de mortalité maternelle au Togo est de 368 sur 100 000 naissances vivantes, ce qui est inférieur à la moyenne de 551 pour l'Afrique subsaharienne.<sup>155</sup> La planification familiale et les niveaux d'utilisation des contraceptifs restent faibles. Dix-neuf pour cent des femmes ont déclaré observer les pratiques de planification familiale, alors qu'on estime que 34 % des femmes ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale.<sup>156</sup>

---

<sup>151</sup> Organisation mondiale de la Santé  
<http://www.who.int/gho/countries/tgo.pdf?ua=1>

<sup>152</sup> Organisation mondiale de la Santé  
<http://apps.who.int/gho/data/node.main.nURBPOP?lang=en>

<sup>153</sup> Programme des Nations Unies pour le développement  
[http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

<sup>154</sup> CIA World Factbook  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/to.html>

<sup>155</sup> Programme des Nations Unies pour le développement  
[http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

Il existe des lois contre les mariages précoces et forcés au Togo, mais la pratique existe toujours et est souvent sous-déclarée.<sup>157</sup> Une enquête de 2010 a révélé que la prévalence du mariage précoce est plus élevée dans les zones rurales, en particulier dans la région de la Kara, au nord du pays.<sup>158</sup> Cependant, l'âge moyen du mariage pour les femmes en 2014 était de 22,3 ans et celui des hommes de 27,6 ans.<sup>159</sup> L'espérance de vie au Togo est de 60,2 ans en moyenne (60,9 ans pour les femmes contre 59,4 ans pour les hommes).<sup>160</sup>

Dans les régions où des recherches ont été menées sur le terrain, la question de la santé maternelle s'inscrivait souvent dans le cadre d'un débat plus large sur le piètre état des installations de soins de santé dans les zones rurales, aggravé par le mauvais état des routes et des infrastructures en général. Dans les Plateaux, par exemple, les personnes interrogées ont indiqué que les grossesses précoces sont courantes et qu'en raison du fait qu'il est interdit aux femmes d'hériter de la terre, elles se retrouvent très souvent vulnérables au moment où elles contractent une grossesse, ou si leur conjoint décède ou se trouve dans l'incapacité de travailler pour une autre raison. Dans la région Centrale, la grossesse des adolescentes a également été mentionnée comme une préoccupation majeure, étroitement liée aux taux élevés d'abandon scolaire des filles en âge d'aller à l'école, dont les parents ne disposent pas souvent de moyens pour les scolariser.

<sup>156</sup> Enquête démographique et de santé  
<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>157</sup> Gouvernement du Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada  
<http://www.refworld.org/docid/53392eda4.html>

<sup>158</sup> Ibid.

<sup>159</sup> Banque mondiale  
<http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=health-nutrition-and-population-statistics&type=TABLE&review=on>

<sup>160</sup> Programme des Nations Unies pour le développement  
[http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

## Santé

L'accès aux soins de santé au Togo a baissé ces dernières années ; en 2015, seuls 22 % de la population se sont déclarés satisfaits du système de santé.<sup>161</sup> En 2006, 62 % de la population avait accès à un centre de santé, et en 2011, ce chiffre avait chuté à 42 %.<sup>162</sup> L'accessibilité des soins de santé est liée à la géographie et aux ressources financières, avec une disparité croissante entre les populations rurales et urbaines.<sup>163</sup> Il n'y a que 0,5 médecin pour 10 000 habitants<sup>164</sup> et, en 2010, 70 % de l'ensemble des médecins se trouvaient à Lomé.<sup>165</sup> La malnutrition infantile est d'environ 30 % à l'échelle nationale, bien que les taux soient plus élevés dans les zones rurales. Par exemple, environ 16 % des enfants à Lomé souffrent de malnutrition, contre un taux de 43 % pour les enfants de la région des Savanes.<sup>166</sup>

Au nombre des problèmes de santé prévalant actuellement au Togo, l'on compte la méningite, le paludisme (en particulier chez les enfants de moins de 5 ans) et le VIH/sida, dont le taux de prévalence est de 2,4 % chez les 15 à 49 ans.<sup>167</sup> La prévalence des mutilations génitales féminines (MGF) est en baisse, et la majorité de la population (95 % des femmes et 96 % des hommes) estime que cette pratique devrait cesser.<sup>168</sup> Cependant, on estime que 4,7 % des femmes ont subi cette pratique, et que celle-ci est plus fréquente chez les femmes musulmanes, ainsi que chez celles issues de la région Centrale et des Savanes.<sup>169</sup>

Un manque d'accès aux services de santé de base a été constaté dans toutes les régions lors des entretiens sur le terrain, l'absence des centres de santé locaux ou leur mauvais état étant fréquemment mentionné. Le piètre état des infrastructures dans de nombreuses zones rurales

est étroitement lié à cette situation. En effet, il peut être difficile de se rendre dans un centre de santé lorsque les routes sont emportées par les eaux ou deviennent impraticables pendant la saison des pluies. D'autres problèmes relevés dans le domaine de la santé ont également confirmé le manque de médecins ou d'infirmiers, en particulier dans les régions rurales, ceux qui choisissent de rester au Togo se déplaçant principalement vers la capitale où les salaires sont plus élevés et où la disponibilité des médicaments et des technologies médicales est plus importante. La plupart des personnes interrogées dans les zones rurales ont indiqué que pour tout ce qui va au-delà des services de santé les plus élémentaires, tels que les radiographies, les ultrasons ou les opérations chirurgicales, elles devaient se rendre à Lomé, une perspective coûteuse et souvent difficile, selon la distance qui sépare la communauté de la capitale. Des maladies telles que le paludisme sont courantes, et les médicaments pour les traiter l'étaient moins, ce qui fait que les maladies que l'on peut éviter et traiter sont beaucoup plus répandues, et mortelles, que dans d'autres pays ou régions.

La question de la traite des enfants a également été mentionnée dans des régions comme celle de la Kara, où les parents sont confrontés à des défis extrêmes en matière d'éducation et de fourniture de soins de santé de base pour leurs enfants, et sont souvent exposés à des offres prédatrices et malhonnêtes de la part des trafiquants pour conduire les enfants vers d'autres régions ou pays où ces derniers auraient plus de chances d'être adoptés ou pris en charge, rien que pour être réduits à l'esclavage domestique et sexuel.

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>163</sup> Ibid.

<sup>164</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

<sup>165</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>166</sup> Ibid.

<sup>167</sup> Programme des Nations Unies pour le développement [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016\\_human\\_development\\_report.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf)

<sup>168</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>169</sup> Enquête démographique et de santé <http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

## **Terre/Environnement**

Comme mentionné dans d'autres sections, la question de la pression foncière est primordiale au Togo, et continue de constituer une vulnérabilité considérable dans le pays. Outre les conflits fréquents et souvent insolubles concernant le régime foncier et les droits fonciers coutumiers, le changement climatique a exercé une pression énorme sur certaines régions. Les pluies imprévisibles, l'érosion des sols, la pollution et l'empoisonnement des cours d'eau et des pêches par des pratiques dangereuses dans le secteur des industries extractives ont été fréquemment mentionnés par les personnes interrogées dans toutes les régions visitées.

Dans les Plateaux, la corrélation entre les conflits fonciers et les griefs collectifs a été notée comme particulièrement accentuée. À titre d'exemple, les habitants du Nord, pourtant perçus comme étant favorisés par le gouvernement et dans le secteur public en général, ont commencé à se déplacer vers le Sud en raison des problèmes liés à la transhumance et au changement climatique qui entraînent la destruction ou la dégradation de terres autrefois arables. Ce faisant, ils entrent souvent en conflit avec les habitants du Sud qui pourraient être déjà en train d'utiliser les terres souhaitées pour la production agricole, et ce, parfois sans disposer de droit de propriété ou d'occupation reconnu ; celui-ci peut s'avérer onéreux, voire carrément impossible à obtenir. Selon les personnes interrogées, cette situation a créé une dynamique de conflit ouvert dans la région, qui éclate souvent sur la base de clivages ethniques ou régionaux.

## **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Comme pour les autres piliers, malgré les pressions importantes dans le domaine de la population et de la démographie, il existe des facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans toutes les régions qui permettent de s'adapter et de survivre. Le rôle joué par les ONG, les ONGI et les institutions multilatérales comme la BAD et la CEDEAO dans la fourniture de services de

santé et d'éducation est essentiel dans les nombreuses régions visitées lors du travail sur le terrain. Les personnes interrogées ont souvent fait remarquer que des organisations internationales comme l'Agence allemande de développement, GIZ, et American Peace Corps, ont construit des écoles et des cliniques dans des régions comme la région Centrale, tandis que d'autres, comme l'ONGI, Compassion International, ont renforcé les ressources existantes dans d'autres régions comme celle de la Kara.

Les initiatives parrainées par le gouvernement dans les secteurs de la santé, de l'alimentation et de l'éducation ont également été considérées comme un facteur de résilience dans quelques régions. À Kara, l'Agence Nationale de Sécurité Alimentaire du Togo (ANSAT), parrainée par le gouvernement, a été notée comme un facteur de résilience contribuant à prévenir l'insécurité alimentaire chronique. Pendant la saison des récoltes, l'ANSAT achète des céréales pour les stocker lorsque les prix sont bas, puis lorsque les prix augmentent pendant la saison sèche, elle met les fournitures stockées en circulation sur les marchés, afin d'accroître l'offre et de permettre aux communautés de se procurer des denrées alimentaires essentielles à des prix plus bas.

Enfin, dans plusieurs régions, les personnes interrogées ont fait état des efforts positifs déployés par les ONG locales et internationales pour contribuer à former et à sensibiliser les populations locales au risque de grossesses chez les adolescentes, de mutilations génitales féminines (MGF) ainsi que sur la santé maternelle. Les personnes interrogées ont indiqué que les institutions religieuses, en particulier les écoles coraniques, sont souvent intervenues pour prendre le relais dans certaines communautés qui ne disposent pas d'écoles et d'enseignants. Toutefois, une mise en garde a été donnée au sujet du fait que, même si les institutions tant islamiques que chrétiennes pouvaient contribuer de manière essentielle à la résilience en soutenant le secteur de l'éducation, on redoute que bon nombre d'entre



elles opèrent hors de toute supervision du gouvernement, et ne s'adaptent pas au programme d'enseignement régulier ou ne les

appliquent pas, au profit d'un enseignement exclusivement confessionnel.

DRAFT

## Sécurité (pilier le moins vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Perception de partialité du secteur de la sécurité dans certaines régions</li><li>• Criminalité, y compris le trafic de drogue et la traite des personnes</li><li>• Violence politique au moment des élections/campagnes</li><li>• Enjeux des conflits liés à la transhumance</li><li>• Litiges fonciers</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Incidents de criminalité, y compris le vol et le banditisme routier</li><li>• Cas de violence (VBG), y compris la violence domestique</li><li>• Augmentation des cas de trafic de drogue, de blanchiment de capitaux et de traite des personnes</li><li>• Tensions dues à la transhumance</li></ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Comités sur la paix et la transhumance</li><li>• Institutions religieuses</li><li>• ONGI et ONG</li><li>• Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)</li></ul>

### Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERV, le Togo est le moins vulnérable dans le domaine de la sécurité, avec une note globale de 7,7 sur 10 contre une moyenne régionale de 6,83. Au sein du pilier de la sécurité, le Togo était le plus vulnérable dans la sous-catégorie de la violence politique, avec une note de 4,2 contre une moyenne régionale de 6,15 ; de même, le pays était le moins vulnérable dans les sous-catégories des réfugiés et PDI, avec une note de 7,8, comparativement à une moyenne régionale de 6,47, ainsi que dans la sous-catégorie de la violence criminelle et collective, avec une note de 8,75, contre une moyenne régionale de 6,6.

En août 2017, le Togo a accueilli plus de 12 500 réfugiés, dont une majorité en provenance du Ghana et de la Côte d'Ivoire.<sup>170</sup> En 2015, l'on comptait 5 000 personnes déplacées au Togo en raison de catastrophes naturelles, et il y avait

1 500 personnes déplacées en raison de conflits ou de violences en 2016.<sup>171</sup> Depuis le début de l'escalade des protestations et de la violence politique à la fin de l'année 2017, des centaines de Togolais ont également demandé l'asile au Ghana et au Bénin.<sup>172</sup>

Bien que le Togo ait été un pays relativement pacifique au cours de la dernière décennie, il a un antécédent de violence politique, en particulier au moment des élections<sup>173</sup>. Les élections de 2005, que Faure Gnassingbé a organisées sous la pression internationale après la mort de son père Gnassingbé Eyadema, ont donné lieu à de violentes protestations après que les observateurs ont affirmé que l'élection avait été frauduleuse et ont signalé que les partisans de l'opposition

<sup>170</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés <https://data2.unhcr.org/en/country/tgo>

<sup>171</sup> Banque mondiale <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=TGO>

<sup>172</sup> Voix de l'Amérique <https://www.voanews.com/a/togo-new-refugee-crisis-brewing-hundreds-flee-unhcr/4089154.html>

<sup>173</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

avaient été intimidés.<sup>174</sup> Les partisans de l'opposition ont affronté les forces de sécurité lors des manifestations qui ont suivi les élections, entraînant la mort de plus de 400 personnes et la fuite d'environ 40 000 personnes du pays.<sup>175</sup>

Bien que la violence liée aux élections ait baissé ces dernières années, les manifestations et les protestations sont fréquentes et peuvent déboucher sur des violences et des conflits.<sup>176</sup> En mars 2015, les forces de sécurité auraient ouvert le feu sur une manifestation d'étudiants, et en novembre 2015, elles auraient tiré sur une manifestation en faveur d'une réserve naturelle dans le Nord du Togo, causant la mort de sept manifestants et d'un agent de la police locale.<sup>177</sup> Tout dernièrement, les manifestations de l'opposition en 2017 et 2018 ont attiré des dizaines de milliers de personnes.<sup>178</sup> On estime qu'au moins 16 personnes ont été tuées et 200 ont été blessées au cours de ces manifestations.<sup>179</sup> Le gouvernement a également restreint l'accès à Internet en réponse aux protestations.<sup>180</sup>

Le Togo n'a pas connu d'attaque terroriste internationale ces dernières années, en dépit des attaques perpétrées par des groupes extrémistes dans les pays voisins comme le Burkina Faso. En mars 2019, le Général de division de l'armée des États-Unis, Marcus Hicks, a averti que la détérioration rapide et alarmante de la situation sécuritaire au Burkina Faso due à des groupes extrémistes pourrait avoir des répercussions sur les pays voisins que sont le Togo, le Bénin et le

---

*« Le terrorisme n'est pas commis par des musulmans. Ce sont des personnes qui se cachent derrière la religion. Nous prions Dieu qu'il nous en épargne ».*

*-Groupe de discussion des hommes, région Centrale*

Ghana.<sup>181</sup> Les inquiétudes concernant le risque d'attaques terroristes persistent en raison de la participation du Togo aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Mali.<sup>182</sup> En outre, les personnes interrogées de la région Maritime ont exprimé leurs préoccupations quant à la manière dont les frustrations politiques, économiques et sociales de certains groupes pourraient les rendre vulnérables à la radicalisation.

Le Togo est le pays le moins vulnérable dans la catégorie de la violence/l'insécurité criminelle et collective. Les préoccupations actuelles en matière de sécurité concernent la criminalité, dont le vol à main armée et le vol sont des exemples notables.<sup>183</sup> La prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC) constitue également un problème, et les armes sont souvent utilisées dans des attaques criminelles et des affrontements intercommunautaires.<sup>184</sup> Le Togo est également un pays de transit pour le trafic de drogue

---

<sup>174</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2006/togo>

<sup>175</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2006/togo>

<sup>176</sup> Département d'État des États-Unis <https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=21475>

<sup>177</sup> Freedom House <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

<sup>178</sup> BBC <http://www.bbc.com/news/world-africa-41174005>

<sup>179</sup> Al Jazeera <https://www.aljazeera.com/news/2017/11/togo-opposition-coalition-urges-constitutional-change-protests-171109185320671.html>

<sup>180</sup> BBC <http://www.bbc.com/news/world-africa-41174005>

<sup>181</sup> The Guardian <https://www.theguardian.com/world/2019/mar/07/alarmin-g-burkina-faso-unrest-threatens-west-african-stability>

<sup>182</sup> Royaume-Uni <https://www.gov.uk/foreign-travel-advice/togo/terrorism>

<sup>183</sup> Département d'État des États-Unis <https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=21475>

<sup>184</sup> Friedrich Ebert Stiftung [http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/01/fes\\_trafficking-in-small-arms-and-light-weapons-in-west-africa-routes-and-illegal-arm-caches-between-ghana-togo-benin-and-nigeria.pdf](http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/01/fes_trafficking-in-small-arms-and-light-weapons-in-west-africa-routes-and-illegal-arm-caches-between-ghana-togo-benin-and-nigeria.pdf)

(principalement l'héroïne et la cocaïne)<sup>185</sup> et pour le trafic d'ALPC.<sup>186</sup>

En raison de la prédominance de l'agriculture, les conflits relatifs à la gestion des terres et des ressources naturelles constituent également une source de préoccupation. Outre les affrontements entre éleveurs et agriculteurs, les conflits fonciers et les fraudes liées à la vente de terres à plus d'une personne se sont multipliés au Togo. La réglementation du foncier (des titres) par l'État est souvent en contradiction avec les pratiques traditionnelles de propriété foncière, ce qui suscite des questions quant à savoir qui jouit du droit à la terre et attise les tensions sociales.

Lors du travail sur le terrain, les participants de deux régions - Plateaux et Centrale - ont cité la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent comme une préoccupation majeure en matière de sécurité. Bien qu'il n'y ait pas eu d'attaques terroristes récentes dans le pays, de nombreux participants étaient très attentifs à la propagation régionale des idéologies et des groupes radicaux dans certaines parties de la sous-région ouest-africaine, et craignaient que la tendance croissante de la violence liée à l'extrémisme au Burkina Faso ne se propage au-delà de la frontière pour toucher le Togo. Plus précisément, certaines personnes interrogées craignaient que le nombre élevé de jeunes chômeurs ne puisse faire d'eux une cible facile pour le recrutement par des groupes extrémistes, qui pourraient leur promettre de l'argent ou d'autres avantages tangibles pour leur participation à des attaques terroristes. Dans la région Centrale, les participants ont estimé que les clivages ethniques et politiques existants, ainsi que les griefs de groupes profondément enracinés, pouvaient facilement être manipulés en une rhétorique extrémiste à des fins de recrutement, à l'instar d'autres pays, tels que le Nigéria ou le Burkina Faso.

---

<sup>185</sup> Office des Nations Unies contre la drogue et le crime [http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Book1\\_et\\_1\\_EXSUM.pdf](http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Book1_et_1_EXSUM.pdf)

Une autre vulnérabilité qui a été soulevée dans toutes les régions est la menace de violence découlant de la transhumance, car le changement climatique et d'autres pressions sur les terres poussent les éleveurs loin de leurs itinéraires traditionnels pour se rendre plus au Sud sur les terres agricoles. À Kara, bien qu'il existe des lois établies qui dictent les périodes (janvier-mai) pendant lesquelles les éleveurs peuvent utiliser les couloirs établis pour leur bétail, plusieurs personnes interrogées ont signalé que ces lois sont violées, les éleveurs arrivant plus tôt et s'en allant plus tard. Dans la plupart des cas, d'une région à une autre, les participants ont souligné que la question de la transhumance a déclenché des tensions ethniques et religieuses entre les groupes musulmans et peuls sédentaires qui vivent au Togo depuis des générations et leurs voisins chrétiens.

Dans les Savanes, certains participants à la recherche sur le terrain se sont sentis plus directement menacés par le manque de sécurité dans certaines zones, ainsi que par la perception que l'on ne pouvait pas compter sur les forces de sécurité du gouvernement pour gérer ou prévenir les activités criminelles. Toutefois, d'autres ont indiqué que la situation s'améliorait ou s'était nettement améliorée au cours des dernières années, notamment avec la mise en place de postes de contrôle de sécurité, l'expansion des bases militaires et les inspections régulières menées par les forces de police locales qui tiennent compte de la qualité présumée des services fournis.

Comme dans d'autres secteurs, les conflits fonciers ont été cités presque invariablement dans toutes les régions comme une menace pour la sécurité. Certains participants ont estimé que le règlement des affaires d'occupation de terres ou d'expulsion de terres pouvaient mettre jusqu'à 25 ans en raison du manque de capacité au niveau du

<sup>186</sup> Friedrich Ebert Stiftung [http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/01/fes\\_trafficking-in-small-arms-and-light-weapons-in-west-africa-routes-and-illegal-arm-caches-between-ghana-togo-benin-and-nigeria.pdf](http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/01/fes_trafficking-in-small-arms-and-light-weapons-in-west-africa-routes-and-illegal-arm-caches-between-ghana-togo-benin-and-nigeria.pdf)

système judiciaire, à tel enseigne que les populations sont frustrées et se font souvent justice elles-mêmes. La question de la vente d'une même parcelle de terre à deux personnes a souvent entraîné des conflits entre voisins, qui peuvent devenir violents si la police n'est pas appelée assez tôt.

En outre, plusieurs autres questions liées à la sécurité ont été soulevées lors d'entretiens sur le terrain avec une certaine fréquence. L'une d'entre elles était un antécédent de violence politique, fréquemment citée dans certaines régions, telles celles des Savanes, comme une vulnérabilité en matière de sécurité, les populations se souvenant des élections et manifestations politiques qui ont dégénéré en la violence, entraînant de multiples cas de décès ou de blessures. Deuxièmement, de nombreux participants aux EIC et aux GD ont évoqué l'essor de l'économie illicite de la drogue, des armes et de la monnaie contrefaite ou blanchie comme constituant une menace, en particulier compte tenu des taux élevés de participation des jeunes à ces activités. On a constaté que le trafic de drogue était en hausse dans certaines régions, comme la Kara et les Plateaux, les jeunes participant au trafic et devenant eux-mêmes consommateurs de drogue. L'augmentation des taux de toxicomanie chez les jeunes a été attribuée à la hausse des infractions mineures, ainsi qu'à la porosité des frontières qui, selon de nombreuses personnes interrogées dans la région des Plateaux, est un élément clé pour faciliter le banditisme et les vols transfrontaliers perpétrés par des criminels et réseaux criminels au Ghana.

Enfin, dans certaines régions, dont les Plateaux, les femmes ont soulevé la question de la violence domestique et de la violence criminelle en tant que vulnérabilités en matière de sécurité. Certaines ont fait remarquer que l'on ne s'est peu préoccupé de l'impact spécifique de l'insécurité sur les femmes, et étant donné que bon nombre de femmes effectuent des déplacements fréquents à l'intérieur du pays, ainsi que dans les pays voisins pour vendre des biens et produits agricoles, elles

sont hautement vulnérables sur les routes. Certaines ont indiqué avoir été suivies et ciblées la nuit sur les routes, en particulier si les criminels estimaient qu'elles revenaient avec l'argent tiré des récoltes ou des produits vendus ce jour-là sur les marchés.

La violence domestique a également été régulièrement citée dans les entretiens sur le terrain, les femmes notant que, nonobstant l'existence de lois interdisant ce type de violence, dans certaines régions, la police applique rarement ces lois, préférant ne pas s'impliquer dans ce qu'elle considère comme des affaires familiales. Dans les Savanes, certaines personnes interrogées ont évoqué la façon dont les femmes elles-mêmes se sont retrouvées de plus en plus impliquées dans l'économie illicite, en raison à la fois de la faiblesse du secteur de la sécurité qui facilite de telles transactions, ainsi que des possibilités limitées offertes aux femmes dans d'autres secteurs, tels l'agriculture ou le commerce légitime, pour gagner leur vie. Comme dans d'autres domaines, les femmes impliquées dans des activités illicites ont tendance à être plus vulnérables que leurs homologues de sexe masculin à des menaces spécifiques, telles que le viol et le vol.

### **Résilience Sociale et Institutionnelle**

En dépit des risques et vulnérabilités en matière de sécurité dans l'ensemble du pays découlant de problèmes tels que la violence politique et les activités criminelles, il existe également des résiliences sur lesquelles l'on fait fond pour assurer la sécurité des populations. Dans les Plateaux, il a été créé des comités de paix, composés de chefs traditionnels, de représentants locaux, d'OSC et de chefs religieux. Créés à l'origine par le gouvernement, ces comités, travaillent aux côtés d'experts et de la police pour résoudre les conflits et sont considérés comme ayant un impact positif, plusieurs personnes estimant qu'ils devraient être élargis. De même dans les Plateaux, la création de comités de transhumance a été notée comme jouant un rôle similaire à celui des

comités de paix, bien que spécifique aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, fournissant des mécanismes de règlement des conflits. Parmi les autres facteurs de résilience dans les régions visitées figurent les campagnes de sensibilisation menées par des ONG locales et internationales, notamment des initiatives visant spécifiquement les hommes et le secteur de la sécurité au sujet du fléau de la violence domestique. Dans la région Centrale, le Plan international et le Groupe de réflexion et d'action femme, démocratie et développement (GF2D) ont été mentionnés comme ayant un impact notable à cet égard.

Comme pour les piliers « État de droit » et « Politique et gouvernance », les participants ont également cité les efforts positifs du Bureau du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) en matière de prévention des conflits et de promotion de la cohésion sociale. Dans certaines régions, comme la Kara, la police et la gendarmerie sont généralement perçues de manière positive et considérées comme des facteurs de résilience communautaire.



## Facteurs externes

Le Togo est membre de multiples organisations internationales et régionales, telles que les Nations Unies, la CEDEAO, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque africaine de développement, l'Organisation internationale de la francophonie, le Fonds monétaire international, la Société financière internationale et la Banque mondiale.<sup>187</sup> En 2018, la Banque africaine de développement a mis en place le Mécanisme indicatif de financement agricole (MIFA), destiné à réduire le risque inhérent aux prêts octroyés au secteur agricole et à améliorer l'accès des agriculteurs au crédit.<sup>188</sup>

Quoique le Togo n'ait pas été directement touché par l'extrémisme violent, il est susceptible de subir les effets d'entraînement de telles attaques terroristes, principalement en raison de la porosité de ses frontières et des griefs de certaines communautés. Au cours des trois dernières années, le Burkina Faso, voisin du Togo au Nord, a subi plus de 200 attaques terroristes.<sup>189</sup> La principale préoccupation du gouvernement togolais et de nombreux citoyens interrogés au cours des recherches sur le terrain est que les extrémistes entrent au Togo par sa frontière Nord, où vit le plus grand pourcentage de musulmans togolais, et profitent du chômage des jeunes et de la désaffection politique pour radicaliser les citoyens togolais ; ou s'étendent au Bénin, obligeant le Togo à lutter contre la propagation du terrorisme le long de deux frontières.<sup>190</sup> Afin de faire face à la menace du terrorisme, le

gouvernement a positionné des troupes à la frontière Nord et a commencé à travailler en collaboration avec les pays voisins pour mutualiser les ressources militaires.<sup>191 192</sup>

En outre, la crise politique actuelle au Bénin voisin, déclenchée par l'interdiction des partis d'opposition lors des élections législatives d'avril 2019, constitue une menace pour la stabilité du Togo.<sup>193</sup> La poursuite des protestations meurtrières dans la période post-électorale et les frustrations liées à la dérive autoritaire perçue du pays pourraient aggraver la situation sécuritaire au Bénin, ce qui pourrait avoir des répercussions au Togo.

En raison de la porosité des frontières, le Togo est confronté à la traite des personnes et au trafic de drogue. Le chômage des jeunes a conduit de nombreux jeunes à quitter le Togo à la recherche d'opportunités économiques au Bénin, au Burkina Faso, au Niger et au Mali, où certains seraient devenus victimes du trafic sexuel et du travail forcé.<sup>194</sup> Dans d'autres cas, le Togo sert de point de transit et de destination occasionnelle pour la traite des personnes et des enfants.<sup>195</sup> Outre la traite des personnes, le Togo est devenu une plaque tournante pour les trafiquants de drogue nigériens transportant de la cocaïne et de l'héroïne,<sup>196</sup> faisant de Lomé l'une des cinq grandes villes de la région en matière de saisies d'héroïne.<sup>197</sup>

Le Togo est également touché par le phénomène des réfugiés. Selon le HCR, le Togo compte 12 420 réfugiés.<sup>198</sup> Près de 80 % des réfugiés au Togo sont

<sup>187</sup> Association internationale de simulation des Nations Unies <https://imuna.org/resources/country-profiles/togo>

<sup>188</sup> Groupe de la Banque africaine de développement. <https://www.afdb.org/en/news-and-events/african-development-bank-president-awarded-togos-highest-civilian-honor-18264>

<sup>189</sup> Politique étrangère <https://foreignpolicy.com/2019/02/01/terrorism-threatens-a-former-oasis-of-stability-in-west-africa-burkina-faso-mali-compaore/>

<sup>190</sup> Ibid.

<sup>191</sup> *The Economist* <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2018/12/15/burkina-faso-west-africas-linchpin-is-losing-its-war-on-terror>

<sup>192</sup> Institut Thomas More <http://institut-thomas-more.org/2019/03/04/iihadist-threat--the-gulf-of-guinea->

[states-up-against-the-wall/-Le golf des Etats de Guinée contre le mur/](#)

<sup>193</sup> International Crisis Group

<https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/may-2019#benin>

<sup>194</sup> Département d'État des États-Unis

<https://www.state.gov/reports/2017-trafficking-in-persons-report/togo/>

<sup>195</sup> Ibid

<sup>196</sup> Agence centrale de renseignement

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/to.html>

<sup>197</sup> Associated Press

<https://apnews.com/d8f00cb294024d6e9a8832cc1d3102d0>

<sup>198</sup> Refugee Project

<http://www.therefugeeproject.org/#/2018/TGO>

originaires du Ghana, fuyant les conflits ethniques et les conflits entre agriculteurs et éleveurs.<sup>199</sup>

Sur le plan économique, le Togo est vulnérable aux fluctuations des cours des produits de base sur le marché mondial en raison d'un manque de diversification. Les produits de base, dont l'or, les huiles de pétrole raffinées et le coton, représentent un tiers des exportations du pays.<sup>200</sup> L'économie du Togo est également vulnérable à la crainte de l'instabilité politique. En 2018, après que les élections aient été reportées à plusieurs reprises, il a été demandé à la CEDEAO d'intervenir et d'agir en tant que médiateur. Lorsque les partis au pouvoir et d'opposition n'ont pu parvenir à un accord, les protestations ont continué et le parti d'opposition a appelé les électeurs à boycotter

l'élection.<sup>201</sup> Une telle dynamique peut affecter la confiance des investisseurs,<sup>202</sup> ce qui a une incidence négative sur le déficit du compte courant. Au niveau national, l'économie du Togo est vulnérable aux effets du changement climatique. Le secteur agricole représente près de 40 % du PIB et emploie plus de 60 % de la population.<sup>203</sup> Cependant, les pluies irrégulières, l'érosion des sols et d'autres chocs climatiques cycliques ont limité la production agricole et conduit à l'insécurité alimentaire,<sup>204</sup> classant le Togo au 80<sup>e</sup> rang dans l'Indice de la faim dans le monde.<sup>205</sup> Le changement climatique peut également encourager les éleveurs à rester plus longtemps sur les pâturages et avoir des conséquences négatives sur les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

---

<sup>199</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  
<https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67134>

<sup>200</sup> Centre pour le développement international de l'Université de Harvard <http://atlas.cid.harvard.edu/countries/215>

<sup>201</sup> Freedom House  
<https://freedomhouse.org/blog/elections-togo-what-happens-when-world-isn-t-watching>

<sup>202</sup> Fonds monétaire international  
<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2018/12/1>

[2/Togo-Third-Review-under-the-Extended-Credit-Facility-Arrangement-and-Request-for-46462](https://www.worldbank.org/en/country/togo/overview)

<sup>203</sup> Banque mondiale  
<https://www.worldbank.org/en/country/togo/overview>

<sup>204</sup> Programme alimentaire mondial  
<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103467/download/>

<sup>205</sup> Indice de la faim dans le monde  
<https://www.globalhungerindex.org/togo.html>

## Considérations liées au genre

Le Togo s'est vu attribuer de bonnes notes en matière de genre dans plusieurs dimensions, avec une note cumulée de 7,5/10 qui est nettement supérieure à la moyenne régionale de 4,86.

Bien qu'il existe des lois pour protéger les femmes et promouvoir leur participation aux sphères politiques et économiques, les femmes sont toujours victimes de discrimination en vertu du droit coutumier et les disparités de genre persistent au Togo. Le Togo a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en 1983, mais n'a pas encore signé le Protocole facultatif à la CEDAW.<sup>206</sup> Le Togo a toutefois signé et ratifié le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique.<sup>207</sup> Le pays a également approuvé des amendements au code électoral en 2013, exigeant au sein des partis politiques une représentation égale des femmes et des hommes.<sup>208</sup> Cette loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales stipule également qu'un certain pourcentage du financement d'un parti devrait être décidé en fonction du nombre de femmes élues au sein de ce parti.<sup>209</sup> Bien qu'aucune loi n'entrave la participation des femmes au jeu politique, les traditions et les rôles attendus peuvent les tenir à l'écart de la sphère politique,<sup>210</sup> et les femmes restent souvent sous-représentées dans la prise de décision politique, tant au niveau national que local. Actuellement, 16 des 91 sièges de l'Assemblée nationale sont occupés par des femmes.<sup>211</sup>

Comme indiqué dans les sections nationales et régionales du présent rapport, les femmes jouent

un rôle important dans le pilier « Politique et gouvernance », avec une représentation à l'Assemblée nationale, une femme présidente du Parlement, et également en dirigeant les partis et groupes politiques ainsi qu'en y participant au niveau infranational. Dans toutes les régions examinées au cours du travail de terrain, cependant, de nombreuses femmes interrogées lors des EIC et des GD ont estimé que les femmes n'occupaient toujours pas de postes d'autorité, tels que des portefeuilles ministériels, et n'étaient donc souvent pas en mesure de faire entendre leur voix ou de mettre en œuvre une législation qui traite des questions ayant un impact spécifique sur les femmes et les filles. Par ailleurs, en dépit de la législation existante au niveau national qui protège les droits des femmes, ladite loi n'est souvent pas appliquée au niveau local, où les questions de violence domestique et d'autres formes de VBG ne sont pas traitées de manière adéquate par les collectivités locales ou les systèmes judiciaires. Il a été noté lors des multiples entretiens dans les régions que les systèmes judiciaires locaux ont tendance à considérer ces questions sous l'angle des « affaires familiales » et à déléguer l'autorité aux membres masculins des ménages ou des villages. En revanche, à Kara, il a été noté que la police et la gendarmerie sont, depuis peu, plus sensibles aux violations des droits de l'homme, notamment les droits des femmes, et sont plus disposées à intervenir dans de tels cas, et ce, bien que cela relève plus de l'exception que de la règle dans le pays.

Dans le domaine économique, les femmes togolaises sont légalement autorisées à signer des contrats, à ouvrir des comptes bancaires et à posséder des biens, mais la discrimination demeure un problème, en particulier pour les femmes en milieu rural qui opèrent dans le cadre

<sup>206</sup> Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme <http://indicators.ohchr.org/>

<sup>207</sup> Commission africaine des droits de l'homme et des peuples <http://www.achpr.org/instruments/women-protocol/>

<sup>208</sup> Freedom House

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

<sup>209</sup> Ibid.

<sup>210</sup> Département d'État des États-Unis

<https://www.state.gov/documents/organization/265524.pdf>

<sup>211</sup> Freedom House

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/togo>

du droit coutumier.<sup>212</sup> En vertu du droit coutumier, l'accès à la terre est accordé par l'entremise du conjoint ou de la famille natale ; de plus, la répudiation est une pratique courante qui laisse les femmes sans biens.<sup>213</sup> On estime que 81 % des femmes togolaises travaillent, mais la plupart d'entre elles travaillent dans le secteur informel et ne sont donc pas protégées par les lois du travail.<sup>214</sup> Comme indiqué dans les sections du présent rapport, les femmes jouent un rôle fondamental dans l'économie de chaque région visitée au cours de la recherche sur le terrain, et sont souvent chargées d'apporter les biens et les produits sur les marchés, tant au Togo qu'à l'étranger. En tant que tels, elles jouent souvent un rôle essentiel permettant d'éviter que leurs familles et leurs communautés au sens plus large ne connaissent une insécurité alimentaire chronique, et elles sont plus souvent éligibles aux programmes d'octroi de microcrédits et de microfinancements, ce qui les aide à obtenir le capital nécessaire pour lancer et exploiter de petites entreprises. L'un de ces programmes soutenus et mis en œuvre par le gouvernement, connu sous le nom de Fonds National de Financement Inclusif (FNFI), vise à donner aux femmes et aux jeunes les moyens de créer de petites entreprises. Actif depuis 2014, et avec un taux de remboursement des prêts de 93 %, le FNFI a été mentionné dans plusieurs régions comme un exemple de réussite pour l'autonomisation des femmes dans le secteur économique. Les initiatives entreprises par des ONG locales et internationales en vue de fournir aux femmes et filles le perfectionnement des compétences, les capitaux et les équipements nécessaires pour créer des entreprises ou investir dans la terre collectivement ont également été notées comme jouant un rôle crucial dans l'autonomisation des femmes dans le secteur économique. Les institutions financières multilatérales et les organisations régionales, telles que la Banque

<sup>212</sup> Département d'État des États-Unis  
<https://www.state.gov/documents/organization/265524.pdf>

<sup>213</sup> OCDE <http://www.genderindex.org/country/togo/>

<sup>214</sup> Ibid.

<sup>215</sup> OCDE <http://www.genderindex.org/country/togo/>

africaine de développement (BAD) et la CEDEAO, ont également été souvent citées comme des facilitateurs importants de l'autonomisation des femmes par le biais de prêts ciblés, d'initiatives d'investissement agricole et de perfectionnement des compétences.

En dépit des succès obtenus dans le domaine économique, les inégalités et les défis quotidiens auxquels les femmes sont confrontées au niveau du ménage peuvent encore les rendre très vulnérables dans l'ensemble. Par exemple, bien que le « Code des personnes et de la famille » ait été adopté pour protéger les femmes, de nombreuses dispositions sont soit inconnues, soit insuffisamment appliquées.<sup>215</sup> Le code accorde aux parents des droits égaux dans l'éducation des enfants, mais le père est toujours considéré comme le chef de famille.<sup>216</sup> Il permet également à l'un ou l'autre des conjoints de demander le divorce ; de même, il permet aux veuves d'hériter ou aux fils et filles d'hériter à parts égales après le décès du père.<sup>217</sup> Toutefois, il est possible de renoncer à l'héritage en faveur du droit coutumier, qui ne permet pas aux femmes d'hériter, et le code autorise également la polygamie. En 2010, 33,8 % des femmes âgées de 15 à 49 ans étaient dans un mariage polygame.<sup>218</sup> L'avortement est légal en cas de viol, d'inceste, de malformation de fœtus ou lorsque la vie de la femme est en danger.<sup>219</sup> Les femmes ont également droit à un congé de maternité payé de 14 semaines, dont la moitié est payée par l'État et l'autre moitié par l'employeur.<sup>220</sup> Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué, de nombreuses femmes travaillent dans le secteur informel, ce qui les exclut de ces prestations sociales, et beaucoup ignorent tout simplement l'existence de ces protections, ce qui les empêche de défendre de manière appropriée leurs intérêts.

La violence est également un problème très répandu chez les femmes au Togo. En droit

<sup>216</sup> Ibid.

<sup>217</sup> Ibid.

<sup>218</sup> Ibid.

<sup>219</sup> Ibid.

<sup>220</sup> Ibid.

togolais, le viol est passible d'une peine allant de 5 à 10 ans d'emprisonnement, et le nouveau Code des personnes et de la famille reconnaît et punit bel et bien le viol conjugal.<sup>221</sup> Bien que le viol fasse généralement l'objet d'une enquête lorsqu'il est dénoncé, la stigmatisation des victimes implique parfois qu'elles refuseront de le dénoncer, ce qui limite le volume de données sur ce sujet.<sup>222</sup> Dans un rapport datant de 2013-2014, 29 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir été victimes de violence, 11 % des femmes ont subi des violences sexuelles, et on estime que 48 % des femmes victimes de violence ne l'ont pas dénoncé ou n'en ont parlé à personne.<sup>223</sup> Bien que les mutilations génitales féminines (MGF) soient toujours pratiquées par les communautés musulmanes et peulhs, cette pratique a été interdite en 1998 car elle est passible d'amendes et de peines de prison pouvant aller jusqu'à 5 ans, et sa prévalence avait baissé à 2 % chez les femmes âgées de 15 à 49 ans dès 2012.<sup>224</sup>

Au cours de la recherche sur le terrain et des entretiens avec les groupes de femmes, la VBG a été signalée comme se manifestant sous diverses formes dans tous les secteurs. Par exemple, dans certaines régions, où les femmes parcourent fréquemment de longues distances pour aller chercher leurs marchandises et leurs produits au marché, elles sont vulnérables au viol et au vol sur les routes la nuit. Dans d'autres régions, en particulier celles qui se trouvent à la frontière avec les pays voisins, l'économie illicite a prospéré, dépassant dans certains cas l'économie traditionnelle et informelle, et les femmes y sont également impliquées. Comme dans d'autres cas, les femmes impliquées dans le commerce illicite ou le trafic transfrontalier de drogues ou d'autres produits de contrebande sont confrontées à des risques différents de ceux des hommes, notamment le harcèlement sexuel, le fait d'être spécifiquement ciblées par les vols et le banditisme, et le viol. Les femmes qui manifestent

pendant les cycles politiques ou les périodes électorales ont également été victimes de VBG, certaines notant que leurs parents de sexe masculin, les institutions religieuses et les traditions culturelles ont encore tendance à dissuader les femmes de prendre part au jeu politique ou de s'engager dans l'espace civique.

Dans d'autres secteurs, tels que la population et la démographie, les femmes restent également vulnérables. En particulier dans les zones rurales, l'accès aux soins de santé maternelle peut s'avérer difficile, voire totalement inexistant. Les femmes ont indiqué que leur vie et leur sécurité sont mises en danger par les infrastructures inadéquates, allant des routes en mauvais état aux centres de santé dépourvus de médecins et de médicaments, en passant par les mauvaises conditions d'hygiène et le manque d'accès à l'eau potable. Cependant, l'on note que, de plus en plus, les ONG locales et les ONGI sont intervenues pour combler ces faiblesses, bien que les femmes interrogées aient indiqué que les besoins dépassent encore largement les ressources mises à disposition. Si les cas de MGF, de viol et d'autres formes de VBG ont été généralement perçus comme étant en baisse dans certaines régions, tels que les Plateaux, les femmes de toutes les régions ont néanmoins signalé que les grossesses d'adolescentes demeurent une vulnérabilité persistante dans toutes les communautés, ce qui entraîne la déscolarisation des filles ; de même, sans soins appropriés, elles s'exposent à un risque élevé d'infection, de maladie ou de décès.

Malgré ces vulnérabilités notables, les femmes du Togo restent l'un des principaux facteurs de résilience du pays dans tous les secteurs. Les investissements réalisés par le gouvernement togolais, les institutions financières et de développement multinationales, les fondations privées et, en particulier, les ONG locales et internationales ont contribué de manière significative à l'amélioration de la vie des femmes

---

<sup>221</sup> Ibid.

<sup>222</sup> Ibid.

<sup>223</sup> Enquête démographique et de santé

<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR301/FR301.pdf>

<sup>224</sup> OCDE [http://www.genderindex.org/country/togo/#\\_ftnref](http://www.genderindex.org/country/togo/#_ftnref)

et de leur capacité à participer à tous les secteurs examinés au cours de ce travail de terrain. Bien qu'il reste beaucoup à faire, le Togo peut néanmoins servir d'exemple, pour les autres pays

de la région, de ce qui est possible de faire lorsque le gouvernement et la société investissent dans la vie et les moyens de subsistance des femmes et des filles.

# Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : Observations par région

## Région Centrale

La région Centrale montagneuse du Togo est située au centre du pays entre les régions de la Kara et des Plateaux et fait frontière avec les pays voisins du Ghana et du Bénin. Selon le tout dernier recensement, la région Centrale abrite 617 871 Togolais<sup>225</sup> et est la région la moins densément peuplée du Togo.<sup>226</sup> Cependant, la deuxième ville du Togo, Sokodé, se trouve dans cette région. La population est majoritairement musulmane,<sup>227</sup> en particulier les Tem (ou Kotokoli) qui vivent dans la ville de Sokodé et autour de celle-ci. La région Centrale couvre une superficie de 13 500 km<sup>2</sup>, dont plus de 20 % sont des forêts classées.<sup>228</sup> L'agriculture est le principal secteur économique de la région Centrale, 40 % de la population en âge de travailler étant employée dans l'agriculture.<sup>229</sup> La région Centrale a un taux d'incidence de la pauvreté de 80,2 %, le deuxième plus élevé au Togo.<sup>230</sup> Bien qu'il ne s'agisse pas de la région la plus pauvre du pays (la plus pauvre étant la région des Savanes dans l'extrême Nord), les acteurs locaux ont souvent lié le sous-développement relatif de la région Centrale aux troubles politiques intermittents y prévalant. En 2017-2018, par exemple, les manifestations politiques à Sokodé ont dégénéré en violence à l'approche des élections législatives de décembre 2018, en particulier en août 2017, où au moins deux manifestants ont été tués, puis à nouveau en octobre 2017, après l'arrestation d'un imam qui exprimait ouvertement ses opinions politiques et le lynchage de deux soldats par les manifestants.



<sup>225</sup> Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale du Togo  
<http://togo.opendataforafrica.org/#>

<sup>226</sup> Ibid.

<sup>227</sup> Office de promotion de la démocratie du Département d'État des États-Unis  
<https://www.state.gov/reports/2016-report-on-international-religious-freedom/togo/>

<sup>228</sup> Ministère des Affaires étrangères du Togo  
<http://www.african-union-togo2015.com/en/togo/about>

<sup>229</sup> Groupe de la Banque mondiale  
<http://documents.worldbank.org/curated/en/179631474899157168/pdf/Togo-SCD-Final-2016-09222016.pdf>

<sup>230</sup> Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale du Togo  
<http://togo.opendataforafrica.org/TGPVS2016/poverty-statistics-of-togo-2011?povertylevel=1000010>



<b>Vulnérabilités structurelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Corruption perçue dans les systèmes politique et judiciaire</li> <li>• Jeu politique polarisé</li> <li>• Accès insuffisant aux possibilités de crédit, en particulier pour les femmes</li> <li>• Pauvreté et chômage des jeunes</li> <li>• Hôpitaux et écoles mal équipés</li> <li>• Traite des enfants</li> <li>• Litiges fonciers</li> <li>• Conflits entre agriculteurs et éleveurs</li> </ul>
<b>Risques liés aux événements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insécurité hydrique</li> <li>• Effets du changement climatique</li> <li>• Activités économiques illicites, y compris la traite des personnes et le trafic d'armes</li> <li>• Incidents de criminalité</li> <li>• Incidents de conflits entre éleveurs et agriculteurs</li> <li>• Incidents de terrorisme et d'extrémisme violent</li> </ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisations de la société civile (OSC) et ONG</li> <li>• Programmes d'entrepreneuriat pour les jeunes parrainés par l'État</li> <li>• Programmes d'octroi de prêts de microfinancement pour les femmes</li> <li>• Initiatives de coopération interconfessionnelle</li> <li>• Mécanismes de sensibilisation et de déclaration de la VBG et de la violence faite aux enfants</li> <li>• Mécanismes alternatifs de règlement des litiges, principalement facilités par les institutions religieuses, les organisations donatrices et les ONG</li> <li>• HCRRUN</li> </ul>

## État de droit

Comme dans d'autres régions du pays, la région Centrale est confrontée à des défis de taille concernant les mécanismes formels de recours et de règlement des litiges. Cinq vulnérabilités clés ont été mises en évidence lors des entretiens. Il s'agissait avant tout de la question de la corruption perçue. Les personnes interrogées ont estimé que toute personne reconnue coupable d'un crime pouvait facilement éviter de purger sa peine en soudoyant le bon responsable. Deuxièmement, les jeunes ont mentionné la question du favoritisme au sein du système judiciaire, en particulier sur des bases ethniques. Un troisième problème mis en évidence lors des entretiens est la perpétuelle accumulation des dossiers qui retarde parfois les

procédures judiciaires, ou même fait que des affaires restent indéfiniment non résolues, un problème qui touche les pauvres de manière disproportionnée. Quatrièmement, il se posait le problème du manque de sensibilisation, dans la mesure où les membres de la communauté ne connaissent pas leurs droits ou obligations légales, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation et à la négligence. Enfin, en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme, comme la liberté d'expression et de réunion, de nombreuses personnes interrogées ont indiqué que ces décisions et jugements sont politisés.

En dépit du manque de confiance signalé dans le système judiciaire, les personnes interrogées ont

fait remarquer que les actes d'auto-défense ou ceux visant à se rendre justice soit même sont peu nombreux. En général, un litige sera d'abord traité au niveau de la famille, puis il sera porté devant les chefs traditionnels, le chef de quartier ou l'imam. Si un crime est commis, le suspect est conduit à la gendarmerie. Le Chef de quartier est soit élu, soit choisi par succession héréditaire, et rend compte au Chef de Village. Selon la Constitution togolaise, il ne peut pas servir d'arbitre dans des situations de conflit, mais peut jouer un rôle de médiation et de conciliation.

Pour aider au règlement des conflits, notamment en ce qui concerne les controverses et les griefs sociopolitiques survenus entre 1958 et 2005, le gouvernement a créé le Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), chargé de promouvoir l'unité nationale par des mécanismes de vérité et de réconciliation. L'une des recommandations proposées par le HCRRUN était la création de comités de paix dans différentes parties du pays pour gérer et atténuer les risques de conflit qui pourraient survenir.

### **Politique et gouvernance**

Parmi les cinq régions du Togo, ce sont les habitants de la région Centrale qui ont exprimé le plus d'inquiétudes relativement au domaine de la politique et de la gouvernance. Si le préfet a souligné l'ouverture de l'espace public à tous les débats et campagnes politiques, de nombreux habitants ont déclaré avoir fait de grands efforts pour se démarquer de toute orientation politique, affirmant que l'environnement était tellement polarisé que tout pouvait être sorti de son contexte dans l'un ou l'autre camp. Lorsqu'on lui a demandé, en général, s'il y avait des dirigeants ou des institutions en qui ils avaient confiance, un homme a répondu : « Même avec d'autres institutions de gouvernance, nous n'avons pas confiance. Par exemple, nous ne faisons pas confiance à la chefferie. Ils sont tous corrompus. Je n'ai confiance qu'en moi-même ».

Dans la région Centrale, les femmes sont sous-représentées dans les instances politiques et les jeunes ne se sentent pas inclus dans le processus ou ont le sentiment que leurs besoins ne sont pas une priorité.

Outre les tensions politiques entre les familles et au sein des communautés, les personnes interrogées ont également exprimé leur crainte vis-à-vis des forces de sécurité, qu'elles perçoivent comme étant politisées. Cette dynamique a été particulièrement marquée au cours des manifestations de 2017-2018, les partis d'opposition ayant exigé la limitation des mandats présidentiels, la libération des prisonniers politiques, une Commission électorale nationale bipartite et le report des élections législatives.

Dans un environnement polarisé, avec un tel manque de confiance dans les dirigeants et les institutions, il y a un rôle important à jouer pour les femmes, elles qui ont le pouvoir d'encourager les jeunes à renoncer à la violence. Les chefs religieux musulmans et chrétiens promeuvent également la paix et l'harmonie interconfessionnelle. Les donateurs et les organisations non gouvernementales telles que l'ambassade des États-Unis, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et le Réseau des organisations de la région Centrale (RESODERC) jouent également un rôle important dans la promotion du dialogue.

Compte tenu des défis en matière de gouvernance nationale décrits ci-dessus, le processus de décentralisation, qui pourrait commencer avec les élections locales de juin 2019, constitue un fait nouveau très important. Au niveau régional, le pouvoir exécutif continuera à être exercé par le préfet nommé par le président. Toutefois, bon nombre de personnes ont exprimé un optimisme prudent quant au fait que le processus de décentralisation commencera à s'attaquer aux vulnérabilités structurelles. Les personnes interrogées espèrent que le transfert de pouvoir et de ressources aux élus locaux permettra

d'accroître la responsabilité et l'efficacité des initiatives de développement.

### Économie et ressources

La principale activité économique de la région Centrale du Togo est l'agriculture, en particulier la culture du maïs, du manioc et de l'igname. Les femmes sont particulièrement actives dans la commercialisation et la vente des céréales et de la cola, qui est utilisée lors des mariages, baptêmes et autres cérémonies.

Les jeunes travaillent principalement dans la construction et le transport routier, bien que certains s'adonnent également à l'élevage. Toutefois, ces activités nécessitent des capitaux importants, et avec la transhumance et l'importation de bétail du Mali, la chute des prix rend l'élevage moins rentable comme source de revenus.

Parmi les autres défis économiques mentionnés par les personnes interrogées, l'on peut citer le changement climatique et la pénurie d'eau aggravée, qui ont des répercussions négatives sur les moyens de subsistance. Cette situation, exacerbée par le manque d'accès au financement pour les microentreprises et l'augmentation du coût de la vie, enferme de nombreuses personnes dans un cycle de pauvreté difficile à rompre. Les impôts sur les sociétés ont été cités comme un obstacle à la mobilité sociale. Un autre obstacle était l'interposition des grossistes dans la chaîne de valeur du cajou, ce qui la rendait prohibitivement moins rentable pour les petits agriculteurs qui pouvaient auparavant le vendre directement à des acheteurs étrangers à un prix plus élevé.

La gestion des ressources naturelles peut également être un sujet à controverse. Par exemple, la société chinoise Jun Hao Mining a été contrainte de suspendre ses activités après que les communautés locales ont protesté contre les impacts environnementaux et les taux de rémunération des travailleurs locaux. En 2008,

lorsqu'ils ont, semble-t-il, menacé de vandaliser l'entreprise, le gouvernement a suspendu le permis de la société minière afin de faire baisser la tension.

---

« Les populations sont devenues des ennemis à cause des partis politiques. »

- *Leader des femmes, Région Centrale*

---

Certaines personnes ont également fait état de la perception que les protestations politiques et la polarisation du jeu politique ont pu entraver les investissements du secteur privé et avoir un impact négatif sur le développement économique de la région. Dans la mesure où les populations expriment le sentiment d'être économiquement fragilisées par la politique publique, ou autrement contraintes par des facteurs indépendants de leur volonté, certaines se sont tournées vers la protestation, tandis que d'autres se sont tournées vers la vente illicite de carburant, importé du Bénin et du Nigéria.

Malgré ces défis, les habitants de la région Centrale ont trouvé les moyens de se prendre en charge et de survivre. Par exemple, l'une des résiliences mentionnées par les personnes interrogées sur le terrain tient aux programmes de microfinancement permettant aux femmes d'accéder à des prêts. Certaines ont toutefois estimé que ces programmes pourraient être mieux calibrés en termes d'efficacité et d'échelle, mais en tenant compte du rôle essentiel que les femmes jouent dans l'économie. Des ONG comme Human Dimension, et l'Association pour la défense et le Conseil des femmes (ADCF) œuvrent à l'autonomisation des femmes. Le Fonds national de financement inclusif (FNFI) a également été mentionné comme un exemple de réussite dans ce domaine.

Bien que beaucoup aient exprimé le sentiment que la région Centrale était négligée par le secteur

public et privé en général, il y a eu des investissements entre autres, dans l'agriculture, l'aviculture, et des subventions. Par exemple, un abattoir est en cours de construction à Sokodé<sup>231</sup> afin d'aider à stimuler la filière de l'élevage dans la région.

Le gouvernement a mis en place certains programmes pour soutenir les jeunes dans l'entrepreneuriat. Des actions telles que le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), le Programme d'appui au développement à la base (PRADEB), l'Agence nationale d'appui à la base (ANADEB), et l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE), jouent toutes un rôle important. Cependant, beaucoup sont les jeunes à Sokodé qui ne sont pas informés de l'existence de ces programmes de soutien.

Lorsque toutes ces initiatives échouent, les populations se rendent à l'étranger pour y travailler (par exemple au Nigéria, au Gabon ou en Libye), en particulier pendant la saison sèche où les opportunités sont moins nombreuses chez eux. Pour ceux qui sont très vulnérables, ils peuvent se tourner vers les institutions religieuses. Comme l'a dit une personne interrogée, « les musulmans sont très généreux envers les pauvres. Ils ne vous permettront pas de mourir de faim ».

### **Population et démographie**

Parmi les principaux défis mis en évidence par les entretiens, figure l'insuffisance des ressources pour des services tels que les soins de santé et l'éducation. Les écoles de la région Centrale, par exemple, sont obligées de recruter elles-mêmes les enseignants, qui sont ensuite payés par les contributions des parents. En outre, le taux d'abandon scolaire est élevé parmi les familles pauvres qui n'ont pas les moyens de s'acquitter des frais de scolarité de leurs enfants, en particulier pour les filles, et la grossesse des adolescentes a également été mentionnée comme un défi de taille et connexe.

L'un des corollaires de la pauvreté et de la piètre qualité du système éducatif dans un pays où les niveaux de migration sont élevés, est l'existence de la traite des enfants. Celle-ci peut se faire avec ou sans la complicité des parents, et les enfants sont le plus souvent envoyés dans d'autres pays pour y travailler comme domestiques. Selon un chef de quartier, les personnes envoyées au Gabon font souvent l'objet de trafic par la voie maritime. « Quand vous apprendrez qu'un bateau se rendant au Gabon a coulé, vous constaterez que beaucoup d'enfants de Sokodé figureront parmi les victimes », a-t-il déclaré.

Ces défis sont relevés de diverses manières par les institutions religieuses et les ONG. À titre exemple, dans un environnement où les ressources allouées aux écoles sont insuffisantes, les écoles coraniques ont proliféré. Les organisations non gouvernementales ont également construit des écoles, et il est important que ces écoles aient les diplômes et le contenu nécessaires pour que les étudiants puissent acquérir les compétences requises pour affronter le marché du travail après l'obtention de leur diplôme.

En général, lorsque les populations sont confrontées à des problèmes sociaux, elles se tournent vers des organisations telles que la GIZ, Peace Corps et les ONG locales. Grâce à une sensibilisation réussie dans la région, les questions des mutilations génitales féminines (MGF) et de la violence faite aux enfants en général sont abordées. Par exemple, il existe un numéro vert permettant aux populations de dénoncer les violences faites aux enfants, et une organisation appelée « Creuset Togo » qui soutient les enfants accusés de sorcellerie et d'autres victimes. Enfin, il existe une bonne collaboration entre les confessions religieuses, les chefs religieux se réunissant régulièrement pour discuter des problèmes et de la manière de les résoudre.

---

<sup>231</sup> Togo First  
<https://www.togofirst.com/en/agriculture/2405-3225-togo->

[more-than-xof400-million-invested-in-the-construction-of-three-slaughterhouses](#)

## Sécurité

Les incidents de violence mortelle et criminelle sont relativement peu fréquents au Togo en général, et dans la région Centrale en particulier, par rapport aux autres pays de la région. Cependant, lors des manifestations de 2017-2018, plusieurs morts ont été enregistrées, notamment le meurtre de manifestants et le lynchage de deux soldats. La militarisation du maintien de l'ordre public à l'intérieur du pays a été notée par les personnes interrogées comme un moyen de dissuasion de la violence, mais aussi comme un exemple de moyen d'oppression parrainé par le gouvernement.

---

« Nous étions terrifiés et intimidés. Certains ont fui la ville. Je me suis moi-même enfui pendant un temps. Je ne suis pas politiquement actif, mais je suis allé dans mon village. Certains ne sont pas revenus. Ils ont peur de revenir. Même mon enfant de 3 ans est maintenant terrifié par les soldats. Il y a eu une grave rupture de confiance entre les populations et l'armée ainsi qu'entre les populations elles-mêmes ».

- *Groupe de discussion des hommes, Région Centrale*

---

Outre la violence politique, les conflits fonciers, à caractère parfois ethnique, constituent une autre vulnérabilité. À titre d'exemple, une personne interrogée a souligné les tensions croissantes entre une communauté Tem (Kotokoli) et les Kabyes. Dans la mesure où les tensions politiques et religieuses reposent sur les mêmes clivages ethniques, il existe un potentiel de renforcement mutuel des dynamiques de conflit qui pourrait connaître une escalade. « La question foncière pourrait donner lieu à une explosion, bien qu'elle soit encore latente », a-t-il déclaré.

La question des conflits entre agriculteurs et éleveurs constitue une vulnérabilité potentielle liée à la sécurité. Selon la loi togolaise, les éleveurs

sont autorisés à traverser le pays pendant les mois de janvier à mai, afin de ne pas interférer avec la période des récoltes. Cependant, en raison du changement climatique et d'un manque d'application de ces réglementations, l'on constate souvent des violations, qui pourraient donner lieu à des risques d'affrontements.

Enfin, la question de l'extrémisme violent est un sujet qui est revenu à plusieurs reprises dans les échanges comme constituant une menace potentielle. Dans la mesure où les populations se sentent non représentées politiquement, non protégées par les forces de sécurité et fragilisées économiquement, de nombreuses personnes interrogées craignent que certains jeunes soient susceptibles de se radicaliser, un risque qui pourrait être encore accru par les divisions ethniques, politiques et religieuses du pays.

Bien que les risques et vulnérabilités semblent élevés, le contexte sous-jacent est assez favorable à un environnement de paix et de sécurité. Si les populations font état d'un manque de confiance dans l'État de droit, en revanche la criminalité violente est assez faible. En dépit d'une fracture du tissu social qui pourrait autrement conduire à la violence de groupe, les personnes interrogées ont affirmé sans équivoque qu'il existe une forte cohésion sociale entre les différentes confessions. Comme l'a dit un jeune musulman, « Nous faisons la fête avec nos frères chrétiens ».

D'autres types de violence sont également sur une trajectoire positive. Selon un chef de quartier de la région Centrale, les violences sexuelles ont baissé grâce à la sensibilisation des organisations non gouvernementales comme Plan International. Une autre organisation dénommée Groupe de réflexion et d'action femme, démocratie et développement (GF2D) lutte également contre la violence à l'égard des femmes et il existe des groupes de discussion communautaires qui s'occupent de la violence à l'égard des femmes. Grâce à la sensibilisation, les femmes peuvent dénoncer de manière anonyme leurs conjoints en cas de violence domestique.

Le Bureau du Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) est une importante initiative gouvernementale qui œuvre à la promotion de la cohésion sociale et à la prévention des conflits. Enfin, il a été souligné que dans la région Centrale, les femmes ont également joué un rôle important dans la promotion de la paix en période de tension politique.

#### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Face aux nombreuses vulnérabilités et risques qui affectent les habitants de la région Centrale, il existe également des facteurs de résilience sociale et institutionnelle établis et fiables. Les personnes interrogées ont parlé du rôle important des institutions religieuses dans la région, en soulignant que les dirigeants musulmans et chrétiens ont travaillé ensemble pour promouvoir

l'harmonie et la paix interconfessionnelles. Les ONG et organisations donatrices opérant dans la région facilitent également le dialogue et les initiatives de consolidation de la paix, contribuant de manière positive à la résilience.

Les femmes de la région Centrale ont accès à des programmes de microfinancement, les jeunes peuvent bénéficier de dotations gouvernementales pour l'entrepreneuriat, et il existe un circuit établi de travail transfrontalier vers les pays voisins pour les personnes qui se trouvent dans l'impossibilité de trouver du travail au Togo pendant la saison sèche. La région a également fait de grands progrès en matière de sensibilisation aux questions relatives aux MGF, aux violences faites aux enfants et à la traite des enfants, ainsi qu'à d'autres formes de VBG, en mettant en place des mécanismes de dénonciation et de soutien afin d'identifier et d'aider les groupes vulnérables.

## Région de la Kara

La région de la Kara est située dans la moitié nord du Togo, au sud de la région des Savanes et au nord de la région du Centre. Elle abrite 769 940 Togolais, soit un peu plus de 12 % de la population, ce qui en fait l'une des régions les moins densément peuplées du pays. L'économie de la région de la Kara est principalement basée sur l'élevage et l'agriculture, les conflits entre agriculteurs et éleveurs étant un risque courant dans la région. Sur le plan démographique, l'ethnie Kabyè y est prédominante. Étant donné que la famille du président du Togo est originaire de cette région, et que les Kabyè sont perçus comme étant surreprésentés dans l'armée et l'administration publique au niveau national, il s'ensuit une dynamique contribuant au régionalisme Nord/Sud dans le pays. Malgré cet état de fait, le taux de pauvreté à Kara est de près de 70 % et l'indice de développement humain indique que l'éducation et la santé sont sous-développées dans Kara, ce qui suggère qu'il existe des possibilités de promotion de la résilience dans la région.





Vulnérabilités structurelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perception de corruption dans le système judiciaire ; manque de confiance dans le système judiciaire ; impunité</li> <li>• Perception de corruption et de népotisme dans la structure politique ;</li> <li>• Sous-représentation des femmes aux postes de décision ;</li> <li>• Répartition inégale des ressources et disparités en matière d'infrastructures, en particulier le long de la ligne de partage nord-sud ;</li> <li>• Changement climatique et pressions environnementales ;</li> <li>• Questions relatives au régime foncier ;</li> <li>• Chômage des jeunes ;</li> <li>• Faiblesse des infrastructures et des services sociaux, notamment hôpitaux mal équipés, routes en mauvais état et accès limité à l'eau potable.</li> </ul>
Risques liés aux événements	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élections présidentielles de 2020 ;</li> <li>• Insécurité alimentaire ;</li> <li>• Criminalité, en particulier la traite des enfants, la contrebande et la vente de carburant frelaté.</li> </ul>
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mécanismes alternatifs de règlement des litiges ;</li> <li>• Campagnes de sensibilisation sur les droits des femmes ;</li> <li>• Projets de réduction de la pauvreté et d'amélioration des infrastructures par les OSC, les ONG, les OI et le gouvernement.</li> <li>•</li> </ul>

## État de droit

Alors qu'une seule personne interrogée a fait état d'un niveau général de confiance dans le système judiciaire, les perceptions de la structure judiciaire formelle étaient largement négatives, principalement en raison de la corruption politique perçue. Bien que les personnes interrogées aient reconnu les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption, notamment avec la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA),<sup>232</sup> elles ont relevé le climat omniprésent d'impunité, la partialité en faveur des riches et le manque perçu d'impartialité dans les processus d'adjudication qui a sapé la confiance du public dans le système judiciaire comme des vulnérabilités dans la structure de l'État de droit de la région.

<sup>232</sup> Haute Autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HAPLUCIA) <http://www.haplucia-togo.org/>

« Depuis 5 ans, les populations aspirent à l'alternance. L'absence de réformes constitutionnelles ne renforce pas la transparence à tous les niveaux. Le parti au pouvoir dispose de plus de ressources et l'opposition n'est pas organisée. La représentativité de l'opposition est faible. Lors de la crise de 2017, la protestation publique contre le pouvoir dans la ville de Kara a été rapidement dispersée ».

- Chef religieux, Région de la Kara

Au-delà du cadre formel des tribunaux, les habitants de la région de la Kara ont trouvé d'autres moyens de régler leurs différends. Pour

les questions mineures (et parfois les litiges fonciers), les gens se tournent vers les chefs traditionnels, les chefs religieux et les personnes ressources.

En outre, étant donné les perceptions de partialité du système judiciaire, les participants au travail de terrain ont relevé que les populations s'en remettent de plus en plus à la police et à la gendarmerie. En conséquence, elles s'abstiennent de recourir à la justice populaire. En outre, les personnes interrogées ont noté que les droits des femmes sont de plus en plus respectés, les autorités ayant prouvé leur volonté d'intervenir lorsque les droits sont violés.

Pour les personnes interrogées, un autre mécanisme qui permet de remédier aux lacunes du système judiciaire formel est le Haut-Commissariat pour la réconciliation et le renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), qui a été créé sur recommandation de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR).<sup>233</sup> Selon les personnes interrogées dans la région de la Kara, le HCRRUN a indemnisé les victimes d'injustice.

### **Politique et gouvernance**

Toutefois, les troubles qui précèdent l'élection présidentielle de 2020 constituent une préoccupation largement partagée. Compte tenu des événements de la crise politique de 2017-2018, qui a été déclenchée par les appels renouvelés à une réforme constitutionnelle et au rétablissement de la limitation des mandats présidentiels, les personnes interrogées ont exprimé des craintes quant à l'éventualité de manifestations violemment réprimées, d'autant plus que les pourparlers menés par la CEDEAO n'ont pas réussi à faire converger les positions du gouvernement Gnassingbé et de la coalition de l'opposition C-14.

Bien que les femmes de la région aient historiquement joué un rôle important dans la

conduite de campagnes de sensibilisation sur des questions liées à la citoyenneté, à la participation politique et à la promotion de la paix, les personnes interrogées ont noté que les femmes sont toujours sous-représentées aux postes de prise de décisions. Les participants au travail de terrain ont également identifié des structures de décentralisation inefficaces, la corruption et le népotisme perçus comme d'autres sujets de préoccupation. Comme l'a expliqué l'une des personnes clés interrogées, « Lorsqu'il y a un concours, les ministres et les autorités proposent des noms qui sont sélectionnés. Au niveau du recrutement dans les forces armées, les généraux font appel à leurs connaissances. »

Malgré les risques susmentionnés liés aux élections de 2020 et au souvenir des manifestations de 2017-2018, les participants ont cité la mobilisation des organisations de la société civile (OSC) comme une source de résilience en réponse à l'éventualité de troubles politiques. En outre, le rôle historique des femmes dans l'apaisement des tensions politiques dans la région et le fait que la région de la Kara ait connu moins de manifestations que les autres régions en 2017, sont considérés comme des facteurs de résilience potentiels.

### **Économie et ressources**

Les participants au travail sur le terrain ont identifié l'incapacité à investir dans des activités génératrices de revenus, en raison de la pauvreté et de l'accès limité au crédit ; le fait pour les populations de s'adonner de plus en plus à la traite des enfants à cause de la pauvreté ; et la hausse des prix des matières premières (en particulier du pétrole) comme étant les principales vulnérabilités économiques. Les personnes interrogées ont décrit comment la hausse des prix des produits de base a affecté le pouvoir d'achat des habitants et a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire, les gens étant incapables de s'offrir trois repas par jour. Des problèmes économiques spécifiques aux

---

<sup>233</sup> Prof. Sarkin Jeremy J.  
<https://nsuworks.nova.edu/pcs/vol24/iss1/2/>

jeunes ont également été notés lors du travail sur le terrain. Selon les participants au travail sur le terrain, la persistance du chômage des jeunes dans la région a entraîné une augmentation de la migration vers le Nigeria et la Côte d'Ivoire pour de meilleures opportunités, ainsi qu'un recours aux activités économiques illicites, telles que la contrebande et le commerce de carburant frelaté.

Les préoccupations concernant l'état de l'économie peu diversifiée de la région, dominée par le commerce, l'agriculture et l'élevage, tournaient autour de l'accès limité aux marchés locaux et régionaux, qui était attribué au mauvais état des routes. Les activités économiques de la région sont en outre mises à mal par les effets du changement climatique. L'irrégularité des précipitations a été citée comme l'une des principales causes des faibles rendements agricoles, de l'insécurité alimentaire (également due à la fluctuation des prix) et des faibles revenus des agriculteurs. Selon les personnes interrogées à Kara, l'impact de l'insécurité climatique sur la productivité agricole, associé à un accès limité au crédit, a conduit les agriculteurs dans un cycle de pauvreté.

En outre, les personnes interrogées ont indiqué que les questions liées au régime foncier, dans le contexte de l'économie agricole de la région, continuent d'être une vulnérabilité permanente dans toute la région de la Kara. Plus précisément, les participants ont cité la persistance de la double vente, les conflits de délimitation et le prix de plus

---

« Sur dix affaires portées devant les tribunaux, huit sont liées au foncier étant donné qu'il existe un phénomène de double vente, davantage dans la ville de Kara. Les populations considèrent que la terre est devenue une source de revenu ».

- Chef religieux, Région de la Kara

---

<sup>234</sup> Togo First <https://www.togofirst.com/en/finance/1909-1630-togo-at-june-30-2018-the-national-fund-for-inclusive-finance-had-raised-cfa30bn-from-state-and-lenders>

en plus élevé des terres, qui ne sont accessibles qu'aux élites.

Enfin, les perceptions de disparités en matière d'infrastructures le long de la ligne de démarcation nord-sud et de répartition inégale des ressources étaient courantes. Comme l'a exprimé une personne interrogée, « il existe une inégalité dans le partage des ressources du pays qui est riche. L'exploitation de l'or à Bandjeli en est un exemple. À Pya, dans le village natal du président de la République, vous verrez des huttes, des maisons délabrées, ce qui est difficile à croire. Il y a un mécontentement parce que le Sud semble plus développé. Nous ne comprenons pas le retard du développement local. »

Malgré ces défis, les habitants de la région de la Kara ont trouvé les moyens de faire face aux pressions liées à ces difficultés économiques. Les initiatives communautaires, notamment l'organisation des jeunes et des femmes en groupes d'épargne et de crédit et la formation des jeunes au travail indépendant et à l'entreprenariat par plusieurs associations, constituent quelques exemples de pistes de solution. En outre, on a répertorié des mesures de résilience sous la forme d'initiatives gouvernementales telles que le Fonds national de financement inclusif (FNFI), qui accorde aux femmes un meilleur accès à la terre grâce à un système de prêts renouvelables et qui se targue d'un taux de recouvrement des prêts de 93 %<sup>234</sup>.

Le rôle de l'ANSAT dans la résolution des problèmes liés à la sécurité alimentaire a également été souligné. L'agence achète des céréales sur le marché pendant la récolte pour les stocker lorsque les prix sont bas. Pendant la saison sèche, lorsque les prix sont à la hausse, elle libère les céréales stockées sur le marché pour accroître l'offre. Ce faisant, le prix retombe à un niveau abordable, ce qui permet à un plus grand nombre

de personnes d'acheter la nourriture dont elles ont besoin malgré les niveaux de production plus faibles.

Des mesures de résilience liées à des projets de développement dans la région ont également été identifiées. En particulier, les personnes interrogées ont parlé des puits forés par le gouvernement et des organisations à but non lucratif telle Peace Corps et Water Charity. Pour les personnes interrogées, ces forages ont contribué à atténuer les pénuries d'eau.

### **Population et démographie**

Les questions démographiques relatives aux femmes et aux filles faisaient largement l'objet de sentiments de satisfaction. Les personnes interrogées ont notamment fait état d'une diminution des mariages précoces, due à une hausse de la scolarisation des filles, de l'efficacité de l'éducation sexuelle qui a permis de réduire la prévalence des grossesses précoces, de la diminution de la violence basée sur le genre, du rôle du service des affaires sociales de Kara dans la création d'espaces sûrs pour les victimes de violence basée sur le genre et d'une diminution des cas de mutilations génitales féminines (MGF). Toutefois, les participants ont noté que la marginalisation des femmes dans la prise de décision au sein du foyer, due à leur accès limité à la terre et au crédit, constitue une préoccupation constante.

Les personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude concernant les structures de services sociaux de la région, et plus particulièrement la disparité dans la répartition des services sociaux par le gouvernement. Les perceptions de partialité dans la répartition des services sociaux liés à la santé, en particulier selon des critères régionaux, étaient courantes. Au cours d'un entretien avec un informateur clé, une personne interrogée a décrit comment les hôpitaux et les centres de santé mal équipés de la région de la Kara ont poussé les populations à rechercher des services médicaux à Lomé et au Bénin voisin. En outre, les personnes

interrogées ont noté comment la vulnérabilité croissante de la population a un impact sur le système d'infrastructure déjà faible, ce qui a pour effet de disperser davantage les ressources déjà rares. Parmi les autres sujets de préoccupation, citons les mauvaises conditions sanitaires et l'accès limité à l'eau potable.

Malgré la faiblesse du secteur des services sociaux de la région, les personnes interrogées ont reconnu la présence d'initiatives menées sous la conduite du gouvernement et des ONG dans les domaines de l'éducation et de la santé. Dans le premier cas, les personnes interrogées ont parlé de la gratuité de l'enseignement primaire dans le pays, de la mise à disposition de fournitures scolaires par des ONG telles que Compassion International et de la présence de cantines scolaires, qui bénéficient de dons de nourriture de la part de bienfaiteurs. En ce qui concerne le dernier point, si les personnes interrogées ont relevé les faiblesses du Centre hospitalier régional (CHR), elles ont reconnu que la présence de centres hospitaliers était plus importante que les critiques portées par certaines régions du pays. Afin d'impliquer davantage les citoyens dans la communauté nationale, les églises ont invité les dirigeants du gouvernement à assurer la sensibilisation au Plan national de développement (PND) : un plan visant à moderniser les infrastructures et à faire du Togo un centre logistique et commercial pour l'avenir.

Les personnes interrogées ont également fait état d'un plus grand sens de la communauté malgré les conflits entre éleveurs et agriculteurs, et d'autres groupes indigènes. En outre, selon les personnes interrogées, l'impact des troubles politiques de 2017-2018 sur la cohésion sociale était négligeable, un participant a déclaré ceci : « La crise sociopolitique de 2017 n'a pas eu de véritable impact sur la cohésion sociale. Tout va bien dans la région ».

### **Sécurité**

Les personnes interrogées dans la région de la Kara ont fait état d'un niveau général de confiance

dans le rôle du personnel de sécurité pour assurer la sécurité des habitants. Pour ces personnes interrogées, la présence des forces de sécurité a été rassurante.

La principale préoccupation en matière de sécurité dans la région de la Kara était centrée sur le rôle de la transhumance dans la promotion de l'insécurité. Étant donné la rareté des terres arables en raison des pressions liées au changement climatique, les éleveurs ont de plus en plus négligé les itinéraires de transhumance et ont commencé à entrer plus tôt et à rester plus tard qu'ils ne l'ont fait traditionnellement, ce qui a accru les tensions avec les agriculteurs. Selon les personnes interrogées, ces conflits entre agriculteurs et éleveurs ont une dimension ethnique et religieuse, car la plupart des éleveurs nomades sont des musulmans Fulanis, ce qui affecte les relations entre les agriculteurs locaux et les Fulanis sédentaires qui vivent en bon voisinage depuis des générations.

Au nombre des autres menaces à la sécurité identifiées par les participants dans la région de la Kara, figurent les attaques contre les transports publics, citées comme étant fréquentes dans les zones rurales, les cambriolages, les vols et les accidents de la route. Les participants au travail sur le terrain, notant le lien entre le chômage des jeunes et la criminalité, ont parlé de l'implication prononcée des jeunes adultes dans la consommation de drogues.

Enfin, si les personnes interrogées sur le terrain ont soutenu que la région n'était pas vulnérable à la menace du terrorisme, elles ont aussi expliqué

comment les idées préconçues sur le rôle des musulmans dans les actes terroristes dans la région et au niveau international ont détérioré les relations entre musulmans et chrétiens.

Les mesures sociales et institutionnelles énumérées pour contrer l'instabilité inhérente aux vulnérabilités ci-dessus intègrent l'Organisation régionale et sous-régionale de la communauté Peuls (ORESCOP), qui travaille sur les conflits interethniques impliquant les Peuls ; et les initiatives de promotion de la paix des chefs de district et traditionnels et des chefs religieux. Comme l'a raconté une personne interrogée, « une personne a été tuée dans le canton de Kpezindé. Suite à l'accusation portée par un village sur un autre, le préfet a demandé aux pasteurs de discuter avec les membres des deux villages pour éviter la confrontation ».

#### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Malgré les risques et les vulnérabilités évoqués, la région de la Kara présente plusieurs facteurs de résilience qui ont contribué à atténuer ces difficultés. Les informateurs ont souligné l'importance des mécanismes alternatifs de résolution des conflits, offerts par les chefs traditionnels et les chefs religieux, dans la gestion des conflits. Les ONG, les OSC, les OI et le gouvernement ont été reconnus à plusieurs reprises pour leurs efforts visant à réduire la pauvreté, en particulier celle des femmes et des agriculteurs, et à améliorer les infrastructures. En outre, le gouvernement et les ONG ont été jugés positivement pour leurs efforts de sensibilisation de la population à la violence basée sur le genre.

## Région Maritime

Le Togo est un pays de forme allongée et étirée qui, du Nord au Sud, a un littoral de 56 km ouvert sur la Baie du Bénin. Environ 40 % de la population totale du pays vit autour de cette étroite côte, sur les 11 % de terres qui constituent la région Maritime<sup>235</sup>. Les gens sont attirés dans cette région par les infrastructures, les services et les marchés qui permettent un niveau de vie plus élevé que dans les régions du nord du pays. La capitale, Lomé, est située dans la région Maritime et représente à elle seule plus de 10 % de la population totale du pays. Les principaux groupes ethniques de la région Maritime sont les Ewé et les Guin<sup>236</sup>, qui partagent un héritage culturel et linguistique commun avec leurs homologues du Ghana et du Bénin. À l'instar de la plupart des Togolais vivant dans le Sud, les habitants de la région Maritime pratiquent principalement le christianisme<sup>237</sup>. Les activités économiques comprennent l'élevage, la pêche et la culture du maïs, du manioc, de l'igname et du niébé<sup>238</sup>. La région Maritime possède également l'une des plus grandes réserves de phosphate d'Afrique subsaharienne. Les défis environnementaux comprennent l'érosion côtière, les inondations et la pollution des voies d'eau.

En tant que capitale administrative, elle est également le lieu de l'activité politique et a donc subi des pressions pendant les périodes de protestation, comme cela s'est produit au début des années 90 lors du passage d'un parti unique à un système multipartite, en 2005 après la mort d'Eyadéma Gnassingbé, en 2015 après les élections et, plus récemment, en 2017-2018, lorsque les manifestants ont exigé des réformes constitutionnelles à l'approche des élections législatives.



<sup>235</sup> Banque africaine de développement  
<https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VTopCountry/show/TG>

<sup>236</sup> Ministère des Affaires étrangères du Togo  
<http://www.african-union-togo2015.com/en/togo/about>

<sup>237</sup> Office de promotion de la démocratie du Département d'État des États Unis  
<https://www.state.gov/reports/2016-report-on-international-religious-freedom/togo/>

<sup>238</sup> Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo

<b>Vulnérabilités structurelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Densité de la population</li> <li>• Politisation et Perception de corruptions du système judiciaire</li> <li>• Manque de confiance dans les forces de sécurité</li> <li>• Accès insuffisant à la justice, en particulier dans les zones rurales</li> <li>• Manque d'opportunités économiques pour les jeunes</li> <li>• Érosion côtière</li> <li>• Pollution de l'eau et de l'air</li> <li>• Migration vers les centres urbains</li> <li>• Infrastructure de piètre qualité</li> </ul>
<b>Risques liés aux événements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élections de 2020 et risque de nouvelles manifestations violentes</li> <li>• Répression violente des manifestants par les forces de sécurité</li> <li>• Affrontements entre les jeunes et la police au sujet de la vente illicite de carburant</li> <li>• Violence basée sur le genre</li> <li>• Vol de bétail</li> </ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutions religieuses et traditionnelles qui s'efforcent de réduire les tensions entre différents groupes.</li> <li>• Organisations de la société civile qui apportent leur soutien à l'accès aux systèmes judiciaires, notamment le CACIT, le WANEP, l'Association des Chrétiens pour l'abolition de la torture au Togo (ACAT-Togo), le Conseil épiscopal Justice et Paix (CEJP-Togo), la Concertation nationale de société civile (CNSC) et le Réseau paix et sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO (REPSFECO-Togo).</li> <li>• « Comités de vigilance » communautaires</li> </ul>

### État de droit

Les défis dans le domaine de l'État de droit soulignés par les personnes interrogées comprennent la perception d'un manque d'indépendance, la politisation de la justice et un manque de confiance populaire dans les forces de sécurité.

La liberté d'expression est parfois restreinte, surtout en période de troubles politiques. D'autres ont cité la corruption au sein du système judiciaire, en particulier dans les cas de litiges fonciers. Dans les zones rurales, l'accès à la justice a été mentionné comme une faiblesse, notamment parce que les pauvres des villages (en particulier les veuves) n'ont pas toujours les moyens de se rendre en ville où sont basées les institutions de justice, ou ont l'impression de ne pas être entendus de manière équitable lorsqu'ils y

parviennent. Dans le contexte d'un manque de confiance dans le système judiciaire, il arrive que les gens se fassent justice en recourant à la justice populaire.

Pour atténuer ces difficultés, les organisations de la société civile, telles que le Collectif des associations contre l'impunité au Togo (CACIT), jouent un rôle important. Comme l'a dit l'une des personnes interrogées, « Il y a quatre ans, nous sommes allés au tribunal d'Aného pour plaider la cause de certaines personnes qui étaient détenues sans procès. Nous leur apportons également de la nourriture et nous organisons des activités pour elles. » Il existe également des initiatives de la société civile visant à protéger les droits des personnes vulnérables telles que les enfants, les femmes, les personnes handicapées, les albinos, etc.



La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) travaille également à l'amélioration de la condition des détenus. Certaines personnes ont également cité le rôle des chefs traditionnels qui adressent des pétitions au gouvernement en cas de problèmes, bien que d'autres estiment que la chefferie est parfois perçue comme ayant été compromise parce que politisée.

Pour résoudre les conflits, les gens se tournent souvent vers l'Église catholique ou les autorités traditionnelles. Les cas de viol sont également fréquents, en particulier dans la cellule familiale où la stigmatisation empêche souvent de rendre des comptes.

---

« Les chefs de village et le chef de canton interviennent également dans la résolution des problèmes. Lorsqu'il survient des conflits dans la communauté, les gens ont tendance à faire appel aux dirigeants. C'est lorsque le problème est grave qu'ils saisissent la police ou la gendarmerie »

- *Leader des femmes, région Maritime*

---

Le Haut-Commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN), créé sur recommandation de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), a formulé des recommandations pour résoudre les problèmes de violence politique de 1958 à 2005. Cette plateforme pourrait servir de base pour traiter des griefs plus récents.

### **Politique et gouvernance**

La région Maritime, la plus peuplée, et Lomé, la capitale administrative, sont en proie à des controverses politiques périodiques depuis les années 90. Plus récemment, en 2017-2018, des protestations ont éclaté au sujet de la réforme constitutionnelle et du calendrier ainsi que du processus entourant les élections législatives. Les

protestations ont atteint une ampleur telle que le président ghanéen Nana Akuffo-Addo et le président guinéen Alpha Condé ont été désignés comme médiateurs officiels de la CEDEAO pour aider à résoudre la crise. Insatisfaits de la feuille de route et des recommandations, une coalition de 14 partis d'opposition (appelée C-14) a boycotté les élections législatives de décembre 2018. Après les élections, les protestations se sont calmées. Toutefois, certains s'inquiètent de la possibilité de nouvelles manifestations à l'approche des élections nationales de 2020, ainsi que de la crédibilité et de la transparence de ces scrutins, compte tenu de la division et de la méfiance persistantes dans l'espace politique. D'autres estiment que l'opposition est tellement découragée et « a rendu les armes » après l'expérience de 2018, qu'elle ne montera pas une campagne aussi agressive qu'auparavant pour influencer le processus. Outre les boycotts, la question de la participation à la vie politique pose d'autres problèmes, notamment le rôle des femmes et des jeunes en politique. Néanmoins, le Togo a une plus grande représentation de femmes au Parlement que la plupart des autres pays de la région, et a récemment élu Yawa Tsegan, première femme à la présidence du Parlement en janvier 2019.

Nombreux sont ceux qui, dans la région, font preuve d'un optimisme prudent en pensant que la décentralisation, à partir des élections locales de juin 2019, contribuera à promouvoir un sentiment de confiance et de responsabilité dans le leadership, ainsi qu'à donner aux représentants locaux le mandat et les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de leurs électeurs.

La chefferie est une autre institution de gouvernance où les femmes ont gagné en importance. Le chef Ahuanwoto Lawson, roi d'Aného, a reconnu que les femmes sont moins représentées que les hommes en politique et dans les organes de décision, mais a ajouté : « Avant le début de mon règne, les femmes ne pouvaient pas servir de conseillères à la cour royale. Depuis



2002, avec mon règne, les femmes peuvent désormais le faire. Peu à peu, elles accéderont à la chefferie. »

La société civile et les médias jouent un rôle important dans la vie sociopolitique en ce qui concerne l'information de la population et le plaidoyer sur certaines questions. Lors de la Journée internationale de la femme, par exemple, des femmes de différents villages de la préfecture se sont réunies à Aného pour être sensibilisées à l'importance de leur rôle et à la nécessité de participer aux aspects sociaux et politiques de la vie publique dans leur communauté.

### Économie et ressources

Dans un petit pays agricole dont la position commerciale sur le marché mondial est faible, la pauvreté et le chômage des jeunes constituent des défis à relever, même dans la capitale. Depuis les années 90, l'économie du Togo est à la traîne par rapport à celle de pays comparables, comme le Bénin voisin. Pourtant, dans l'ensemble, le PIB par habitant s'est progressivement amélioré depuis le début des années 2000,<sup>239</sup> et la pauvreté est passée de 61,7 % en 2006 à 55,1 % en 2015. Les femmes de la région Maritime exercent des activités commerciales, telles que la vente de légumes, de volaille et de petits ruminants, et se rendent parfois dans la région Centrale pour acheter des produits et les exporter au Burkina Faso. Les jeunes conduisent des motos-taxis. Nombre d'entre eux sont employés comme fonctionnaires dans le secteur public. Pourtant, dans la région Maritime, où la densité de population est élevée et où les impacts environnementaux de l'industrie et de l'exploitation minière se font sentir, des personnes interrogées telles que le chef Ahuanwoto Lawson, roi d'Aného, ont cité une insuffisance de poissons dans la mer et la lagune, et de terres arables pour l'agriculture.

---

<sup>239</sup>Banque mondiale  
<https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.NAHC?locations=TG>

Un autre défi environnemental fréquemment évoqué par les personnes interrogées concerne les inondations et l'érosion côtière. Les problèmes de népotisme dus à l'appartenance régionale ou politique exacerbent les inégalités. Nombreux sont ceux qui éprouvent des difficultés à accéder au financement en raison des taux prohibitifs pratiqués par les banques. Dans ce contexte, de nombreux jeunes ont recours au trafic illicite, par exemple, le transport illégal de carburant en provenance du Bénin et du Nigeria, bien qu'il n'existe souvent aucun mécanisme pour faire respecter l'interdiction de cette activité, ou restent simplement sans emploi. Parmi les autres activités illicites, l'on peut citer la double vente de terres entraînant des conflits de propriété qui ne sont pas toujours résolus par les tribunaux de manière impartiale et légitime.

La redynamisation de l'exploitation du phosphate dans la région, qui est utilisé comme engrais, constitue un domaine de croissance potentielle. La région Maritime possède l'une des plus grandes réserves de phosphate de l'Afrique subsaharienne. Historiquement, le pays était l'un des plus grands producteurs mondiaux avant la fin des années 90, quand l'exploitation du minerai s'est faiblie. Toutefois, une récente poussée des investissements laisse présager une augmentation probable des emplois et des revenus<sup>240</sup>. Outre l'opportunité économique, il faut également gérer les impacts environnementaux potentiels, une préoccupation exprimée par de nombreuses personnes interrogées qui dépendent de l'agriculture et de la pêche pour leur subsistance. L'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) et celle dénommée « Publiez ce que vous payez » (PCQVP) sont en place pour aider à promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles, mais ces mécanismes devraient être davantage axées sur le social en faveur des communautés touchées pour un impact maximal.

<sup>240</sup> The Africa Report  
<https://www.theafricareport.com/2030/mining-phosphate-the-green-ore-glimmers/>

Au niveau des ménages, les personnes confrontées à des difficultés financières se tournent vers les églises, les mosquées, les membres de leur famille ou leurs voisins pour bénéficier d'un soutien. Les populations se tournent également vers les institutions de microfinance pour obtenir des prêts. À titre d'exemple, l'État a mis en place un programme de financement inclusif pour accorder des microcrédits aux femmes et aux jeunes. Les femmes organisent également des tontines afin de mettre en commun leur argent pour l'investir.

### **Population et démographie**

Les défis mentionnés par les personnes interrogées concernaient les pressions environnementales (érosion côtière, inondations, manque de terres arables et pollution), la santé et les maladies (malaria et choléra), le manque d'eau potable et les grossesses chez les adolescentes. Ces pressions ont un impact négatif sur les moyens de subsistance, et sur les femmes et les jeunes en particulier.

De nombreux jeunes, par exemple, ont toujours gagné leur vie grâce à l'extraction commerciale du sable (qui a été interdite en raison de ses effets sur l'érosion côtière parce qu'endommageant les routes et les propriétés) et à la pêche. La pêche aurait également été affectée par la pollution, notamment en raison des effets de l'exploitation des phosphates, qui connaît une recrudescence des investissements. Cette résurgence pourrait être une bénédiction économique et accroître les recettes de l'État. Les infrastructures et les services sont relativement dépassés dans le secteur maritime en raison de la densité de la population dans le sud du pays. Des jeunes d'autres régions du pays s'installent à Lomé dans l'espoir de trouver un emploi dans le secteur de la construction ou pour exercer l'activité de chauffeurs de taxi à moto. Une femme qui fait partie de ces migrants ruraux/urbains a déclaré dans un groupe de discussion : « ils manquent de logement et dorment très souvent dans les gares

et les marchés. Ce mouvement d'exode rural a des conséquences, notamment le manque de main-d'œuvre agricole (dans les zones rurales). »

Les services sont moins accessibles aux habitants des zones rurales de la région Maritime. Toutefois, les pressions sociales qui peuvent en découler sont atténuées par des efforts de dialogue et de collaboration intercommunautaires et interconfessionnels. Comme l'a déclaré un responsable de la sécurité, « les groupes religieux entretiennent des relations harmonieuses. Le 27 avril, jour de l'indépendance du Togo, les confessions religieuses se réunissent. Elles ne veulent pas ouvrir la voie à une division qui pourrait affaiblir cette harmonie. » La société civile et les chefs traditionnels contribuent à la protection des enfants vulnérables, notamment la fondation du roi Nana Ane Ohiniko Quam-Dessou XV, qui construit des écoles et apporte un soutien financier à Aného.

### **Sécurité**

Bien que la présence des services de sécurité soit plus forte dans la région Maritime que dans certaines autres régions du pays, les personnes interrogées ont souligné quelques préoccupations, principalement le risque de violence politique/électorale et d'extrémisme violent. Plusieurs ont fait remarquer que la violence politique/électorale est davantage un phénomène historique qu'une réalité actuelle, en particulier au cours des années 90 et en 2005. Mais certains ont estimé que l'espace public était assez polarisé et qu'il y avait un sentiment de méfiance prédominant à l'égard des forces de l'ordre en ce qui concerne les questions politiques. Selon une personne interrogée, « c'est à l'approche des élections que les gens ont peur. Il y a toujours de la violence, surtout lors du décomptage des votes. »

En ce qui concerne l'extrémisme violent, aucun incident terroriste n'a jusqu'ici été enregistré au Togo. Toutefois, les conditions sont préoccupantes selon certains, notamment en raison des frustrations économiques de certains groupes, des

protestations politiques et du sectarisme dans la région au sens large. Comme l'a déclaré un responsable de la sécurité, « la population ne s'inquiète pas de la menace terroriste ... mais il y a un risque. ... la vigilance s'impose. » Compte tenu de ces préoccupations, les événements de 2018 durant lesquelles plusieurs mosquées ont été vandalisées dans le nord de Lomé, où de nombreux Togolais du nord se sont installés n'ont pas arrangé la situation. Le Réseau des défenseurs des droits de l'homme d'Afrique de l'Ouest a publié une déclaration condamnant ces attaques.<sup>241</sup> Pour contrer le potentiel de l'extrémisme violent, il faudra plus que de la surveillance, des patrouilles frontalières et le contrôle des flux financiers en provenance de l'étranger. Les chefs religieux et communautaires jouent un rôle important dans la promotion de la paix.

Ces acteurs sont essentiels à une gestion efficace des conflits dans toute une série de domaines. Par exemple, une chose qui a été mentionnée dans chaque région est la vente illégale de carburant frelaté par des jeunes. À un certain moment, dans la région Maritime, cela aurait conduit à des affrontements avec la police. Cependant, comme l'a dit une personne interrogée, « la situation s'est calmée depuis deux ans suite à une intervention du Roi de Guin », qui a adressé une pétition au gouvernement au nom de la communauté.

Parmi les autres problèmes de sécurité mentionnés par les personnes interrogées figurent les cas de viols (qui seraient « très fréquents ») et les cas de vols (qui ne le sont pas). Le vol de bétail a été cité comme une vulnérabilité. Une personne interrogée a déclaré que lorsque le gouvernement a interdit la collecte de sable en raison de problèmes d'érosion côtière, certains jeunes se sont tournés vers d'autres formes de criminalité.

La situation sécuritaire générale dans le secteur maritime est toutefois relativement bonne, même si les agences de sécurité devraient bénéficier d'une augmentation des ressources matérielles, financières et humaines. Les femmes sont sous-représentées dans l'armée ; l'augmentation du nombre de femmes soldats et le renforcement de l'engagement communautaire permettraient de remédier à certaines des vulnérabilités mentionnées par les personnes interrogées. En attendant, pour combler le vide, une personne interrogée a souligné le rôle des efforts de sécurité communautaire : « Pour faire face à la pénurie d'agents de sécurité, des comités de vigilance ont été mis en place sous l'autorité des chefs traditionnels. Ce sont les scouts. Lorsqu'il s'agit de patrouiller, les scouts, par exemple, effectuent des rondes pendant la nuit. »

#### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Malgré les vulnérabilités soulignées ci-dessus, la région Maritime dispose de plusieurs capacités de résistance qui atténuent les risques. La participation des groupes religieux au processus de paix est une résilience qui contribue à la fois à réduire les tensions intercommunautaires et à combattre l'extrémisme. En outre, les personnes interrogées ont cité plusieurs dispositifs de sécurité communautaire, qui comblent les lacunes laissées par la police. Les populations ont également évoqué les groupes de la société civile - notamment ICACIT, WANEP, ACAT, CEJP-Togo, REPSFECO, et d'autres, - qui aident les individus à accéder au système judiciaire. Les résiliences économiques comprennent les institutions de microfinance du gouvernement, mais les individus ont également souligné la volonté des groupes communautaires, des voisins et des églises de fournir une assistance économique.

---

<sup>241</sup> Réseau des défenseurs des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest <http://www.westafricadefenders.org/wp->

## Région des Plateaux

La région des Plateaux est située au nord de la région Maritime et au sud de la région Centrale. Elle est la deuxième région la plus peuplée du Togo, où vivent 1 375 165 Togolais,<sup>242</sup> dont une majorité de chrétiens.<sup>243</sup> Les groupes ethniques prédominants sont les Akposso, les Ifè, les Kabyè, les Ewé et les Kotokoli<sup>244</sup>. Le taux de pauvreté dans la région des plateaux est de 64,7 %<sup>245</sup>. L'économie des Plateaux est principalement basée sur l'agriculture, avec 58 % de la population en âge de travailler employée principalement dans l'agriculture<sup>246</sup>. La région des plateaux cultive 85 % des plants de café et de cacao<sup>247</sup> du pays. En plus de l'agriculture, la région abrite le principal centre de formation artistique situé dans la ville de Kpalimé<sup>248</sup>. Cette région subit principalement la pression d'un manque d'investissements, du changement climatique qui perturbe les températures et les précipitations, et de la combinaison d'une mauvaise tenue des registres et d'une corruption omniprésente qui alimente les conflits fonciers.



<sup>242</sup> Direction générale des statistiques et de la comptabilité nationale <http://togo.opendataforafrica.org/#>

<sup>243</sup> Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du Département d'État des États-Unis <https://www.refworld.org/country,,USDOS,,TGO,,59b7d82fa,0.html>

<sup>244</sup> Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières du Togo <https://unfccc.int/resource/docs/napa/tgo01f.pdf>

<sup>245</sup> Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale du Togo

<http://togo.opendataforafrica.org/TGPVS2016/poverty-statistics-of-togo-2011?povertylevel=1000010>

<sup>246</sup> Groupe de la Banque mondiale <http://documents.worldbank.org/curated/en/179631474899157168/pdf/Togo-SCD-Final-2016-09222016.pdf>

<sup>247</sup> Ibid.

<sup>248</sup> Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo <https://unfccc.int/resource/docs/napa/tgo01f.pdf>

<b>Vulnérabilités structurelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perceptions de corruption et de préjugés dans le système judiciaire</li> <li>• Manque d'autonomie des structures gouvernementales locales, perception d'une ingérence de l'État</li> <li>• Politisation perçue des représentants nommés</li> <li>• Sous-représentation des femmes et des jeunes dans les espaces politiques</li> <li>• Chômage des jeunes</li> <li>• Manque d'infrastructures et de services de base</li> <li>• Changement climatique</li> <li>• Manque d'investissements, en particulier dans les zones rurales</li> <li>• Conflits fonciers</li> <li>• Corruption</li> <li>• Violence contre les femmes et les filles</li> <li>• Frontières poreuses</li> </ul>
<b>Risques liés aux événements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élections présidentielles de 2020</li> <li>• Transhumance</li> <li>• Terrorisme</li> <li>• Conflits de chefferie</li> </ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Programmes nationaux et internationaux de crédit et de microfinance, en particulier MIFA et FNFI</li> <li>• Défense de la paix par des sermons et des comités de paix</li> <li>• OSC menant des actions de sensibilisation auprès des femmes</li> <li>• Mécanismes alternatifs de règlement des litiges offerts par les prêtres traditionnels et les comités de transhumance</li> <li>• Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale.</li> </ul>

### État de droit

La lenteur des procédures d'arbitrage, le climat d'impunité généralisé, la perception de la corruption politique, l'absence d'impartialité et le manque d'indépendance judiciaire ont été identifiés comme des facteurs qui nuisent à l'État de droit dans la région. Comme l'a expliqué une personne interrogée, « j'ai beaucoup d'amis qui veulent bien faire leur travail dans le système judiciaire mais il y a une pression qui les empêche d'aller jusqu'au bout. La pression vient du gouvernement. »

Le rôle du système judiciaire dans la résolution des problèmes fonciers du pays a été une grande

---

« Les magistrats au Togo sont souvent à l'origine de l'existence et de l'exacerbation de nombreux litiges fonciers. »

- *Responsable administratif, Kpalimé, région des Plateaux*

---

source de préoccupation pour les personnes interrogées. Selon les personnes interrogées, les magistrats ont un passé de collusion avec les géomètres sur les lotissements arbitraires, toutes choses qui ont contribué à l'intensification des conflits fonciers. Au cours d'un entretien avec un informateur clé (EIC) à Kpalimé, une personne

interrogée a raconté un conflit foncier, déclenché par la découverte que les géomètres collaboraient avec les juges pour garder d'énormes étendues de terre lors du lotissement d'une parcelle de terrain. Pour les personnes interrogées, l'absence de mesures de responsabilisation efficaces garantit la poursuite de ces actes de corruption.

Les sentiments concernant la capacité des institutions traditionnelles à combler les lacunes du système judiciaire formel étaient mitigés. Si certaines personnes interrogées ont affirmé que ces institutions étaient dignes de confiance, d'autres ont soutenu que leur rôle d'outil politique et leur implication dans l'intensification des conflits prouvaient le contraire. Les institutions religieuses, en particulier le prêtre traditionnel supérieur d'Atakpamé, ont toutefois été considérées comme des sources de résilience.

Bien que les femmes, selon les personnes interrogées, soient largement mal informées de leurs droits, l'engagement accru des femmes dans la profession d'auxiliaire juridique a été identifié comme un moyen viable de résoudre ce problème. Un autre facteur de résilience dans le domaine de l'état de droit est le HCRRUN, qui a œuvré à l'indemnisation des victimes d'injustices sociales et à la création de comités de paix dans tout le pays.

### **Politique et gouvernance**

Le problème clé qui a été identifié dans la région portait sur les élections. En ce qui concerne les élections locales, les participants au travail sur le terrain ont expliqué comment l'absence d'élections depuis plus de deux décennies,<sup>249</sup> associée à la nomination par le gouvernement de représentants locaux, a rendu les préfets redevables au gouvernement, chose qui entrave l'obligation de rendre des comptes. La priorisation perçue des intérêts du gouvernement au détriment de ceux des électeurs a été identifiée comme un obstacle

à une décentralisation et une gouvernance efficaces. Cependant, une personne interrogée a expliqué comment des initiatives telles que les efforts de développement du premier adjoint d'Ogou contribuent à restaurer la confiance dans la structure de gouvernance locale.

Les discussions sur les élections au niveau national se sont appuyées sur les expériences électorales passées dans le pays et sur la manière dont ces expériences pourraient éclairer les élections de 2020. Parmi les thèmes de longue date du système électoral que les personnes interrogées craignaient de voir réapparaître en 2020, l'on peut citer le manque de transparence perçu, le népotisme, les préjugés partisans dans les espaces médiatiques, les manifestations violemment réprimées et les cas de fraude électorale. Une personne interrogée a affirmé qu'au cours des élections législatives de 2018, les immigrants sahéliens ont acquis illégalement des cartes de vote, limitant ainsi le droit de vote des autochtones. Une autre a déclaré ceci : « la crédibilité des élections n'est pas assurée, les résultats des urnes ne reflètent pas souvent la volonté du peuple, de sorte que la majorité décide de ne pas voter. » En outre, l'absence d'une résolution largement acceptée de la crise politique de 2017-2018 et l'absence d'une disposition sur la limitation des mandats rétroactifs dans la constitution amendée de mai 2019<sup>250</sup> pourraient relancer les protestations, si M. Gnassingbé souhaitait obtenir un quatrième mandat en 2020.

Les participants ont également exprimé leur inquiétude quant à la sous-représentation des femmes et des jeunes dans l'arène politique. Bien que les efforts de plaidoyer du ministère de l'autonomisation des femmes et de l'Agence allemande de coopération internationale GmbH (GIZ) aient été décrits comme essentiels pour éduquer les femmes à la participation politique, les personnes interrogées ont soutenu que les normes

---

<sup>249</sup> Freedom House  
<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2019/togo>

<sup>250</sup> Al Jazeera  
<https://www.aljazeera.com/news/2019/05/togo-law-president-stand-terms-190509180859448.html>

socioculturelles persistantes sapent l'autonomisation politique plus poussée des femmes. Selon plusieurs personnes interrogées dans la région des Plateaux, actuellement, l'engagement des femmes et des jeunes en politique est largement défini par des raisons égoïstes, en particulier comme un moyen d'échapper à la pauvreté. Une personne interrogée a déclaré ceci : « Souvent, les femmes et les jeunes soutiennent en général les partis politiques uniquement pour gagner de l'argent. »

Parmi les autres sujets de préoccupation identifiés au cours du travail sur le terrain, l'on comptait la corruption, la répartition inégale des ressources, les piètres processus liés à la séparation des pouvoirs, les protocoles inefficaces de partage de l'information sur les projets nationaux et les droits des femmes et la suppression perçue des libertés démocratiques, en particulier la liberté de réunion.

### Économie et ressources

À l'instar des autres régions du pays, les personnes interrogées dans la région des Plateaux ont exprimé des inquiétudes quant à l'interaction entre le changement climatique et l'économie peu diversifiée de la région, dominée par l'agriculture, le commerce et l'élevage. Les effets du changement climatique, notamment l'irrégularité des précipitations, ont été identifiés comme les principaux facteurs de la faible productivité agricole. Qualifiées de destructrices pour l'écosystème, les pressions environnementales associées à l'insécurité climatique ont également

---

« Il n'est plus nécessaire de vérifier si le changement climatique existe. Il est sous nos yeux. Au mois de mai, il y a tellement de poussière que la visibilité est nulle. »

- Agent de sécurité publique, Kpalimé, région des Plateaux.

---

<sup>251</sup> Al Jazeera  
<https://www.aljazeera.com/news/2019/05/togo-law-president-stand-terms-190509180859448.html>

été signalées comme contribuant aux faibles rendements agricoles de la région. Pour les participants au travail de terrain, l'absence de réponses gouvernementales adéquates aux menaces posées par l'insécurité climatique est préoccupante. Au cours d'un EIC, une personne interrogée a déclaré ceci : « La rareté des précipitations a un impact négatif sur l'agriculture et, par conséquent, sur la commercialisation des produits alimentaires (céréales). Il y a l'action combinée du changement climatique et de l'action politique qui ne l'accompagne pas. »

Cependant, les participants au travail de terrain ont reconnu le rôle des institutions financières multilatérales dans l'atténuation des pressions subies par les agriculteurs. Les personnes interrogées ont notamment souligné le programme du Mécanisme indicatif de financement agricole (MIFA) de la BAD, qui vise à améliorer l'accès des agriculteurs au financement<sup>251</sup>. En outre, bien que les personnes interrogées ne soient pas satisfaites du manque perçu d'action gouvernementale en matière de changement climatique, elles ont salué les efforts déployés par l'État sur les processus généraux relatifs à l'agriculture. En particulier, les personnes interrogées ont mentionné l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), qui vise à impliquer les communautés dans le plan national de développement économique et à garantir que toutes les communautés aient accès au niveau de subsistance de base d'ici 2032.

Parmi les autres défis liés à l'économie non diversifiée figurent la dégradation de l'environnement, causée par des activités humaines telles que la déforestation, et les taxes commerciales élevées, qui auraient découragé le commerce. En 2017, le tarif moyen estimé pour l'ensemble des marchandises était de 13,4 %.<sup>252</sup> Les personnes interrogées sur le terrain ont également expliqué comment l'incertitude qu'a

<sup>252</sup> Banque mondiale  
<https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/TGO>

suscitée la récente crise politique a aggravé la situation. En particulier, les personnes interrogées ont mentionné la dépréciation de la monnaie, qui a eu un impact supplémentaire sur le flux des échanges commerciaux.

Le chômage des jeunes, qui a entraîné une dépendance accrue à l'égard des activités économiques illicites, la perception d'un parti pris en faveur des riches dans la distribution des ressources de la nation, les disparités entre les zones rurales et urbaines dans la distribution des ressources, la concurrence pour les ressources, en particulier la terre, et le manque d'investissements dans l'économie ont été cités comme d'autres sujets de préoccupation. Pour une personne interrogée, le manque d'investissement dans l'économie a limité la demande de consommation au-delà de ce qui est nécessaire pour éviter l'insécurité alimentaire, limitant encore plus la croissance économique.

Les personnes interrogées ont fait savoir que les femmes jouent un rôle important dans l'économie locale. Selon les participants, de nombreuses femmes sont actives dans les secteurs du commerce et de l'agriculture. Toutefois, les personnes interrogées ont indiqué que les taux d'intérêt élevés associés aux prêts de microfinancement se sont avérés décourageants pour les femmes des Plateaux et ont entravé l'autonomisation économique des femmes. En raison des difficultés associées aux mesures de crédit formelles, les femmes ont eu recours à des programmes de financement communautaires comme les tontines, dans lesquels les membres contribuent chaque mois et bénéficient du fonds par rotation ou en fonction des besoins. Les ONG ont également été signalées comme promouvant la stabilité économique des femmes dans la région. Plus précisément, une personne interrogée de Kpalimé a mentionné l'Association des Femmes Battantes du Mont Kloto et la fourniture par celle-ci de machines à coudre aux filles en apprentissage.

## **Population et démographie**

Les personnes interrogées sur le terrain ont cité le chômage des jeunes, qui est un facteur d'insécurité et de criminalité tels que ceux liés à la toxicomanie. Pour les personnes interrogées, le manque d'opportunités dans le secteur public et l'incapacité du secteur privé à absorber la population croissante de diplômés ont entraîné des tendances démographiques supplémentaires, en particulier la migration des jeunes vers les pays environnants pour y trouver des opportunités économiques.

Sur les questions relatives aux femmes et aux filles, les personnes interrogées des Plateaux ont fait preuve d'un niveau général de confiance dans la trajectoire de la promotion socioculturelle féminine. Les participants ont fait état d'une diminution des mariages précoces, des MGF et de la violence domestique (progrès qui ont été attribués à l'action du gouvernement), d'un accès accru au planning familial et de l'acceptation des filles enceintes dans les écoles. Les campagnes de sensibilisation menées par les OSC sur les droits des femmes à la terre et le rôle déterminant des femmes dans la résolution des conflits sociaux ont été citées comme une preuve supplémentaire de l'autonomisation sociale des femmes. Toutefois, les personnes interrogées ont reconnu que la persistance des grossesses chez les adolescentes et les normes socioculturelles persistantes qui dissuadent les femmes de posséder des terres pouvaient avoir un effet néfaste.

Les sentiments à l'égard du secteur des services sociaux, en particulier les soins de santé et l'éducation, se définissent par un manque général de confiance, un manque de personnel et un manque de ressources. Une personne interrogée à Kpalimé a déclaré ceci : « Nous avons des centres de santé, des hôpitaux, mais ce ne sont que des bâtiments. Les formalités administratives dans les centres de santé sont longues. Il y a un manque de ressources humaines et matérielles. Il faut aller ailleurs (dans d'autres grandes villes) pour obtenir satisfaction. Les ressources financières manquent



sérieusement pour un traitement adéquat. Les gens consomment des drogues de rue. La pauvreté explique cette situation. Les patients retournent chez eux faute d'argent pour payer les soins de santé.» La stigmatisation des personnes vivant avec le Sida et le VIH a également été signalée comme un problème.

Le système scolaire est confronté à des défis similaires, qui, selon une personne interrogée, ont conduit à de faibles taux d'achèvement. Les participants au travail sur le terrain ont également souligné que la différence de qualité entre l'enseignement public et privé est la preuve de la faiblesse du secteur de l'éducation. Comme l'a exprimé une personne interrogée, « l'école est considérée comme un atout important, mais il y a un fossé entre les élèves des écoles publiques et ceux des écoles privées ». Bien que l'enseignement primaire soit gratuit au Togo, la mauvaise qualité des services et la sous-rémunération des instructeurs ont conduit les riches à préférer l'enseignement privé et les enseignants publics qualifiés à fuir vers les écoles privées.

Les participants ont également noté comment les effets du changement climatique ont ruiné des infrastructures déjà insuffisantes. Au nombre d'autres problèmes d'infrastructure identifiés au cours du travail de terrain, figurent le mauvais état des routes, qui serait à l'origine d'accidents, les mauvaises conditions de logement et le manque d'accès à l'électricité, à l'Internet et à l'eau potable. Selon les personnes interrogées, les problèmes d'accès à l'eau potable sont extrêmement critiques de janvier à mai en raison de la transhumance.

Enfin, les menaces à la cohésion sociale ont été identifiées comme une préoccupation urgente. Les conflits fonciers, qui sont caractérisés par des dynamiques ethniques et régionales, ont été soulignés comme l'une de ces menaces. Plus précisément, les personnes interrogées sur le

terrain ont expliqué comment le mouvement des habitants du Nord<sup>253</sup> (qui sont considérés comme étant favorisés par le gouvernement) vers le Sud pour des terres souvent déjà utilisées par les agriculteurs du Sud, a entraîné une confrontation. Les personnes interrogées ont également fait remarquer que l'acquisition de cartes d'électeurs par des personnes n'appartenant pas aux Plateaux a exacerbé les griefs collectifs.

---

« Il existe un certain clivage Nord-Sud. Dans cette course, de nombreux ressortissants du Nord sont favorisés, ce qui suscite l'indignation de la population. Les ressortissants du Nord sont plus nombreux dans la fonction publique. »

- *Leader d'opinion, Atakpamé, région des Plateaux*

---

Malgré les risques et les vulnérabilités mentionnés ci-dessus, les personnes interrogées ont cité l'impact de divers mécanismes de résilience. En particulier, elles ont parlé des efforts de développement menés par la Banque africaine de développement (BAD), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) et les programmes d'eau et d'assainissement de l'Union européenne (UE). Cependant, les personnes interrogées ont estimé que les coûts d'abonnement élevés liés aux efforts demandés par l'UE constituent des obstacles à un engagement généralisé. Les participants au travail sur le terrain ont également noté le rôle des associations de jeunes et des OSC pour combler les lacunes dans la structure des services sociaux de la région. L'Association Nouvelle Afrique, qui dispense des cours d'alphabétisation et d'éducation sexuelle, et l'Association Togolaise de Volontaires du Travail (ASTOVOT), citée comme construisant des écoles, ont été spécifiquement identifiées. Une autre source de résilience dans le

---

<sup>253</sup> Les habitants du Nord en quête de terres fertiles appartiendraient à un groupe ethnique, les Halogènes.

domaine de la population et de la démographie sont les initiatives religieuses qui ciblent les groupes vulnérables.

### **Sécurité**

La principale vulnérabilité en matière de sécurité relevée par presque toutes les personnes interrogées était la crainte de voir le terrorisme se propager en raison de la hausse du chômage des jeunes, de la pauvreté, de la porosité des frontières et du manque de communication entre le gouvernement et les citoyens concernant le terrorisme, ce qui a conduit certains villages à tenir des registres des visiteurs. Bien que les personnes interrogées n'aient pas eu connaissance d'une présence terroriste permanente sur les Plateaux, une personne interrogée a fait état d'un recrutement dans la région, en déclarant ceci : « En ce qui concerne la menace terroriste, il y a 4 ou 5 ans, le recrutement de jeunes était organisé à distance du district de Zongo (Kpalimé) en vue d'une formation en Arabie Saoudite. Les œuvres humanitaires en provenance d'Arabie Saoudite se sont également multipliées pour faire preuve de charité envers la population, afin de l'attirer. » Les personnes interrogées craignaient également que le terrorisme ne porte atteinte à la cohésion sociale entre chrétiens et musulmans dans la région.

Les personnes interrogées dans les Plateaux ont cité un certain nombre de vulnérabilités en matière de sécurité, notamment des conflits fonciers résultant principalement de frontières mal définies ; des pans entiers de terres vendues à de riches étrangers, entraînant la disparition de villages entiers situés sur ces portions de terre ; et des conflits de propriété foncière, dus aux divergences entre les lois modernes et les pratiques traditionnelles relatives à l'héritage. Bien que la transhumance ne soit pas un problème majeur dans les Plateaux, les pressions résultant du changement climatique ont éloigné les pasteurs des couloirs désignés par l'État, ce qui a conduit à des conflits potentiels entre éleveurs et agriculteurs.

Parmi les autres menaces à la sécurité, l'on peut citer les vols, le trafic d'armes et de drogue, et le vandalisme. Les personnes interrogées ont établi une corrélation entre l'augmentation de ces menaces et la porosité de la frontière occidentale du Togo et la délinquance juvénile, liée à un accès accru à la drogue dans les écoles et au chômage. Malgré la présence des forces de sécurité et une plus grande confiance dans la gendarmerie et la police, les personnes interrogées ont estimé que l'état actuel de la sécurité dans la région rendait dangereux le fait de rentrer seul à pied ou en voiture la nuit. En outre, une personne interrogée a déclaré ceci : « 5 mois auparavant, alors que la rue grouillait de monde (au lever du soleil), une femme a été roulée par terre et son sac lui a été enlevé de force. » Il est devenu difficile de remédier à ces vulnérabilités en raison du manque de confiance dans les forces de sécurité, du fait des attaques perpétrées par le gouvernement contre les citoyens après l'élection présidentielle de 2005.

Les mesures de résilience notées pour contrer les vulnérabilités et les risques énumérés ci-dessus comprennent les comités de transhumance, qui résolvent les conflits survenant entre agriculteurs et éleveurs ; les comités de paix, les églises et WANEP, qui mènent des efforts de sensibilisation à la paix et résolvent les conflits ; et la présence croissante de la brigade anti-criminalité, de la gendarmerie et des groupes de jeunes qui luttent contre la criminalité dans la région. Lors de la discussion sur l'efficacité de ces résiliences sécuritaires, une personne interrogée a déclaré ceci : « Les communautés locales, notamment les chasseurs traditionnels, les Abrafo, voulaient réagir, mais j'ai demandé une réunion de tous les acteurs pour préserver la paix et la cohésion sociale, à laquelle tous les dirigeants communautaires ont été invités. Les personnes qui avaient prévu de brûler des bâtiments et d'attaquer des communautés pendant la nuit ont été calmées dans les deux camps. »

### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Malgré les risques et les vulnérabilités soulignés par les personnes interrogées, les Plateaux présentent divers facteurs de résilience qui continuent à atténuer ces difficultés. Les personnes interrogées ont souligné à plusieurs reprises que les efforts des gouvernements et des organisations internationales visant à réduire la pauvreté, en augmentant l'accès au crédit et en investissant dans le capital humain, constituent des facteurs de résilience clés dans la région. Les

mécanismes alternatifs de règlement des conflits, les comités de paix et le HCRRUN ont également été cités comme des facteurs de résilience permettant d'accroître la paix et de prévenir de nouveaux conflits. Les personnes interrogées ont également discuté des progrès réalisés pour mieux impliquer les populations jeunes et féminines par le biais de programmes de sensibilisation et en stimulant les opportunités d'emploi dans la région.

DRAFT

## Région des Savanes

Région la plus septentrionale du Togo, la région des Savanes, partage des frontières internationales avec le Bénin, le Burkina Faso et le Ghana. Elle partage également une frontière intérieure, au sud, avec la région de la Kara. Au recensement de la population et de l'habitat de 2010, la région des Savanes comptait 828 224 habitants, dont 430 228 (51,9 %) étaient des femmes.<sup>254</sup> La population de la région est multiethnique, dont des populations importantes des groupes ethniques Moba, Tchokossi, Gourma, Mossi et Gamgam.<sup>255</sup> La principale activité économique est l'agriculture, qui emploie 68 % de la population active.<sup>256</sup> Région la plus pauvre du pays, les Savanes sont particulièrement touchées par le changement climatique et les problèmes de migration y liés, qui affectent les moyens de subsistance et le bien-être de la population.



<sup>254</sup> Open Data for Africa

<http://togo.opendataforafrica.org/yspekhe/distribution-of-the-census-population?location=Savanes>

<sup>255</sup> CCNUCC

<https://unfccc.int/resource/docs/napa/tgo01f.pdf>.

<sup>256</sup> Groupe de la Banque mondiale

<http://documents.worldbank.org/curated/en/179631474899157168/pdf/Togo-SCD-Final-2016-09222016.pdf>

<b>Vulnérabilités structurelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perception de corruption dans le système judiciaire ; manque de confiance dans le système judiciaire ; impunité</li> <li>• Organisation politique perçue le long de la ligne de partage nord-sud</li> <li>• Perception d'un parti pris dans la répartition des services sociaux et des ressources infrastructurelles, en particulier le long de la ligne nord-sud</li> <li>• Politisation des chefs traditionnels et l'instrumentalisation de la jeunesse</li> <li>• Offre insuffisante de services de santé de qualité</li> <li>• Changements démographiques, en particulier la croissance de la population</li> <li>• Chômage des jeunes</li> <li>• Augmentation du coût de la vie ; pauvreté</li> <li>• Changement climatique et pressions environnementales</li> <li>• Perceptions de corruption et des partialité au sein des forces de sécurité</li> <li>• Litiges fonciers</li> </ul>
<b>Risques liés aux événements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Élections de 2020 et gestion violente des protestations et des manifestations par les forces de sécurité</li> <li>• Litiges fonciers</li> <li>• Affrontements entre agriculteurs et éleveurs</li> <li>• Criminalité, en particulier le trafic de drogue et le banditisme</li> <li>• Violence basée sur le genre.</li> </ul>
<b>Facteurs de résilience sociale et institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutions religieuses et traditionnelles</li> <li>• Des mécanismes alternatifs de résolution des conflits tels que le comité de gestion et de prévention des conflits de l'église catholique de Dapaong</li> <li>• Initiatives génératrices de revenus et de lutte contre la pauvreté menées par les OSC, les ONG, les ONGI et le gouvernement</li> <li>• Campagnes de sensibilisation et d'information sur la violence basée sur le genre</li> <li>• Services de sécurité non étatiques agissant en groupe d'autodéfense.</li> </ul>

### État de droit

Les participants au travail sur le terrain dans la région des Savanes ont décrit un manque général de confiance et une méfiance à l'égard du système judiciaire, résultant principalement d'un climat de corruption omniprésent, d'un accès limité à la justice en raison d'un parti pris en faveur des riches dans les processus officiels d'arbitrage, et

de l'impunité. Bien que la présence de la Cour de justice communautaire de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui exerce à la fois des compétences en matière de droits de l'homme et d'autres domaines,<sup>257</sup> ait contribué à combler certaines lacunes structurelles et procédurales dans le pays, la perception de fautes judiciaires reste un sujet de préoccupation. Les personnes interrogées ont

<sup>257</sup> Cour de justice de la Communauté de la CEDEAO  
<http://prod.courtecowas.org/>

également souligné que le manque d'indépendance de la justice, attribué au non-respect des protocoles d'indépendance judiciaire, était une autre source de préoccupation. Comme l'a déclaré un des personnes clés interrogés, « il y a deux niveaux : l'indépendance judiciaire existe dans les textes juridiques mais dans la pratique, les juges sont souvent corrompus ».

Dans la mesure où il y a un manque de confiance dans le système judiciaire, les systèmes alternatifs de résolution des conflits, tels que la médiation par les chefs/institutions traditionnels et religieux, tiennent un rôle important. Une personne interrogée a notamment mentionné le très réputé Comité de gestion et de prévention des conflits de l'église catholique de Dapaong, qui est ouvert aux habitants non catholiques. Toutefois, selon les participants, si le projet de défense de la paix de l'Église a été remarquable, le manque de ressources constitue un obstacle au renforcement et à l'expansion de l'initiative.

### **Politique et gouvernance**

En réfléchissant aux événements et aux expériences des manifestations de 2017-2018 et des élections parlementaires de 2018, les personnes interrogées sur le terrain ont identifié les prochaines élections présidentielles de 2020 comme un risque majeur dans la région des Savanes. S'appuyant sur l'histoire des résultats électoraux contestés dans le pays, les participants ont exprimé leur inquiétude quant à l'acceptation des résultats électoraux par le parti au pouvoir et les groupes d'opposition en 2020. Une des personnes clés interrogées a décrit comment les objectifs intrinsèquement divergents du parti au pouvoir (consolidation du pouvoir) et de l'opposition (alternance politique) pourraient entraîner une crise politique, si ces positions maximalistes de la ligne dure étaient maintenues jusqu'en 2020. Elle a également noté comment l'organisation politique perçue selon le clivage nord-sud contribue aux menaces que représentent les élections de 2020, une dynamique qui serait mal comprise par l'opposition. Il a donné

l'explication suivante : « Le principal problème est le clivage nord-sud. Les Sudistes voudront voir ce pouvoir revenir au Sud. » Des préoccupations concernant la possibilité de processus préélectoraux frauduleux et de réponses auxdits actes, en particulier à Mango où l'on sait que des affrontements entre les partisans du gouvernement et les groupes d'opposition ont eu lieu, ont également été citées.

La faiblesse des systèmes de gouvernance, en partie due à une mauvaise allocation des ressources, le manque de coordination des processus de décision et la politisation des chefs traditionnels ont été mis en évidence comme des obstacles au progrès gouvernemental dans les Savanes. Pour les participants au travail de terrain, la nomination des chefs traditionnels par le gouvernement et leur rôle perçu comme étant de défendre et de faire progresser la volonté du gouvernement les a rendus illégitimes au sein des Savanes.

La conviction selon laquelle la participation politique des femmes et des jeunes est effective dans la région et le désir d'un engagement continu de ces groupes ont été partagés par tous les personnes interrogées. Toutefois, les questions relatives à la réponse du gouvernement à l'engagement dynamique de ces groupes dans la politique, en particulier les jeunes, ont été signalées comme une vulnérabilité. Comme l'a décrit un participant : « l'engagement des jeunes dans les activités de la société civile est une chose

---

« La coopération judiciaire peut être un moyen de contrôle efficace. En 2005, la CEDEAO a fait appel à des juges de différentes nationalités et, à leur arrivée, ils ont entendu plusieurs affaires. Et nous avons vu que de nombreux accusés ont été blanchis puis relâchés ce jour-là. »

- *Leader d'opinion, région des Savanes*

---

palpable. Mais lorsque leurs actions contrarient quelque peu les intérêts du gouvernement, on les appelle des opposants ». En outre, les participants

ont affirmé que si les femmes et les jeunes ont été actifs dans l'espace politique par leur engagement dans des manifestations, des actions de plaidoyer et des rôles décisionnels, leur susceptibilité aux machinations politiques mine leur autonomisation politique. Le sentiment qui se dégage est que les politiciens font de nombreuses promesses de campagne pour motiver les jeunes électeurs, promesses qui peuvent finalement ne pas être tenues, ce qui entraîne des tensions.

Enfin, les personnes interrogées ont également exprimé leur inquiétude quant à la censure des espaces médiatiques dans la région, qui, selon elles, a été renforcée lors des élections législatives de 2018. Une personne interrogée a déclaré que « La liberté d'expression n'est pas effective. Elle est sérieusement affectée. Il y avait une station de radio... et pendant la période des élections législatives, elle a reçu des représentants de l'opposition pour un programme. Avant même que le programme ne soit terminé, elle a été suspendue. La radio n'émet plus. » Elle a également fait savoir qu'après avoir reçu des menaces il y a six mois, elle avait été contrainte d'annuler son émission de radio. L'utilisation de soldats comme journalistes et cameramen a également été citée comme un moyen de contrôle des médias.

### Économie et ressources

Selon la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale, les Savanes présentent les niveaux de pauvreté les plus élevés des cinq régions du Togo.<sup>258</sup> Les personnes interrogées sur le terrain ont replacé ce constat dans son contexte, en soulignant les principales préoccupations économiques telles que l'insuffisance des possibilités d'emploi pour les jeunes, qui les pousse à se lancer dans des activités économiques illicites telles que le commerce de carburant frelaté ; la pauvreté aiguë, qui conduit à un engagement prononcé dans le trafic d'enfants ; l'insuffisance

des ressources pour faire face à la croissance rapide de la population ; la hausse du coût de la vie ; et les bas salaires. Comme l'a indiqué une personne clé interrogée, « les populations ont un revenu relativement faible qui ne leur permet pas de subvenir à leurs besoins. La population augmente de jour en jour et les ressources, en particulier la terre, deviennent insuffisantes ».

Un autre sujet de préoccupation majeur identifié

---

« Si des barrages avaient été construits, la situation aurait été plus facile. L'eau n'est pas contrôlée. Le fait que les activités qui doivent soutenir la population ne soient pas soutenues par le gouvernement est un mauvais choix politique. Ce sont les frustrations qui poussent les gens à manifester. Il y a 35 réservoirs d'eau dans la région des Savanes mais seuls 4 contiennent de l'eau ».

- Représentant d'ONG, Région des Savanes

---

lors du travail de terrain portait sur le lien entre le changement climatique et l'activité économique de base de la région : l'agriculture. La conviction que la région des Savanes est de plus en plus vulnérable aux effets du changement climatique a été soulignée, les personnes interrogées identifiant les variations du régime des précipitations comme le principal facteur de la faible productivité agricole. Pour les participants au travail sur le terrain, les précipitations irrégulières ont également prolongé les périodes de sécheresse et exacerbé les difficultés/pressions préexistantes en matière d'accès à l'eau.

Étant donné l'impact du changement climatique sur l'économie des Savanes, dominée par l'agriculture et peu diversifiée, les pressions économiques ont été signalées comme étant aiguës pendant la saison sèche, ce qui a entraîné

---

<sup>258</sup>Open Data for Africa  
<http://togo.opendataforafrica.org/apps/atlas/Savanes/Incidence-of-Poverty-PO>



la fuite des jeunes vers les pays voisins pour des pâturages plus verts. Une personne interrogée a noté que cette pratique est particulièrement encouragée dans la préfecture d'Oti.

Bien que les personnes interrogées dans la région des Savanes aient indiqué que la sécurité alimentaire pendant la saison sèche prolongée ne posait pas de problème, elles ont souligné que le programme d'aide alimentaire de l'Organisation de la Charité pour un Développement Intégral (OCDI) et l'initiative de l'Agence Nationale de la Sécurité Alimentaire (ANSAT) consistant à acheter des céréales en vrac aux agriculteurs constituaient des mesures de sécurité alimentaire notables. Toutefois, les personnes interrogées ont exprimé l'espoir que l'initiative de l'ANSAT, également citée comme mesure de contrôle des prix, puisse rendre compte de l'ensemble des rendements céréaliers.

Un autre problème spécifique à l'agriculture identifié lors du travail sur le terrain était la controverse sur la politique commerciale, en particulier la capacité des agriculteurs à accéder à des intrants agricoles peu coûteux en provenance de pays voisins. Notamment, une personne interrogée a relayé le fait que dans la région (Barkouassi) et dans d'autres régions du pays (en particulier à Mô, dans la préfecture de Djarkpanga), le refus de la police d'approuver l'entrée au Togo d'engrais achetés au Ghana a entraîné des altercations entre les agriculteurs et le personnel de sécurité.

Les participants ont également décrit l'impact négatif de l'application de l'impôt sur l'autonomisation économique des femmes, car celles-ci jouent un rôle important dans les échanges et le commerce. Une personne interrogée a raconté comment la taxation des tomates aux points de contrôle de sécurité a entraîné la baisse des achats de tomates en gros en provenance de Lomé à Dapaong, ainsi que la vente de grandes quantités de tomates à des prix réduits. Elle a expliqué que : « Par le passé, les femmes commerçantes venaient de Lomé pour

acheter des tomates. Mais lorsqu'elles arrivent à Lomé, une grande partie de la marchandise pourrit. Cela est dû au fait que les marchandises sont bloquées pendant des jours en cours de route. Les policiers aux postes de contrôle taxent les produits et demandent aux commerçantes de payer. Lorsqu'elles refusent, les tomates restent sur place pendant des jours. Par conséquent, elles préfèrent ne plus venir à Dapaong pour acheter des tomates. Les femmes qui cultivent des tomates à Dapaong sont obligées de vendre un grand panier de tomates à 800 FCFA. »

### **Population et Démographie**

Les perceptions de progrès sur les questions relatives aux femmes et aux filles étaient courantes pendant le travail sur le terrain. En particulier, les participants au travail sur le terrain, soulignant le succès des campagnes de sensibilisation et d'information, ont fait état d'une meilleure acceptation des mesures de planification familiale et d'une diminution de la violence basée sur le genre, en particulier le viol, des mutilations génitales féminines (MGF) et des mariages précoces. La grossesse chez les adolescentes est toutefois un sujet de préoccupation permanent.

Le principal sujet de préoccupation démographique identifié lors de l'exercice sur le terrain portait sur le régime foncier, les personnes interrogées citant des cas de spéculation foncière et de préjugés à l'égard des riches. Une personne interrogée a déclaré ceci : « Il y a une spéculation foncière extrême. Les plus riches monopolisent les meilleures terres et les pauvres sont même dépossédés de leurs terres. Certains préfets ont même interdit la vente de terres pour éviter la spéculation foncière. » Les perceptions sur l'accès des femmes à la terre étaient mitigées, certains participants soutenant que les femmes ont accès à la terre et d'autres le contraire. Les participants au travail sur le terrain ont également souligné l'impact négatif des pressions démographiques sur l'espace déjà concurrentiel de la propriété foncière. Pour les personnes interrogées dans la région des Savanes, la croissance rapide de la



population urbaine a exacerbé les problèmes préexistants d'accès à la terre, que l'État est mal équipé pour résoudre.

Les avis sur l'état des services sociaux de la région étaient mitigés. Si certaines personnes interrogées considèrent les progrès de la politique de santé maternelle, comme la gratuité des césariennes, comme des indicateurs d'amélioration du système de santé, d'autres citent comme preuve du contraire des hôpitaux mal équipés, la stigmatisation des groupes handicapés et l'incapacité de la population à se payer des soins généraux. L'une de ces personnes interrogées a notamment parlé de Bonbouaka, dans la préfecture de Tandjouaré, où l'hôpital, fréquenté par 250 patients par mois, n'est équipé que d'un peu plus d'une douzaine de lits, tous dépourvus de matelas. Les personnes interrogées sur le terrain ont également cité comme défi supplémentaire les disparités infrastructurelles le long du clivage nord-sud, qui ont conduit à la migration des jeunes vers le Sud pour de meilleures opportunités.

Enfin, les perceptions concernant l'état de la cohésion sociale de la région étaient mitigées. Certes, certaines personnes interrogées ont affirmé que la cohésion sociale était forte dans la région, mais d'autres participants, citant les événements des manifestations de 2017-2018, ont parlé d'une désintégration de la cohésion sociale. Comme l'a expliqué une personne interrogée, « il y a eu une rupture de la cohésion sociale depuis 2017 avec les manifestations ». Jusqu'à présent, des conflits ont éclaté en interne car des personnes ont dû dénoncer d'autres personnes au FDS pour avoir participé aux manifestations. Les personnes dénoncées ont été arrêtées et torturées. Cela a donné lieu à des attaques et des représailles mutuelles. Les arrestations ont cessé, mais à ce jour, les gens ne s'entendent plus ».

## Sécurité

Les discussions sur l'état du secteur de la sécurité du pays ont conduit à une divergence d'opinions,

---

« Même les femmes sont impliquées dans le trafic. Certaines femmes font mine de vendre des cacahuètes et sillonnent les environs, mais en réalité, elles vendent de la drogue. »

- Représentant d'ONG, Région des Savanes

---

certaines personnes interrogées évoquant les améliorations de l'infrastructure de sécurité et d'autres notant le contraire. Les participants au travail sur le terrain qui ont une idée positive de l'appareil de sécurité ont identifié une diminution des vols de grand chemin attribuée à la mise en place de points de contrôle de sécurité, les réunions bilan dirigées par la police sur la qualité du service et l'ouverture de l'armée, comme étant à l'origine de la confiance entre les civils et le personnel de sécurité. La mise en place de bases de sécurité pour combler le vide sécuritaire dans certaines zones et le rôle des acteurs non étatiques, tels que les groupes d'autodéfense des jeunes, pour assurer la sécurité des habitants ont été cités comme des marqueurs supplémentaires de progrès.

Les perceptions négatives de l'appareil de sécurité ont été largement définies par les expériences historiques liées à la répression violente des manifestations. Comme l'a exprimé une personne clé interrogée, « La répression violente des manifestations est un problème majeur dans la région des Savanes, en particulier dans la ville de Mango. En novembre 2015, à Mango, des manifestations contre la mise en réserve de terres pour l'établissement d'une zone de conservation de la faune ont été enregistrées. Des personnes ont été tuées et jetées dans le fleuve. Pour enterrer les cinq personnes tuées lors de la manifestation, la population a créé un cimetière spécial appelé

« Cimetière de la vie sauvage. »<sup>259</sup> Pour ces personnes, la persistance du banditisme, les conflits entre agriculteurs et éleveurs dus à la transhumance et à la rareté des terres arables, et l'engagement prononcé de groupes, notamment des femmes, dans des activités économiques illicites comme le trafic de drogue, sont des éléments supplémentaires de la faiblesse du secteur de la sécurité.

### **Facteurs de résilience sociale et institutionnelle**

Malgré les vulnérabilités et les risques énumérés ci-dessus, la région des Savanes dispose d'un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui contribuent à atténuer ces risques. Les participants au travail sur le terrain ont

particulièrement identifié le rôle important des institutions traditionnelles et religieuses et des mécanismes alternatifs de résolution des conflits, en particulier le Comité de gestion des conflits de l'église catholique de Dapaong, dans la promotion de la paix et l'amélioration de l'accès à la justice. Les groupes de la société civile et les ONG, ainsi que les chefs traditionnels et religieux, sont perçus comme des facteurs de résilience positifs dans la lutte contre la violence basée sur le genre. Les activités génératrices de revenus et les initiatives de lutte contre la pauvreté, en particulier pour les femmes, menées par les ONGI et l'État, ont été citées comme des structures de résilience supplémentaires.

---

<sup>259</sup> ENCA <https://www.enca.com/africa/amnesty-condemns-togo-deadly-crackdown-demonstrators>

# Conclusion et recommandations

---

En raison des faiblesses institutionnelles et de la polarisation du jeu politique, les principales vulnérabilités du Togo se situent dans les domaines de « l'État de droit et la politique » et de la « gouvernance ». Au fil des ans, les pressions ont été gérées par des réformes ponctuelles et progressives, parfois avec l'appui d'organismes extérieurs tels que la CEDEAO. Mais les divisions ethniques, régionales et politiques ont persisté, parfois avec l'apparition de protestations de masse comme celles qui ont eu lieu en 2017 et 2018, en particulier à l'occasion des élections présidentielles et législatives. Toutefois, un optimisme prudent se dégage de la classe politique dans son ensemble, selon lequel un nouvel effort de décentralisation, à partir des élections locales de juin 2019, pourrait contribuer à accroître la légitimité, la responsabilité et l'efficacité perçues de la gouvernance dans le pays.

Ces défis sont encore compliqués par le sectarisme des pays voisins et les craintes de la susceptibilité potentielle et de la propagation de l'extrémisme violent au Togo même. Au-delà des piliers de l'État de droit et de la gouvernance, d'autres pressions s'exercent au Togo, notamment l'érosion des côtes et la dégradation de l'environnement dans le Sud, ainsi que les problèmes de gestion de l'eau dans le Nord, qui affectent les moyens de subsistance. Bien qu'ils ne se posent pas avec autant d'acuité que dans certains autres pays de la région, les problèmes des agriculteurs et des éleveurs ont également été cités, en particulier dans la partie nord du pays, en raison des difficultés à faire appliquer les lois relatives à la transhumance, notamment les couloirs et les migrations saisonnières, officiellement autorisés pendant la saison sèche de janvier à mai. Dans le Nord également, la question de la migration est liée aux pressions sur les moyens de subsistance et aux facteurs

environnementaux : migration saisonnière des jeunes à la recherche d'un emploi dans les pays voisins pendant la saison sèche, exode rural et traite des enfants.

Les principaux systèmes et plateformes de résilience au Togo qui ont été mis en évidence dans la recherche sur le terrain comprennent le rôle joué par les chefs traditionnels, la société civile, les femmes chefs de file et les chefs religieux, qui contribuent tous à modérer les pressions et à encourager le dialogue. Pour ce qui est de l'avenir, le Togo continue de faire face à des défis majeurs en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration des services sociaux et des infrastructures. Alors que le gouvernement s'engage dans de nouvelles réformes, la participation des communautés locales sera essentielle au développement durable du Togo.

## État de droit

Des recherches quantitatives et qualitatives ont révélé des vulnérabilités importantes au niveau du pilier État de droit, en ce qui concerne l'indépendance, la responsabilité, l'accès et la capacité. Les personnalités religieuses et les chefs de communauté ont été efficaces dans plusieurs régions dans la mise en œuvre des formes alternatives de résolution des conflits. Ces initiatives devraient être encouragées et développées chaque fois que cela est possible.

La société civile devrait continuer à sensibiliser les gens sur la manière de remédier à la violence basée sur le genre en utilisant les systèmes de justice formels et informels (traditionnels). Il faut multiplier les initiatives ciblant les femmes susceptibles d'avoir été victimes de violences sexuelles ou domestiques, et les ONG locales et internationales pourraient jouer un rôle clé pour combler cette lacune.

- Renforcer les mécanismes de règlement alternatif des litiges en tant qu'incitations à la cohésion sociale ;
- Soutenir les OSC, les ONG et les ONGI dans le cadre d'initiatives visant à remédier à la violence basée sur le genre ;
- Investir dans des initiatives d'éducation civique sur les droits des femmes et des jeunes ;
- Faire progresser les initiatives et les réformes en matière de transparence et de lutte contre la corruption au sein du système judiciaire ;
- Renforcer et étendre les programmes visant à améliorer l'accès à la justice, en particulier pour les populations vulnérables.

### Politique et gouvernance

Les fonctionnaires et la société civile devraient s'efforcer en priorité de remédier à la polarisation politique dans le pays, qui a sapé la confiance dans les élections et les réformes constitutionnelles parmi des éléments importants de la population togolaise. Il faut appuyer les plateformes de dialogue soutenu et permanent afin qu'il y ait suffisamment d'espace pour que les partis politiques et les dirigeants communautaires, en particulier les femmes, puissent discuter de leurs griefs, de leurs préoccupations ou de leurs politiques sans crainte de représailles ou de mépris. Les représentants locaux élus dans le cadre du nouveau programme de décentralisation pourraient être les champions et les parties prenantes de cet effort.

En particulier dans les régions où il peut y avoir un manque de confiance entre les forces de sécurité et les membres de la communauté qui remonte à un passé de troubles politiques, l'engagement constructif devrait être renforcé. Les mairies, les groupes de travail et les comités qui permettent aux dirigeants communautaires et aux agents de sécurité d'échanger régulièrement leurs points de

vue contribueront à promouvoir la protection des civils, la connaissance de la situation, l'appropriation et l'adhésion de toutes les parties.

- Engager les parties prenantes et les autorités à garantir des élections libres et équitables et un processus électoral inclusif ;
- Soutenir les initiatives locales et nationales en matière de transparence et de lutte contre la corruption ;
- Donner aux femmes et aux jeunes les moyens de se présenter aux élections ;
- Encourager des politiques inclusives pour renforcer la participation des femmes aux processus politiques.

### Économie et ressources

L'économie du pays étant agricole, le Togo est vulnérable aux facteurs environnementaux tels que les précipitations irrégulières, en particulier dans le Nord. Les infrastructures de gestion de l'eau, notamment les bassins versants, l'irrigation et les systèmes de transmission et de distribution, doivent être maintenues et améliorées. Les ONG, les IFI et les organisations donatrices devraient soutenir la réglementation des pratiques préjudiciables à l'environnement. Le renforcement des capacités des agriculteurs et les meilleures pratiques en matière de conservation de l'eau devraient être encouragés. Les chaînes de valeur dans les secteurs critiques devraient être optimisées par le biais de coopératives et d'associations afin que les agriculteurs puissent accéder à des financements, à des intrants agricoles économiques et à un bon prix pour leur produit sur les marchés nationaux et régionaux.

La forte dépendance à l'égard de l'économie informelle comme moyen de subsistance présente des vulnérabilités en termes de recettes publiques pour les infrastructures et les services essentiels, ainsi qu'un potentiel de corruption. La société civile et les chefs traditionnels peuvent jouer un rôle en

aidant à expliquer les réglementations et politiques pertinentes et à en discuter.

Le chômage des jeunes reste une vulnérabilité économique. Les OSC et les institutions financières devraient soutenir et développer les programmes de micro-financement et de formation, en particulier pour soutenir les initiatives menées par les jeunes. Des partenariats public-privé pour la création d'écoles de formation professionnelle permettraient non seulement aux communautés locales d'acquérir des compétences précieuses, mais également de faire participer les jeunes désœuvrés.

- La société civile, les ONG et les institutions financières devraient développer le microfinancement qui soutient les entreprises des femmes ;
- Développer et appliquer les réglementations existantes sur la dégradation de l'environnement ;
- Améliorer et étendre l'accès au crédit et au financement pour les femmes et les jeunes ;
- Créer et soutenir des programmes de moyens de subsistance alternatifs.

## Population et démographie

Bien qu'ils n'atteignent pas un niveau de vulnérabilité critique par rapport aux autres pays de la région, les facteurs relevant de cette dimension, notamment la croissance démographique, l'explosion de la jeunesse, les facteurs environnementaux et les migrations, contribuent tous aux problèmes de sécurité humaine dans les cinq piliers. En tant que société agricole en particulier, les facteurs économiques et climatologiques érodent progressivement les systèmes de capital humain, social et économique dans les zones rurales, ce qui, en retour, exerce une pression sur les centres urbains. Les recommandations portent donc sur le renouveau rural et la résilience urbaine. Une attention particulière à la gestion de l'eau et aux infrastructures dans le Nord et à la planification

familiale, à la préparation aux inondations et à l'érosion côtière dans le Sud aidera à relever ces défis.

- Investir dans le développement des infrastructures et la fourniture de services dans les zones rurales et mal desservies ;
- Soutenir le gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG et les ONGI dans les campagnes de sensibilisation sur la grossesse des adolescentes ;
- Soutenir la formation professionnelle, la création d'emplois et les initiatives génératrices de revenus pour une population jeune en pleine croissance ;
- Réformer l'administration du régime foncier par le gouvernement pour apporter de la clarté.

## Sécurité

La violence n'est pas particulièrement grave au Togo par rapport aux autres pays de la région. Bien qu'il y ait des cas d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs dans le Nord et des problèmes de propriété foncière à l'échelle nationale qui doivent être bien gérés, les niveaux de criminalité violente sont essentiellement faibles à modérés. Toutefois, les préoccupations mises en évidence par les recherches sur le terrain concernaient principalement les flambées périodiques de violence politique et le rôle des forces de sécurité dans le contrôle des manifestations et de l'opposition politique. Bien que l'extrémisme violent n'ait pas été un problème au Togo jusqu'à présent, la plupart des personnes interrogées ont exprimé la crainte qu'à moins que la cohésion sociale ne soit renforcée de manière positive et que le dialogue ne soit encouragé, les conditions soient réunies pour qu'un tel extrémisme puisse se produire à l'avenir.

- Renforcer la capacité des institutions traditionnelles et religieuses à arbitrer et

assurer la médiation des différends au niveau de la base ;

- Travailler avec des partenaires régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité et des réseaux de traite, notamment en renforçant les contrôles aux frontières ;

- Créer des partenariats entre les acteurs étatiques et non étatiques de la sécurité afin de renforcer la coopération et la confiance en matière de sécurité ;
- Soutenir les initiatives de promotion de la paix et de défense des droits des femmes, menées par les femmes et au niveau local.

# Annexe A : échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Mode de mesure	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	SNA	Enquête	94 Acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	SitReps	1617 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'agence/les agences mandatées pour organiser et surveiller les élections nationales est/sont protégée(s) contre les interférences politiques.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	En pratique, l'agence/les agences mandatée(s) pour organiser et surveiller les élections nationales publient des rapports en temps utile et accessibles au public avant et après une élection nationale.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie EIU	Processus électoral et pluralisme	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie EIU	Participation à la vie politique	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie EIU	Fonctionnement du gouvernement	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	IDEA	Taux de participation moyen des électeurs parlementaires	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	BTI	Intégration politique et sociale	15 (tous les États membres de la CEDEAO)

				normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	World Bank Data	Nombre de sièges occupés par des femmes au parlement national.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité individuelle	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Nombre de victimes de conflits par habitant	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence /conflit impliquant les groupes armés non étatiques	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Amnesty	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique- State	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique- HRW	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Nombre de réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Nombre de réfugiés par pays d'origine (différence 2015-2014) par habitant	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)



Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	PDI par pays d'asile par habitant	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	PDI par pays d'asile (différence 2015-2014) par habitant.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges de niveau national motivent leurs décisions/jugements.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre d'hommes politiques et/ou de fonctionnaires de haut niveau, quel que soit leur niveau, font l'objet d'une enquête par un organisme indépendant.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme ou les organismes qui enquêtent sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de signaler les fautes de la police ou les abus de force est efficace.	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la BM sur les droits de l'homme et le droit	% de femmes exerçant à la Cour constitutionnelle	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	BM - Femmes, affaires et droit	La loi impose-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	BM - Femmes, affaires et droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination	15 (tous les États membres de la

			basée sur le genre lors de l'embauche ?	CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	BM - Femmes, affaires et droit	Le licenciement des employées enceintes est-il interdit ?	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus élevés	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Population bénéficiant d'un assainissement amélioré (différence entre les zones urbaines et rurales)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Population disposant d'une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et rurales)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Département de la statistique des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Profondeur du déficit alimentaire (en kilocalories par personne par jour)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids par rapport à l'âge (% des enfants de moins de 5 ans)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPP (en \$ courant sur le marché international)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Département de la statistique des Nations Unies	Alphabétisation des femmes de 15 à 24 ans	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Inscriptions dans l'enseignement scolaire, primaire et secondaire (brut), Indice de parité des genres (IPG)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Ratio emploi/population, 15-24 ans, femmes (en %) (estimation modélisée de l'OIT)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Département de la statistique des Nations Unies	Âge médian	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance de la population	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Département de la statistique des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids par rapport à l'âge, femmes (en % des enfants de moins de 5 ans)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (en % des femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance, femmes (en années)	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	BM - Femmes, affaires et droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en union avant l'âge de 18 ans	15 (tous les États membres de la CEDEAO normalisés et mis à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	IncReps	906 (après déduction des

				doublons, à des fins de pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	252
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque, vulnérabilité et résilience	Groupes de discussion	Ventilés comme suit : hommes, femmes et jeunes	6
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque, vulnérabilité et résilience	Entretiens avec des personnes clés	Éminentes personnalités et experts locaux, y compris des fonctionnaires	32

# Annexe B : Indice de vulnérabilité

## Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs a été identifiée sur la base de la pertinence et de la mesurabilité des indicateurs. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que des universités, des instituts de recherche et des groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe à l'**annexe A**. Lors de la sélection et du test de l'indice, la disponibilité des données a été évaluée afin d'assurer une distribution égale des scores.

## Processus : Calcul des notes

L'indice est noté sur une échelle allant de 1 à 10, où 1 représente le niveau de vulnérabilité le plus élevé et 10 le niveau de vulnérabilité le plus bas. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré aux notes de l'indicateur et des piliers.

### 1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données dont les courbes et la distribution sont très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent être correctement comparées. Si les données ne sont pas encadrées dans le contexte d'un groupe de nombres plus étendu, leur signification peut être faussée. Par conséquent, le processus consistant à trouver la moyenne et à calculer l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis à utiliser ces éléments pour se rapprocher d'une distribution normale, peut être utilisé pour fournir cette signification. La formule de normalisation gaussienne est décrite ci-dessous.

Où  $\mu$  équivant à la moyenne

$\sigma^2$  représente la variance

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la quantité calculée pour indiquer l'ampleur de l'écart pour un groupe de nombres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour trouver comment les variables sont approximativement distribuées normalement. Dans le cadre de cet outil, il sera utile de comprendre où se situent les pays les uns par rapport aux autres dans la distribution de groupe d'un ensemble de données particulier.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données ne sont pas disponibles pour certains pays mais le sont pour d'autres), les points de données des pays sont laissés en blanc. Cela permet d'éviter que les pays ne reçoivent un score artificiel, lorsque les données n'existent pas.

### 2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice dans lequel les pays sont notés dans une fourchette définie, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle afin que les scores puissent être intégrés. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, 10 représentant le niveau de

vulnérabilité le plus bas. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de la distribution de [min, max] à [MIN, MAX], correspondant à la nouvelle échelle de valeurs à la fois pour le bord supérieur et le bord inférieur de la distribution.

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} \times (x - min)$$

### 3. Agrégation

Chaque indicateur peut être constitué d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer un indicateur, les ensembles de données ont chacun été mis à l'échelle des notes d'indice préliminaires (1-10), comme indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces scores a ensuite été prise en compte pour obtenir un score d'indice final pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en échelonnant les scores de l'indicateur.

# Annexe C : Références complémentaires

« Document de stratégie pays pour 2016-2020 : Togo », Groupe de la Banque africaine de développement, septembre 2016 <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/To go - 2016-2020 Country Strategy Paper.pdf>

« Bertelsmann Stiftung, Rapport pays 2018 de BTI : Togo », Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2018 <https://www.bti-project.org/en/rapports/country-rapports/detail/itc/TGO/>

Bhorat, Haroon. 'Increasing Employment Opportunities: Navigating Africa's complex job market', Brookings Institute, Janvier 2017 [https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/01/global\\_20170109\\_foresight\\_africa\\_chapter-2.pdf](https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/01/global_20170109_foresight_africa_chapter-2.pdf)

Jalloh, Abdulai; Nelson, Gerald C.; Thomas, Timothy S.; Zougmore, Robert et Roy-Macauley, Harold. « L'agriculture ouest-africaine et le changement climatique : Une analyse exhaustive », Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 353-381, 2013 <http://dx.doi.org/10.2499/9780896292048>

Kohnet, Dirk. 'Aucun changement en vue – Développement politique et socioéconomique du Togo (2017-2019)', Munich, Archive personnelle de RePEc, janvier 2019, n°91534 <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/91534/>

OCDE « États de fragilité 2016 : Comprendre la violence », 2016 <https://www.oecd.org/dac/states-of-fragility-2016-9789264267213-en.htm>

« Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel », Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, août 2018 [https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport\\_pastoralisme\\_eng-2.pdf](https://unowas.unmissions.org/sites/default/files/rapport_pastoralisme_eng-2.pdf)

« Rapport sur la situation des droits de l'Homme et les libertés publiques fondamentales en lien avec la crise socio politique togolaise du 19 août 2017 au 19 août 2018 », Collectif des Associations Contre l'Impunité, Septembre 2018 <http://www.cacit.org/wp-content/uploads/2018/09/RAPPORT-DH-AOÛT-2017-AOÛT-2018-VF-CACIT-1.pdf>

Sarkin, Jeremy J. Prof et Davi, Tetevi, 'La Commission Vérité, Justice et Réconciliation du Togo : Leçons pour le processus de justice transitionnelle ailleurs', Peace and Conflict Studies : Vol. 24 : No. 1 , Article 2. [https://nsuworks.nova.edu/pcs/vol24/iss1/2/?utm\\_source=nsuworks.nova.edu%2Fpcs%2Fvol24%2Fiss1%2F2&utm\\_medium=PDF&utm\\_campaign=PDFCoverPages](https://nsuworks.nova.edu/pcs/vol24/iss1/2/?utm_source=nsuworks.nova.edu%2Fpcs%2Fvol24%2Fiss1%2F2&utm_medium=PDF&utm_campaign=PDFCoverPages)

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008 <https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States', Harvard Kennedy School, août 2014 <https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

# Annexe D : Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations par pilier de la sécurité humaine

TOGO	Vulnérabilités	Risques	Résiliances	Recommandations
<b>État de droit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Procédures de justice lentes</li> <li>➤ Perceptions de corruption, d'impunité et de partialité dans le système judiciaire</li> <li>➤ Faible accès à la justice pour les populations pauvres et vulnérables</li> <li>➤ Faible capacité du système judiciaire, d'où les retards accusés dans le traitement des dossiers</li> <li>➤ Manque de personnel, manque d'équipement et conditions inhumaines dans le système pénitentiaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Incidents de corruption politique, y compris la corruption judiciaire</li> <li>➤ Incidents de recours excessif à la force, en particulier pendant les périodes de troubles politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mécanismes alternatifs de règlement des différends</li> <li>➤ Institutions religieuses</li> <li>➤ Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)</li> <li>➤ Cour de justice de la Communauté de la CEDEAO</li> <li>➤ WANEP-Togo</li> <li>➤ Police et gendarmerie (dans certaines régions)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Renforcer les mécanismes de règlement extrajudiciaire des litiges pour encourager la cohésion sociale</li> <li>➤ Soutenir les OSC, les ONG et les ONGI dans le cadre d'initiatives visant à remédier à la violence basée sur le genre</li> <li>➤ Investir dans des initiatives d'éducation civique sur les droits des femmes et des jeunes</li> <li>➤ Faire progresser les initiatives et les réformes en matière de transparence et de lutte contre la corruption au sein du système judiciaire</li> <li>➤ Renforcer et étendre les programmes visant à améliorer l'accès à la justice, en particulier pour les populations vulnérables.</li> </ul>
<b>Politique et gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Perception de forte polarisation du jeu politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Incidents de corruption ou de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Représentation des femmes à l'Assemblée nationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Engager les parties prenantes et les fonctionnaires à garantir des élections libres et équitables</li> </ul>



	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Perception de népotisme, de partialité et de favoritisme au sein du gouvernement et du public, en particulier selon des critères ethniques et politiques</li> <li>➤ Antécédents d'élections irrégulières/rapportées</li> <li>➤ Sous-représentation des femmes au niveau ministériel</li> <li>➤ Désengagement des jeunes des processus politiques.</li> </ul>	<p>mauvaise gestion</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Polarisation des élections</li> <li>➤ Recours au discours de haine pendant les campagnes politiques</li> <li>➤ Élections de 2020</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les partis politiques féminins</li> <li>➤ ONG d'éducation civique</li> <li>➤ Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN)</li> </ul>	<p>et un processus électoral inclusif.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir les initiatives locales et nationales en matière de transparence et de lutte contre la corruption</li> <li>• Donner aux femmes et aux jeunes les moyens de se présenter aux élections</li> <li>• Encourager des politiques inclusives pour renforcer la participation des femmes aux processus politiques.</li> </ul>
<b>Économie et ressources</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Perceptions de la répartition inéquitable des ressources</li> <li>➤ Les troubles politiques ont un impact sur les investissements</li> <li>➤ Perceptions de la corruption</li> <li>➤ Changement climatique et dégradation de l'environnement</li> <li>➤ Pollution des cours d'eau et des pêches</li> <li>➤ Économie illicite</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pressions environnementales et effets du changement climatique</li> <li>➤ Volatilité des prix</li> <li>➤ Différends fonciers et frontaliers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Femmes/jeunes entrepreneurs</li> <li>➤ Programmes d'octroi de microcrédits et de microfinance pour les femmes et les jeunes</li> <li>➤ ONG, OSC et ONGI</li> <li>➤ Institutions financières multilatérales</li> <li>➤ Fonds national de la finance inclusive</li> </ul>	<p>La société civile, les ONG et les institutions financières devraient développer le microfinancement qui soutient les entreprises des femmes.</p> <p>Développer et appliquer les réglementations existantes sur la dégradation de l'environnement</p> <p>Améliorer et élargir l'accès au crédit et au financement pour les femmes et les jeunes</p> <p>Créer et soutenir des programmes de moyens de subsistance alternatifs</p>

<b>Population et démographie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chômage des jeunes</li> <li>➤ Disparités perçues dans les dépenses et services sanitaires et éducatifs dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales</li> <li>➤ Pressions sur l'environnement, telles que les pluies irrégulières et la sécheresse</li> <li>➤ Explosion démographique des jeunes</li> <li>➤ Infrastructures médiocres dans les zones rurales, notamment les routes, les cliniques et les écoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Tensions entre les communautés à propos de la concurrence foncière</li> <li>➤ Trafic d'enfants</li> <li>➤ Grossesse chez les adolescentes</li> <li>➤ Effets du changement climatique, tels que l'érosion des sols</li> <li>➤ Effets environnementaux des pratiques d'extraction, tels que la pollution des voies navigables et de la pêche</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ ONG et OING (c'est-à-dire Compassion International, Peace Corps, GIZ)</li> <li>➤ Institutions religieuses</li> <li>➤ Institutions multilatérales (BAD, CEDEAO, UE)</li> <li>➤ Agence nationale pour la sécurité alimentaire du Togo (ANSAT)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Investir dans le développement des infrastructures et la fourniture de services dans les zones rurales et mal desservies</li> <li>➤ Soutenir le gouvernement, les organisations de la société civile, les ONG et les ONGI dans les campagnes de sensibilisation sur la grossesse des adolescentes</li> <li>➤ Soutenir la formation professionnelle, la création d'emplois et les initiatives génératrices de revenus pour une population jeune en pleine croissance</li> <li>➤ Réformer l'administration du régime foncier par le gouvernement pour apporter de la clarté.</li> </ul>
<b>Sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Perception de partialité du secteur de la sécurité dans certaines régions</li> <li>➤ Criminalité, notamment trafic de drogue et traite des personnes</li> <li>➤ Violence politique autour des élections et des campagnes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Incidents de criminalité, notamment le vol et le banditisme routier.</li> <li>➤ Cas de violence basée sur le genre, notamment la violence domestique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Comités de paix et de transhumance</li> <li>➤ Institutions religieuses</li> <li>➤ OING et ONG</li> <li>➤ Bureau du Haut-Commissaire à la réconciliation et au renforcement de l'unité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Renforcer la capacité des institutions traditionnelles et religieuses à arbitrer et à assurer la médiation dans le cadre du règlement des différends au niveau local</li> <li>➤ Travailler avec des partenaires régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité et des réseaux de traite, notamment en renforçant les contrôles aux frontières</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Questions de conflit liées à la transhumance</li> <li>➤ Litiges fonciers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Augmentation des cas de trafic de drogue, de blanchiment de capitaux, de vente de carburant frelaté et de traite des êtres humains</li> <li>➤ Tensions résultant de la transhumance.</li> </ul>	<p>nationale (HCRRUN)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Créer des partenariats entre les acteurs étatiques et non étatiques de la sécurité afin de renforcer la coopération et la confiance en matière de sécurité</li> <li>➤ Soutenir les initiatives de promotion de la paix et de défense des droits des femmes, menées par les femmes et au niveau local.</li> </ul>
--	--	--	---------------------------	---

DRAFT